



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

LA LETTRE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

N° 40 – Janvier 2024

Le secteur de l'éducation en AEOI

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Tout d'abord et tant qu'il en est encore temps, permettez-moi de vous souhaiter à chacune et à chacun une très bonne année 2024, pleine de succès professionnels et personnels.

Pourtant 2024 commence avec des tensions internationales qui ne ralentissent pas. La guerre en Ukraine et à Gaza ne doivent pas nous faire oublier des guerres qui occupent moins les unes de l'actualité mais qui elles aussi durent avec leurs cortèges de drames humains. Et cela est particulièrement vrai dans la région couverte par le SER de Nairobi : la guerre au Soudan a démarré le 15 avril 2023, et rien ne laisse penser qu'elle va cesser bientôt, les affrontements à l'Est de la RDC continuent, en Somalie, on ne voit pas la fin de l'opération militaire contre les Shababs, en Ethiopie les tensions demeurent, cette fois avec les Amharas. Et la Lettre d'intention signée le 1^{er} janvier 2024 entre l'Ethiopie et le Somaliland garantissant un accès à la mer pour l'Ethiopie et l'usage du port de Berbera a suscité une ferme opposition de la Somalie et généré de nouvelles tensions. On ne peut que souhaiter que 2024 soit une année de résolution de ces conflits meurtriers.

C'est sur une note d'espoir que nous ouvrons l'année 2024 de nos Lettres mensuelles régionales. Espoir car son thème est l'éducation. Quand on pense éducation, on doit avant tout se projeter dans l'avenir. L'avenir d'une jeunesse, de pays en croissance démographique forte (cf. Lettre mensuelle n°32) : Ethiopie en 2050, 213 M habitants, Tanzanie, 129 M, Ouganda 87 M. En moins de 30 ans, ils auront doublé leur population. Dans ce contexte, l'éducation (mais aussi la sécurité alimentaire, la santé) est fondamentale. Or, quelques sujets d'inquiétude persistent : malgré quelques exceptions, l'accès à l'éducation primaire est inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et l'accès au niveau secondaire reste faible dans nombre de pays. Nos pays font face à un double déficit d'infrastructures et d'enseignants. Et surtout, les investissements dans le secteur sont insuffisants : l'engagement des bailleurs, indispensable, ne couvre que partiellement le gap. Une constante : le temps où le FMI encourageait les politiques d'ajustement structurel au détriment des dépenses sociales est terminé. Aujourd'hui, le FMI reproche à nos pays de délaisser ces secteurs et encourage à maintenir un niveau de dépenses suffisant. Hors Maurice et Seychelles, un pays se distingue : le Kenya qui a fait pendant longtemps de son niveau d'éducation un atout. Atout menacé et à préserver toutefois.

Merci aux SE de Tananarive, Kampala, Addis-Abeba et Dar es Salaam et à l'ambassade de France à Kigali pour leurs contributions. Et merci à Alice et Héloïse pour leur travail de synthèse et de coordination.

Bonne lecture à toutes et tous.

Jérôme BACONIN

Chef du Service économique régional



Sommaire

Table des matières

Editorial	1
Glossaire	3
Graphique du mois	5
Perspectives régionales.....	6
<i>Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi</i>	11
<i>Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya</i>	14
<i>Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda</i>	17
<i>Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda</i>	20
<i>Communauté d'Afrique de l'Est – Soudan du Sud</i>	23
<i>Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie</i>	25
Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est.....	28
<i>Corne de l'Afrique – Djibouti</i>	29
<i>Corne de l'Afrique – Erythrée</i>	32
<i>Corne de l'Afrique – Ethiopie</i>	35
<i>Corne de l'Afrique – Somalie</i>	38
<i>Corne de l'Afrique – Soudan</i>	41
Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique	44
<i>Océan Indien – Comores</i>	45
<i>Océan Indien – Madagascar</i>	48
<i>Océan Indien – Maurice</i>	51
<i>Océan Indien – Seychelles</i>	54
Indicateurs régionaux : Océan Indien.....	57
CONTACTS.....	58

Glossaire

Agence française de développement : Le groupe Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en oeuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale dans divers secteurs (climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance,...).

Alphabétisation : Selon la définition de l'UNESCO de 1958, il s'agit de la capacité qu'a un individu de lire et d'écrire, en le comprenant, un énoncé simple et bref en rapport avec sa vie quotidienne. Depuis lors, le concept d'alphabétisation a évolué et couvre maintenant plusieurs domaines de compétences.

Classification internationale type de l'éducation : La Classification internationale type de l'éducation ou Cite (*International Standard Classification of Education* ou ISCED en anglais) est une nomenclature construite pour produire dans l'ensemble des pays des statistiques comparables sur l'enseignement et la formation. Elle a été conçue par l'UNESCO au cours des années 1970, puis a été révisée en 1997 et en 2011.

Dépenses courantes d'éducation : Les dépenses courantes incluent la consommation finale des administrations (par exemple la rémunération des salariés, la consommation intermédiaire de biens et services, la consommation de capital fixe et les dépenses militaires), les revenus de la propriété payés, les subventions d'exploitation, et d'autres transferts courants payés (par exemple sécurité sociale, allocations d'assistance, pensions, et autres services sociaux).

Dépenses en capital pour l'éducation : Dépenses destinées à des biens ou services qui durent plus d'un an. Elles comprennent les dépenses consacrées à la construction, à la rénovation et aux réparations importantes de bâtiments ainsi qu'à l'acquisition de gros équipements ou de véhicules.

Éducation formelle : Enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. L'enseignement formel se compose principalement de l'enseignement initial. L'enseignement professionnel, l'éducation répondant à des besoins spéciaux et certaines parties de l'éducation des adultes sont souvent reconnus comme appartenant au système éducatif formel.

Enseignement non formel : Enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié par un prestataire d'éducation. La caractéristique principale de l'enseignement non formel est qu'il constitue un ajout, une alternative et/ou complémentaire à l'enseignement formel dans le processus d'apprentissage tout au long de la vie des individus. Il est souvent offert afin de garantir le droit d'accès à l'éducation pour tous. Il s'adresse à des individus de tous âges mais ne se structure pas nécessairement sous la forme d'un parcours continu ; il peut être de courte durée et/ou faible en intensité et il est généralement dispensé sous la forme de programmes courts, d'ateliers ou de séminaires.

Enseignement et formation technique et professionnel (EFTP) : Programmes principalement destinés à préparer les élèves ou les étudiants à intégrer directement un métier ou une branche professionnelle (ou une catégorie de professions ou d'activités professionnelles).

Indice de capital humain : Développé par la Banque mondiale, cet indice permet de mesurer le capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à l'âge de 18 ans, compte tenu des risques de mauvaise santé et de manque d'éducation qui prévalent dans le pays où il vit.

Niveau d'instruction : Dernière classe achevée avec succès dans le système d'enseignement formel.

Système à double vacation : Dans ce genre de système, les écoles accueillent deux groupes distincts d'élèves au cours d'une journée d'école. Le premier suit généralement la classe du début de la matinée jusqu'à midi et le second de midi jusqu'à la fin de l'après-midi. Chaque groupe utilise les mêmes bâtiments, les mêmes équipements et installations. Dans certains systèmes, ce sont les mêmes maîtres qui assurent l'enseignement pour les deux groupes, alors que dans d'autres, ce sont des maîtres différents.

Taux d'alphabétisation : Le nombre de personnes alphabètes appartenant à une tranche d'âge donnée, exprimé en pourcentage de la population totale de cette tranche d'âge. Le taux d'alphabétisation des adultes mesure l'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus et le taux d'alphabétisation des jeunes adultes mesure l'alphabétisation des personnes âgées de 15 à 24 ans.

Taux brut de scolarisation : Nombre total d'élèves ou d'étudiants inscrits dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge correspondant officiellement à ce niveau d'enseignement. Le TBS peut dépasser 100 % en raison des admissions tardives ou précoces et/ou des redoublements.

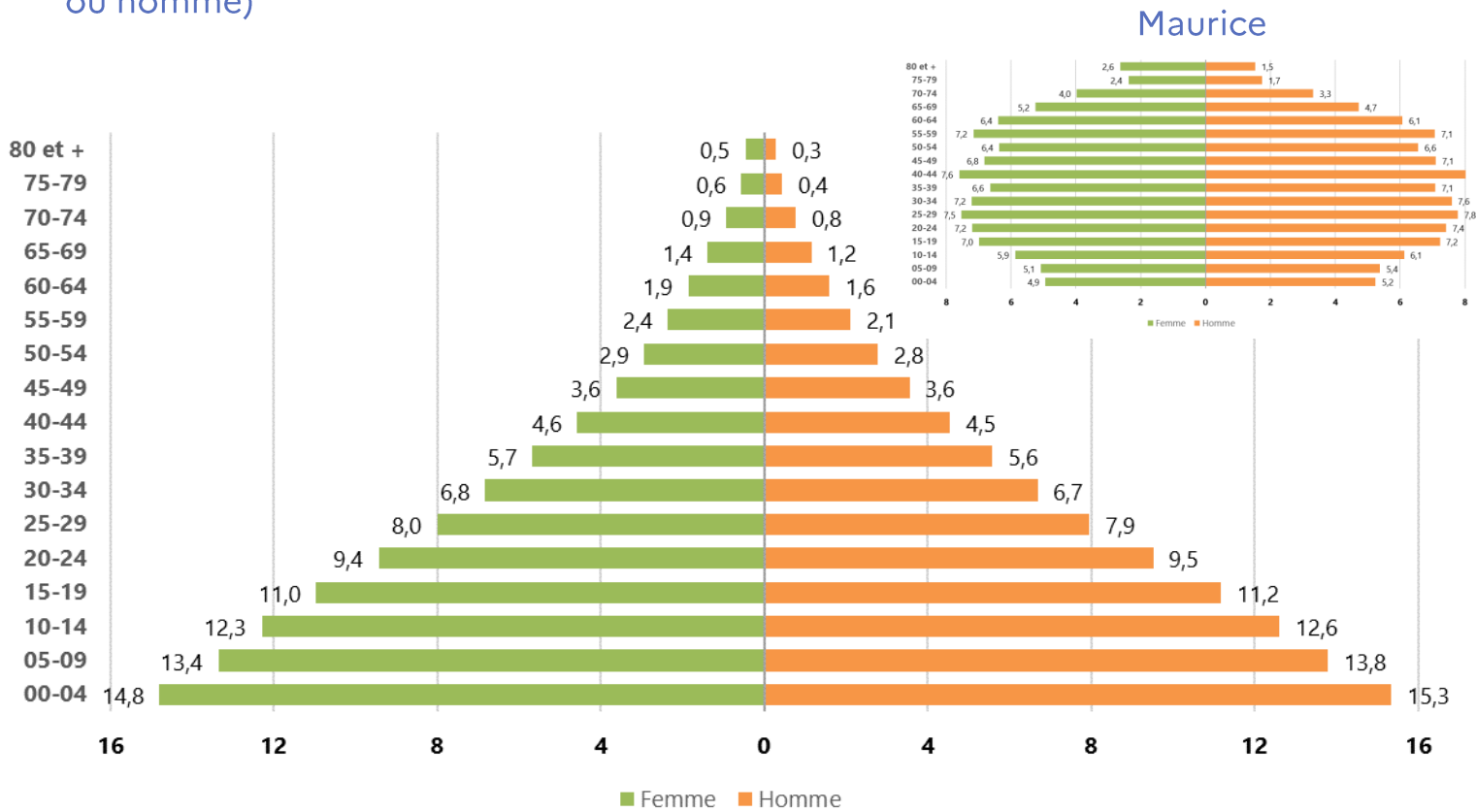
Taux net de scolarisation : Nombre d'élèves inscrits dans un niveau d'enseignement donné et appartenant à la tranche d'âge correspondant officiellement à ce niveau, exprimé en pourcentage de la population de cette tranche d'âge. Un taux net supérieur à 100 % signifie que les inscriptions en primaires comportent des apprenants de la même classe d'âge, mais issus des régions voisines.

Taux d'encadrement : Rapport du nombre d'élèves au nombre d'enseignants (en équivalent temps plein).

Taux de redoublement : Pourcentage des élèves inscrits l'année n-1 dans un niveau, qui y sont à nouveau inscrits l'année n. Diffère donc de la proportion de redoublants, que l'on peut observer dans ce niveau, une année donnée.

Graphique du mois

Pyramide des âges en moyenne pondérée pour l'AEOI (% de la population femme ou homme)



Source : Banque mondiale, 2022. Construction du SER

Cette pyramide des âges pour la région AEOI est pondérée par le nombre d'hommes et de femmes de chaque pays dans la population totale de la région.

La structure démographique de la région suit la même tendance que celle de l'Afrique subsaharienne. En 2022, plus de la moitié de la population en AEOI (femmes ou hommes) a entre 0 et 19 ans, et près de 40 % a moins de 15 ans, et est donc en âge d'aller à l'école. A l'exception de certains pays (Djibouti, Maurice et Seychelles), les pays de l'AEOI partagent la même structure démographique avec une forte proportion de jeunes. A Maurice, par exemple, les femmes entre 20 et 59 ans représentent 56,5 % de la population féminine, de même pour les hommes de la même tranche d'âge, qui représentent 58,6 % de la population masculine.

Perspectives régionales

Par le SER de Nairobi

Un secteur de l'éducation encore fragile en AEOI

La gratuité de l'école primaire a permis d'améliorer le taux de scolarisation dans les pays d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien. Toutefois, le passage du primaire au secondaire reste faible, en raison d'un manque d'infrastructures, de barrières sociales et du coût d'opportunité que représente la scolarisation, avec de fortes disparités de genre et géographiques. Une éducation de qualité est déterminante pour permettre aux pays d'accroître leur potentiel de croissance et bénéficier des opportunités qu'offrent certains secteurs clés (services, tourisme, etc.) nécessitant une main d'œuvre qualifiée. De plus, face à un taux de croissance démographique élevé, les efforts de financement du secteur éducatif sont insuffisants et nécessitent pour l'instant le soutien des bailleurs.

Malgré une amélioration globale, un accès à l'éducation qui reste faible à partir du secondaire

Alors que la population de la région est très jeune, son éducation sera déterminante pour la capacité des pays à sortir de la pauvreté. Selon la Banque mondiale, plus de la moitié de la population en AEOI est en âge d'aller à l'école : la population de moins de 20 ans représente 51,4 % de la population féminine et 52,9 % de la population masculine de la région¹. **En moyenne en AEOI, le taux brut de scolarisation des élèves au primaire a fortement augmenté**, passant de 44,0 % en 1971² à 94,1 % en 2015³ pour les filles, et de 57,5 % en 1971 à 97,6 % en 2015 pour les garçons (**Graphique 3**). Cependant, les taux bruts de scolarisation moyens dans la zone en 2015 restaient en dessous de l'Afrique subsaharienne (95,8 % et 100,2 % respectivement). Madagascar et le Rwanda enregistraient en 2015 les taux bruts les plus importants, s'expliquant par un nombre important de redoublants. Cependant, selon le dernier recensement en 2022, 22,3 % de la population rwandaise n'avait jamais été à l'école. A l'inverse, la Somalie enregistrait les taux les plus faibles.

Au secondaire, le taux brut de scolarisation a également fortement progressé (Graphique 4), passant de 9,8 %⁴ en 1971 à 44,3 % en 2015⁵. Maurice et les Seychelles, les deux pays à revenus élevés de la région, enregistrent les taux les plus élevés (respectivement 98,7 % et 96,1 % en 2019 pour les deux sexes⁶). La Somalie et le Soudan du Sud enregistraient en 2015 les taux les plus faibles de la région (en dessous des 15 %). Pour Madagascar, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, l'Éthiopie et le Soudan du Sud, l'écart important entre le primaire et le secondaire indiquent une faible transition des élèves entre ces niveaux, liée notamment au coût d'opportunité très élevé d'envoyer les enfants à l'école et aux barrières sociales, en particulier pour les filles.

Des fortes disparités de genre et géographiques et un manque d'infrastructures

Toutefois, les pays de l'AEOI font face à des défis persistants, notamment de fortes disparités dans l'accès à l'éducation. En 2015, l'écart de taux brut de scolarisation entre les filles et les garçons était de 3,4 points de pourcentage (pp) au primaire et de 1,5 pp au secondaire. Au primaire, ces disparités en faveur des garçons étaient les plus marquées au Soudan du Sud (24,9 pp) et en Somalie (13,4 pp), alors que les filles étaient plus scolarisées que les garçons dans six pays de la région (Djibouti, Tanzanie, Burundi, Seychelles, Ouganda, Rwanda et Maurice). Bien qu'elles soient moins marquées, ces disparités se poursuivent au secondaire, en particulier en Érythrée, au Soudan du Sud et au Kenya.

Outre les disparités de genre, l'accès équitable et inclusif à l'éducation reste limité par le fort niveau de pauvreté, en particulier pour les populations rurales, nomades ou déplacées. Les enfants sont généralement confrontés à des privations importantes (eau, alimentaire) en raison de l'insuffisance des

¹ Calcul du SER : moyenne pondérée par la population femme et homme en AEOI.

² Source : Banque mondiale. Hors Érythrée, Soudan et Soudan du Sud.

³ Source : Banque mondiale. Pour les Comores et la Somalie, données datant de 2011 et 2007 respectivement.

⁴ Source : Banque mondiale. Hors Érythrée, Soudan et Soudan du Sud.

⁵ Source : Banque mondiale. Données datant de 2014 pour les Comores, 2009 pour le Kenya, 2007 pour l'Ouganda et la Somalie.

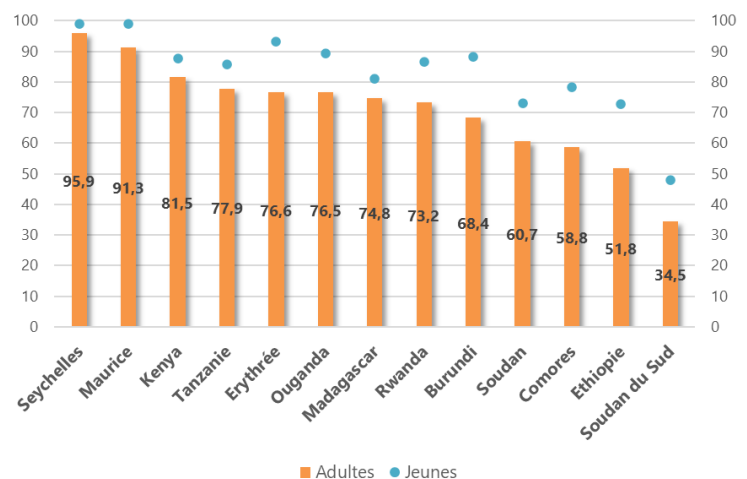
⁶ Source : UNESCO, *Unesco Institute for Statistics* ([UIS](#))

infrastructures, et notamment celles de santé, et d'installations d'eau et d'assainissement inadéquates. De plus, les distances à parcourir pour se rendre à l'école peuvent être longues et dangereuses, les salles de classe sont souvent surchargées, et il est difficile de trouver des enseignants qualifiés, notamment des enseignantes, et des manuels scolaires. Au niveau primaire, les ratios d'encadrement peuvent varier fortement, de 14 élèves pour 1 enseignant aux Seychelles, à 126 pour 1 dans le nord du Kenya. Le Burundi et le Rwanda ont donc instauré le système de double vacation afin de remédier au manque d'enseignants et de salles, réduisant toutefois la durée de l'apprentissage hebdomadaire.

Un taux d'alphabétisation et un capital humain encore faibles

Le taux d'alphabétisation des adultes (+15 ans) en moyenne en AEOI était de 70,9 % en 2018⁷, au-dessus de la moyenne en Afrique subsaharienne de 65,0 % (Graphique 1). Ce taux varie fortement selon les pays, allant de 34,5 % au Soudan du Sud à 95,9 % aux Seychelles. Le Kenya et la Tanzanie enregistrent des taux plutôt élevés. Le Rwanda présente un taux plus élevé que son voisin burundais pour les adultes, mais légèrement inférieur chez les jeunes. L'Éthiopie enregistre le second taux d'alphabétisation le plus faible de la région (51,8 %), l'UNESCO ayant estimé que 90 % des enfants de 10 ans ne savent pas lire et comprendre un texte approprié pour leur âge. Les Comores et le Soudan sont les autres pays de l'AEOI qui enregistrent un taux inférieur à la moyenne sous-continentale. De même, les taux les plus élevés sont globalement observés dans les zones urbaines, et les plus faibles chez les populations rurales et nomades. Par ailleurs, les plus grandes disparités entre les hommes et les femmes sont observées en Érythrée, au Burundi et en Éthiopie (autour de 15 pp), les plus faibles étant enregistrées à Madagascar, Maurice et aux Seychelles. L'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) est globalement plus élevée (83,2 %).

Graphique 1 : Taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes



Source : Banque mondiale, 2018 ou dernière donnée disponible

De plus, **un enfant né AEOI en 2020 pouvait espérer obtenir, à 18 ans, un capital humain atteignant 43 %⁸ de celui d'un enfant qui aurait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé (Tableau 1).** Ce niveau de capital humain est supérieur de 3 pp à celui des pays d'Afrique Subsaharienne mais inférieur de 5 pp à celui des pays à revenus intermédiaires, ce qui crée un frein à la croissance potentielle du pays. Le Soudan du Sud (0,31), le Soudan et le Rwanda (0,38) sont les pays de la région qui enregistrent les plus mauvais scores.

Malgré une éducation supérieure en augmentation, des formations qui ne s'alignent pas toujours aux exigences du marché du travail

Bien que légèrement supérieur à la moyenne en Afrique sous-continentale (9,4 %), le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur reste très faible (10,0 % en moyenne en AEOI en 2017⁹), alors même que les pays souhaitent faire reposer leur développement sur des secteurs demandeurs en main-d'œuvre qualifiée (tourisme, finance, etc). En 2017¹⁰, les étudiants en AEOI préféraient s'orienter vers des études de commerce, gestion et droit (28,5 % des diplômés de l'AEOI), filière de prédilection dans beaucoup de pays

⁷ Source : Banque mondiale. Les données pour le Burundi et l'Éthiopie datent de 2017, et pour la Tanzanie, de 2015. Les données pour Djibouti et la Somalie ne sont pas disponibles. Adulte désigne les plus de 15 ans et jeunes les personnes entre 15 et 24 ans.

⁸ Source : Banque mondiale. Les données manquent pour Djibouti, Érythrée et Somalie.

⁹ Source : Banque mondiale, dernières données disponibles. Données hors Soudan du Sud.

¹⁰ Source : Banque mondiale, dernières données disponibles. Données hors Somalie et Soudan du Sud.

(Burundi, Kenya, Madagascar, Maurice, Rwanda, Seychelles, Tanzanie). Les étudiants ont aussi choisi les études d'éducation (20,6 % des diplômés de l'AEIO), notamment aux Comores, en Ethiopie et en Ouganda, et dans une moindre mesure les études de santé (11,5 % des diplômés de l'AEIO), surtout au Burundi et en Tanzanie.

Toutefois, les compétences acquises à l'école ne correspondent souvent pas aux exigences du marché de l'emploi. Au Kenya, environ 20 % des entreprises avaient des postes vacants difficiles à pourvoir en novembre 2023, principalement en raison d'un manque de candidats qualifiés et d'attentes salariales élevées des candidats. Même dans les pays les plus avancés, l'allocation des compétences reste imparfaite et les autorités tentent de réorienter vers des compétences plus techniques (FinTech à Maurice, ou secteurs agricole, manufacturier et numérique en Ethiopie).

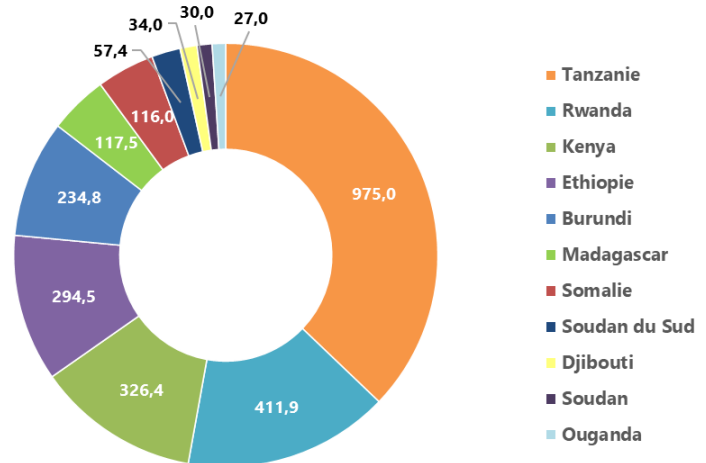
De nouvelles politiques publiques, soutenues par l'aide des ONG et des bailleurs

Tous les pays de l'AEIO ont rendu l'éducation primaire gratuite (Somalie, Soudan), et la majorité l'ont étendue au collège (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Comores, Seychelles) et même au supérieur (Maurice), permettant une hausse de la scolarisation. Toutefois, son application n'est pas toujours garantie (Madagascar, Soudan du Sud). De plus, les coûts annexes comme la cantine ou les uniformes (Kenya, Rwanda) peuvent représenter un budget excessif pour les ménages, et les barrières sociales peuvent freiner notamment la scolarisation des filles (Ethiopie).

Les dépenses moyennes en éducation en AEIO s'établissaient à 11,8 % des dépenses totales¹¹, en-deçà des recommandations internationales¹² (**Graphique 2**). Sur les 15 pays de la région, seuls trois répondaient aux recommandations : la Tanzanie (20,6 %), le Burundi (19,9 % des dépenses) et le Kenya (19,1 %). Le Soudan du Sud, la Somalie et l'Erythrée étaient les pays consacrant la plus faible part des dépenses à leur secteur éducatif.

Les pays de la région bénéficient d'une aide substantielle des bailleurs dans le secteur éducatif (Graphique 5), notamment de la Banque mondiale (2,2 Mds USD entre 2021 et 2023), de l'Union Européenne (245 MUSD) et de la Banque Africaine de Développement (49,5 MUSD). La Tanzanie est le pays qui a bénéficié le plus du soutien des bailleurs (975 MUSD), suivie du Rwanda (411,9 MUSD) et du Kenya (326,4 MUSD). La France, à travers l'AFD, soutient également l'éducation dans les pays de l'AEIO, avec un engagement de 114,7 MEUR depuis 2021. Au Kenya, la France a soutenu six projets différents dans le domaine de la l'alimentation scolaire pour un montant de 4,2 MEUR.

[Graphique 2 : Engagement des bailleurs multilatéraux dans le secteur de l'éducation entre 2021 et 2023 \(MUSD\)](#)

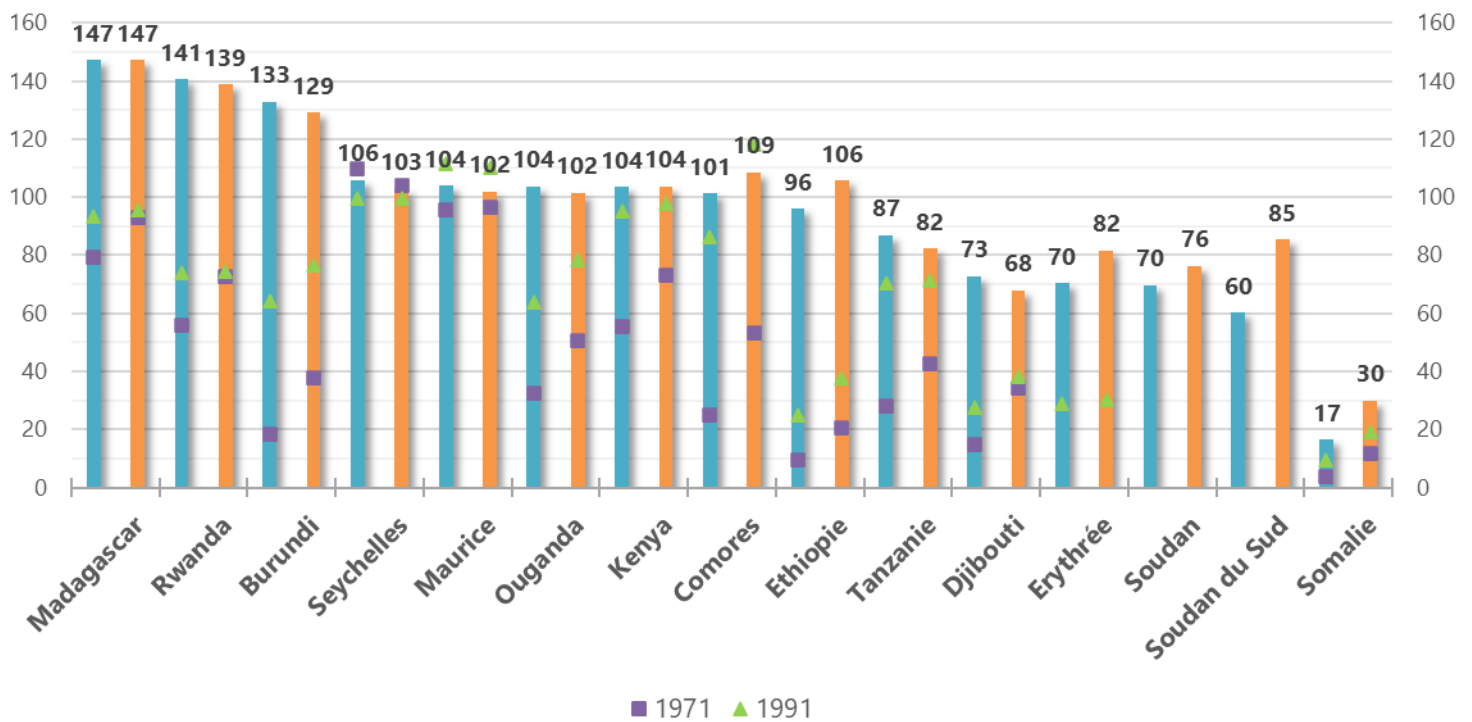


Source : Données du SER, Hors AFD

¹¹ Source : Banque mondiale, 2019 ou dernières données disponibles des budgets nationaux.

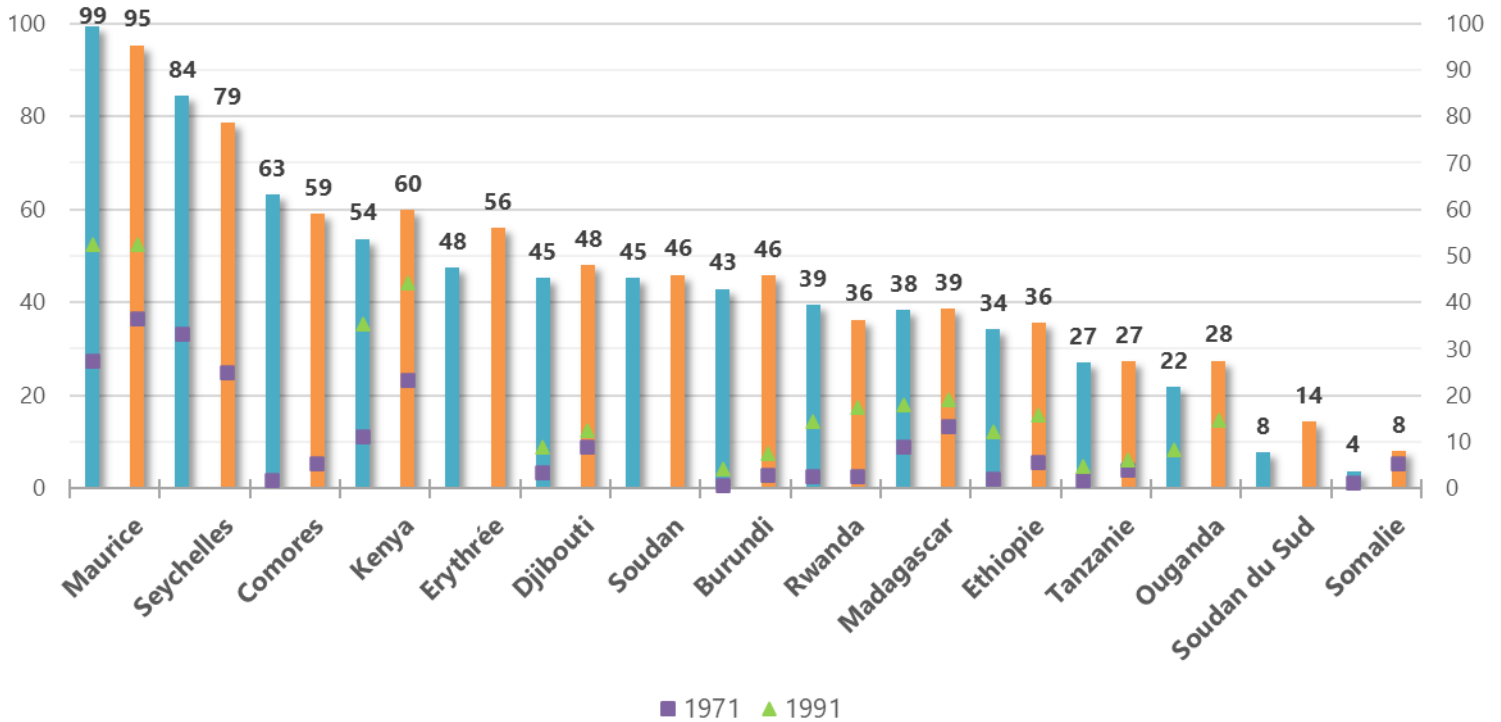
¹² La Déclaration de Incheon de 2015 recommande un niveau de dépenses compris entre 15 et 20 % des dépenses totales, et entre 4 et 6 % du PIB.

Graphique 3 : Taux brut de scolarisation au primaire en 2015 (Femme – bleu ; Homme – orange)



Source : Banque mondiale, Construction du SER

Graphique 4 : Taux brut de scolarisation au secondaire en 2015 (Femme – bleu ; Homme – orange)



Source : Banque mondiale, Construction du SER

Tableau 1 : Indice de Capital Humain et ses principales composantes

Pays	Groupe de revenu	Années d'études attendues	Résultats harmonisés des tests	Années d'études corrigées de l'apprentissage	% des enfants de moins de 5 ans ne souffrant pas de retard de croissance	Indice du Capital Humain 2020
Burundi	Faible revenu	7,6	423	5,2	0,46	0,39
Comores	PRI-TI	8,2	392	5,1	0,69	0,40
Ethiopie	Faible revenu	7,8	348	4,3	0,63	0,38
Kenya	PRI-TI	11,6	455	8,5	0,74	0,55
Madagascar	Faible revenu	8,4	351	4,7	0,58	0,39
Maurice	Revenu élevé	12,4	473	9,4	-	0,62
Rwanda	Faible revenu	6,9	358	3,9	0,62	0,38
Seychelles	Revenu élevé	13,1	463	9,7	-	0,63
Soudan du Sud	Faible revenu	4,7	336	2,5	0,69	0,31
Soudan	Faible revenu	7,1	380	4,3	0,62	0,38
Tanzanie	PRI-TI	7,2	388	4,5	0,68	0,39
Ouganda	Faible revenu	6,8	397	4,3	0,71	0,38

Source : Banque mondiale, 2020

Graphique 5 : Dépenses publiques en éducation (en % des dépenses totales)



Source : Banque mondiale, 2019 ou dernière donnée disponible

Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi

Par le SER de Nairobi



L'éducation au Burundi peine au niveau du secondaire et universitaire

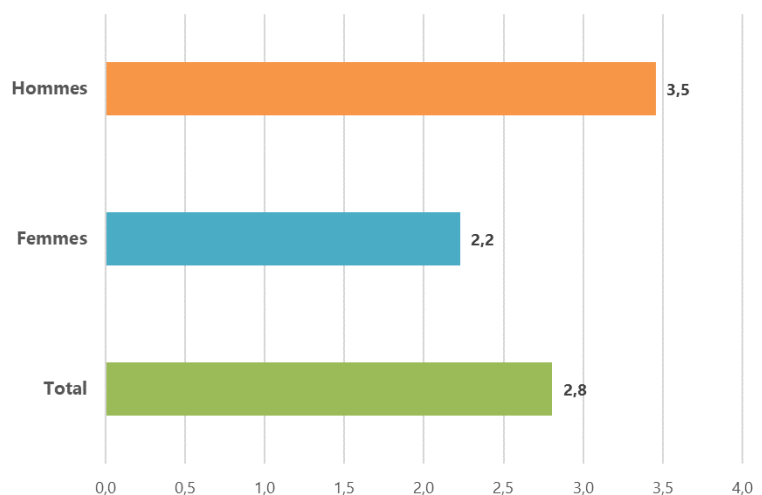
Depuis le lancement de la gratuité de l'école en 2005, le taux brut de scolarisation a fortement augmenté. Le Burundi se trouve confronté à une trop forte demande de scolarisation par rapport aux capacités du pays. Dans ce contexte, même si les dépenses de l'Etat pour l'éducation sont conséquentes en part du budget, elles restent trop faibles pour assurer une éducation de qualité du primaire au niveau universitaire. En outre, la baisse du ratio élèves/professeur s'est répercutée sur le nombre d'heures d'études. Les indicateurs de développement humain restent très faibles. Pour accompagner l'Etat dans ce défi, les bailleurs internationaux s'engagent massivement dans le secteur de l'éducation au Burundi.

Si la gratuité du modèle éducatif burundais a favorisé la scolarisation, les disparités de genre commencent seulement à être gommées

Avec l'instauration de la gratuité de l'école primaire en 2005, les taux de scolarisation ont fortement augmenté.

Ainsi, le taux net de scolarisation au primaire est passé de 62,1 % en 2005 à 80,2 % en 2006. De son côté, le taux brut de scolarisation au primaire a continué sa croissance jusqu'en 2011, où il atteint 140,4 % (contre 86,9 % en 2005) avant de chuter progressivement à 100,6 % en 2021, et plus brutalement à la suite de la pandémie en 2020. **En 2022, le taux brut de scolarisation atteignait 103,9 %**, avec un taux de 106,2 % pour les filles et de 101,6 % pour les garçons. **Les écoles publiques sont largement dominantes (98 %)**, parmi lesquelles les écoles sous convention¹³, à côté des écoles privées (2 %)¹⁴.

Graphique 1 : Nombre moyen d'années de scolarisation en 2017, population 25 ans et plus (années)



Source : UNESCO, IUS

Toutefois, le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire a augmenté plus vite que le nombre d'enseignants. Au primaire, le nombre d'élèves par professeur s'établissait à 74 en 2014. Le système de double vacation, mis en place dès 1982, a permis de réduire ce ratio moyen à 49 élèves par professeur, mais a eu un fort impact sur le temps scolaire (entre 660 et 850 heures) qui est, par conséquent, inférieur à la norme internationale de 900 à 1 000 heures par année scolaire.

Entre 1971 et 2005, la différence moyenne du taux brut de scolarisation entre les garçons et les filles était de 12,8 points de pourcentage. **Depuis 2011, une inversion de la dynamique apparaît avec un taux brut de scolarisation des filles en moyenne supérieur de 1,4 pp à celui des garçons.** Néanmoins, la durée moyenne de scolarisation (primaire, secondaire et études supérieures) des filles reste bien inférieure à celle des garçons : **en 2017, les femmes de plus de 25 ans avaient étudié en moyenne 2,2 ans contre 3,5 ans pour les hommes.**

¹³ Gérées par des confessions religieuses mais secondées par le gouvernement (fonctionnent sur le budget de l'Etat)

¹⁴ PASEC 2014

Cependant, l'enseignement secondaire et universitaire reste encore limité à une classe aisée de la population

Le taux brut de scolarisation au secondaire a fortement augmenté : il s'établissait à 13,3 % en 2005, a atteint un point haut à 49,8 % en 2017, avant de chuter à 42 % en 2022. L'écart de taux brut de scolarisation entre primaire et secondaire est particulièrement marqué du fait que les études secondaires sont payantes.

Le niveau universitaire est très inégal et se concentre dans les centres urbains et dans les universités privées. Ainsi, plus de 90 %¹⁵ des universités et instituts sont à Bujumbura (ancienne capitale), et sur les 50 universités du Burundi, une seule est publique. Par conséquent, l'accès à l'enseignement supérieur public est très sélectif et 72,1 % des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur sont dans le privé. **Aux inégalités financières s'ajoutent les inégalités de genre.** En effet, le taux de scolarisation des filles au niveau supérieur reste extrêmement faible par rapport à celui des garçons : sur l'année scolaire 2017-2018, elles représentaient 38 % des effectifs inscrits dans le supérieur et seulement 21 % dans les établissements publics.

Parmi les étudiants réalisant des études supérieures, les secteurs les plus sélectionnés sont : à 38,0 % orientés vers des études en Commerce, administration et droit ; 26,8 % vers des études en Santé et Protection sociale et à 13,4 % vers des études en Sciences naturelles, mathématiques et statistiques.

Des indicateurs de développement humain faibles, proches de la moyenne d'Afrique subsaharienne

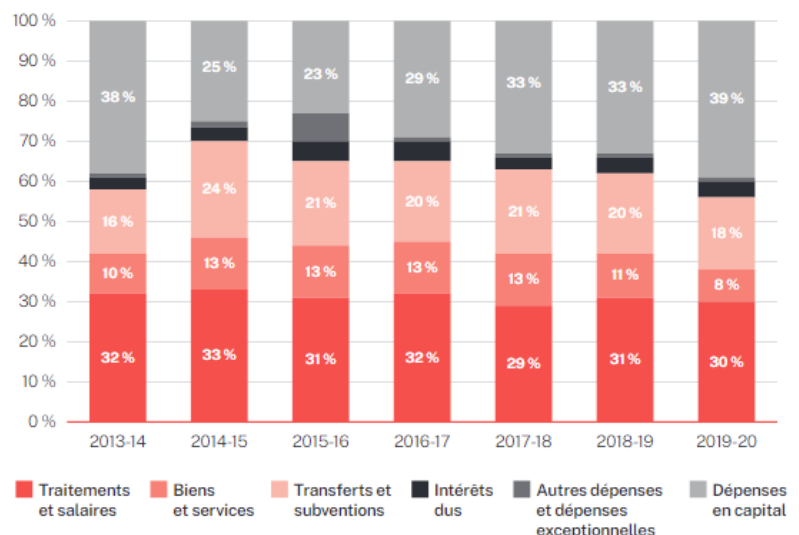
En 2017, le taux d'alphabétisation atteignait 68,4 % de la population adulte de plus de 15 ans, soit un niveau légèrement supérieur à la moyenne de 65,0 % pour l'Afrique subsaharienne. Le taux d'alphabétisation au Burundi est en augmentation (61,5 % en 2014), cependant la différence entre hommes et femmes se maintient à environ 15 pp, contre une moyenne d'écart à 17,0 pp en Afrique Subsaharienne.

De plus, un enfant né au Burundi en 2020 pouvait espérer obtenir, à 18 ans, un capital humain atteignant 39 % de celui d'un enfant qui aurait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé selon la Banque mondiale. Ce niveau de capital humain est légèrement inférieur (de 1 pp) à celui des pays d'Afrique Subsaharienne (40 %) et supérieur de 2 pp à celui des pays à revenus faibles.

Des investissements croissants de l'Etat et une importante intervention des bailleurs dans le secteur

Dans le budget 2022/23, l'Etat a alloué la seconde part la plus importante des dépenses au ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique. L'allocation au secteur est restée stable d'une année fiscale à l'autre, atteignant 354 Mds BIF (4,1 % du PIB), soit 14,3 % des dépenses publiques sur FY2022/23, contre 19,8 % des dépenses sur FY2021/22¹⁶. Le pays s'est doté en 2012, d'un « plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation professionnelle 2012-2020 (PSDEF) » et plus récemment d'un « plan sectoriel de l'éducation 2022-2030 (PSE) ». Le PSE a pour objectif de servir de référence en tant qu'outil de planification pour les acteurs du secteur et cherche à déployer une politique éducative plus inclusive, équitable et axée sur la qualité.

Graphique 2 : Structure des dépenses de l'Etat (2014 – 2020)



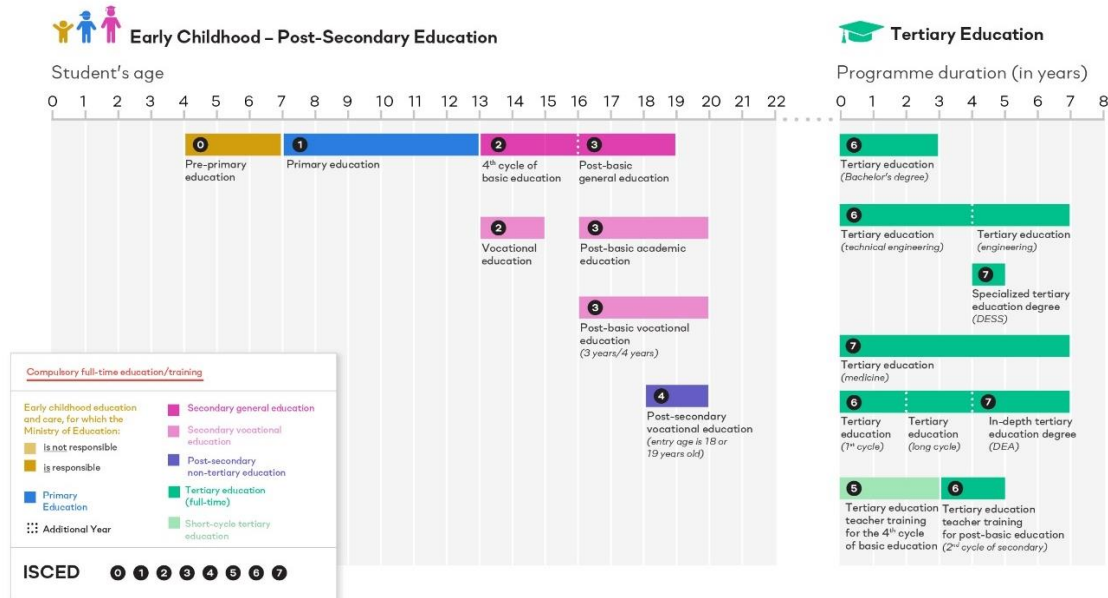
Source : Ministère des Finances

¹⁵ L'essor contrasté de l'enseignement supérieur au Burundi, Françoise Tuyisenge

¹⁶ Ministère des Finances, du Budget et de la Planification économique

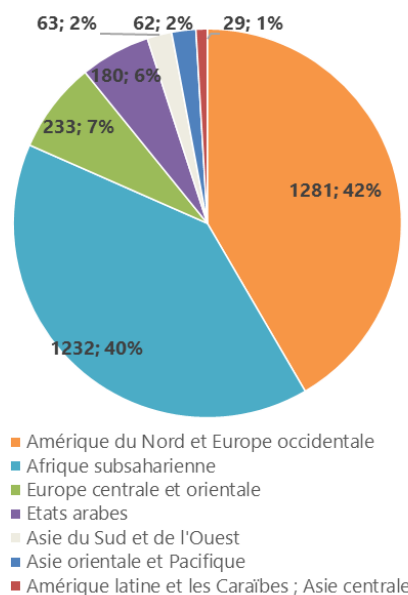
L'intervention des bailleurs internationaux (UE, BM, BAD et FMI) dans le secteur de l'éducation représentait 12,8 % de leur engagement en 2022 et 21,2 % en 2021. De son côté, **l'Agence Française de Développement a actuellement un projet en cours dans ce secteur** de construction et réhabilitation de salles de classe, formation des enseignants, équipement en réseaux solaires, représentant un engagement de 4 MEUR. De plus, deux autres projets sont actuellement en phase d'instruction pour un projet d'appui à la formation professionnelle (10 MEUR) et un projet de renforcement et de valorisation des enseignants du Burundi (1,5 MEUR AFD et 7 MEUR UE). **Ainsi, l'éducation représente aujourd'hui 80 % du portefeuille de l'AFD au Burundi.**

Graphique 3 : Système éducatif du Burundi



Source : UNESCO

Graphique 4 : Nombre d'étudiants burundais inscrits à l'étranger par régions en 2021 (effectif ; % du total d'inscrits à l'étranger)



Source : UNESCO, IUS

❖ Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya

Par le SER de Nairobi



Le système éducatif kenyan : un modèle pour les pays de l'AEOI

Entre les différents changements de modèles et l'extension de la gratuité, le système éducatif kenyan a beaucoup évolué ces dernières décennies. En conséquence, le taux d'alphabétisation s'est amélioré et la durée moyenne d'études s'est allongée. Néanmoins, des disparités de genre et géographiques se maintiennent, et les compétences acquises ne semblent pas répondre pleinement aux besoins du marché de l'emploi. Enfin, le soutien des bailleurs dans l'éducation est aujourd'hui marginal, et la part des dépenses en éducation dans le PIB kenyan tend, sur le long-terme, à se réduire.

Un modèle éducatif qui a beaucoup évolué, et dont la gratuité a favorisé la scolarisation malgré des disparités géographiques et de genre

La bonne performance du système éducatif kenyan peut s'expliquer par la suppression des frais de scolarité. Dès l'indépendance de 1963, le premier président Jomo Kenyatta, promettait une école primaire gratuite pour tous les citoyens. Cependant, seules les quatre premières années d'étude primaire ont été rendues gratuites en 1974. **C'est en 2003 que la gratuité fut étendue à l'ensemble de la formation primaire, et en 2008 pour les collèges de jour**¹⁷. Aussi, le Kenya a inscrit dans la Constitution de 2010, l'école comme un droit constitutionnel, ainsi que la gratuité et le caractère obligatoire de l'éducation de base. **Au Kenya, la majorité des écoles primaires et collèges sont des établissements publics** (77,6 % en 2020¹⁸). Le nombre d'élèves par professeur était de 41 dans un établissement public primaire (29 au collège), contre 23 dans un établissement privé primaire (14 au collège).

La gratuité du primaire en 2003 a eu un impact significatif, avec un taux net de scolarisation au primaire qui a augmenté de 14,4 points de pourcentage (de 70,7 % en 2002 à 85,1 % en 2003). **Par la suite, le taux brut de scolarisation au primaire a fluctué**, montant à 112,3 % en 2012¹⁹ et tombant à 93,8 % en 2020 (les filles étant plus affectées par la pandémie que les garçons). En 2022, il était de 97,2 %, avec un taux de scolarisation des garçons de 98,1 %, supérieur à celui des filles (96,2 %). **En ce qui concerne le secondaire, le taux brut de scolarisation est historiquement plus bas** (17,3 % en 1970), dépassant la barre des 50 % en 2008.

La gratuité du collège a donc permis une meilleure inclusion, notamment des filles, mais paradoxalement, les disparités entre garçons et filles se sont accélérées : la différence entre le taux de scolarisation des garçons et celui des filles était de 2,9 points en moyenne entre 1999 et 2007 (avant réforme), alors qu'il est monté à 6,3 points en 2009. Par conséquent, la durée moyenne de scolarisation des femmes est inférieure à celle des hommes : en 2019, les femmes de plus de 25 ans avaient étudié en moyenne 7,3 ans, contre 8,8 ans pour les hommes.

Par ailleurs, les disparités géographiques subsistent : les comtés situés sur les territoires arides et semi-arides (ASAL), étant aussi les comtés les plus pauvres²⁰, **sont les plus en retards**, avec des taux de scolarisation très bas²¹ et un nombre d'élèves par professeur largement supérieur à la moyenne nationale²².

¹⁷ Pour les élèves en internat (28 % des élèves en 2022), une partie du coût reste à la charge des parents.

¹⁸ Source : *Basic Education Statistical Booklet, 2020*

¹⁹ Toutefois, ce taux brut englobant aussi les élèves scolarisés plus jeunes, plus vieux ou redoublants, est à considérer avec précaution. Les données récentes pour le taux net de scolarisation ne sont pas disponibles.

²⁰ Selon KNBS, le PIB par habitant à Kisumu (255 kKES) était 3,5 fois plus élevé que celui de Wajir (73 kKES) en 2022.

²¹ Dans l'état de Kisumu, le taux net de scolarisation en primaire atteint 101,7 % pour les garçons et 101,4 % pour les filles, alors qu'il est de seulement 25,8 et 23,3 % dans l'état de Wajir. De même, le taux net de scolarisation au collège est de 57,2 % pour les garçons et 64,2 % pour les filles dans le comté de Kisumu, contre 15,5 et 13 % respectivement dans celui de Wajir.

²² Le nombre d'élèves par professeur dans les établissements publics primaires est de 126 dans le comté de Mandera, contre 37 à l'échelle nationale. Au collège, il est de 46 dans le comté de Wajir, contre 28 au niveau national.

Un niveau global d'éducation qui s'améliore avec un taux d'alphabétisation largement supérieur à la moyenne en Afrique Subsaharienne

Le taux d'alphabétisation²³ atteignait 81,5 % de la population adulte de plus de 15 ans en 2018, supérieur à la moyenne de 65,0 % pour l'Afrique Subsaharienne. Le taux d'alphabétisation des femmes est inférieur de 9,3 points de pourcentage, en moyenne entre 2000 et 2018, à celui des hommes (contre une moyenne de 17,0 pp en Afrique Subsaharienne), mais tend à se réduire depuis 2007.

De plus, **un enfant né au Kenya en 2020 pouvait espérer obtenir, à 18 ans, un capital humain atteignant 55 % de celui d'un enfant qui aurait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé.** Ce niveau de capital humain est supérieur de 15 pp à celui des pays d'Afrique Subsaharienne et de 7 pp à celui des pays à revenus intermédiaires. **Néanmoins, il reste inférieur de 16 pp au niveau des pays aux revenus élevés,** ce qui crée un frein à la croissance potentielle du pays.

Mais un manque de compétences qui persiste face aux besoins des recruteurs

Si les étudiants s'orientent vers les filières d'intérêt pour les entreprises (commerce, d'administration et de droit (33,3 %²⁴) ; sciences, de la technologie et de l'ingénierie (16,5 %), **ces dernières se plaignent d'un manque de qualifications.** Selon une étude menée par la *Federation of Kenya Employers*, environ 20 % des entreprises avaient des postes vacants difficiles à pourvoir en novembre 2023, principalement dans les secteurs de l'information et de la technologie et de la finance et de la gestion d'entreprise. De plus, les entreprises interrogées mettent en lumière que le sous-emploi qu'elles subissent est due à deux facteurs principaux : le manque de candidats qualifiés (29 %) et des attentes salariales élevées des candidats (26 %).

Le nombre de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur est en continuelle augmentation : les 74 universités du Kenya ont accueilli 566 k étudiants en FY2020/21 (11,2 % des 20-24 ans). Par ailleurs, s'intègrent aussi dans le système éducatif kenyan, des étudiants venus de pays étrangers, et essentiellement d'Afrique de l'Est. En 2019, on dénombrait 6 186 étudiants internationaux dans les écoles kenyanes dont 1 095 en provenance du Soudan du Sud, 774 de Tanzanie et 702 d'Ouganda. Parallèlement, **les étudiants kenyans étudient de plus en plus à l'étranger, bien qu'ils représentent une part marginale de la population étudiante.** Ils étaient 16 688 inscrits à l'étranger en 2021 (soit 0,3 % du total des étudiants kenyans à l'université). La grande majorité part étudier en Amérique du Nord et Europe Occidentale (56,7 %), les autres allant en Asie orientale et Pacifique (19,2 %), notamment en Chine, ou restant en Afrique Subsaharienne (10,2 %).

Des investissements soutenus par l'Etat et moins par les bailleurs internationaux

Dans son budget pour l'année fiscale 2023/2024, le gouvernement Kenyan a alloué la seconde plus importante part des dépenses à l'éducation. En effet, l'allocation au secteur a augmenté de 15,5 % par rapport à l'année fiscale 2022/2023, atteignant 628,6 Mds KES²⁵ (contre 544,4 Mds KES en FY2022/23), **soit 4,3 % du PIB** (contre 4,0 %) et **17,1 % des dépenses totales du gouvernement** (contre 16,3 %). Cependant, en 1991, le budget consacré à l'éducation représentait 38 % du budget national (soit 6,4 % du PIB²⁶) et entre 2011 et 2015, les dépenses pour l'éducation représentaient en moyenne 4,7 % du PIB.

L'intervention des bailleurs (BAD, BM) dans le secteur de l'éducation est marginale, avec un retour des projets en éducation²⁷ totalisant 4 % de leurs engagements totaux en 2023. Depuis 2022, la France a soutenu 6 projets différents (mis en œuvre par le PAM, la FAO, la Croix-Rouge kenyane et *Food 4 Education*) dans le domaine de la sécurité alimentaire pour un montant de 4,2 MEUR, en particulier après la grave sécheresse qui a touché le pays. De son côté, **l'AFD a actuellement 2 projets** (formation universitaire et recherche ; santé mentale dans les collèges publics kenyans) **en cours dans ce secteur, représentant un engagement de 36,5 MEUR.**

²³ Source : Banque mondiale. Donnée la plus récente.

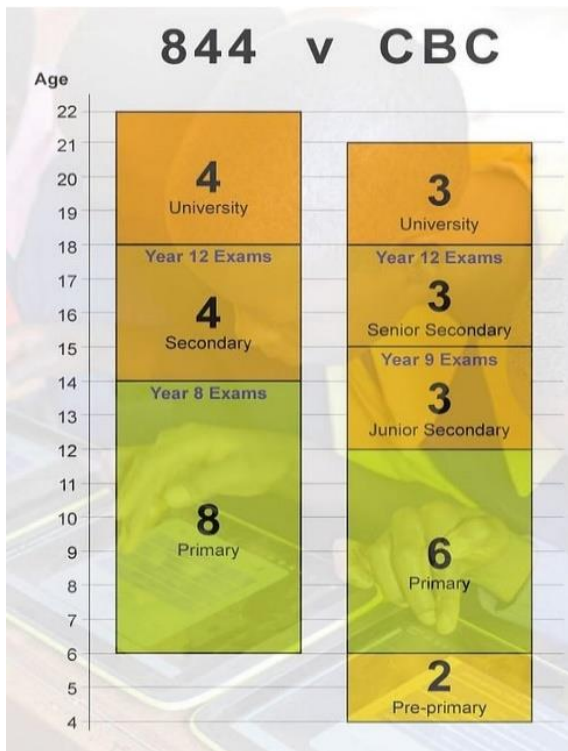
²⁴ Source : Banque mondiale, 2016. Donnée la plus récente.

²⁵ *The Mwananchi Guide* pour FY 2023/2024 et FY 2022/2023.

²⁶ Source : Banque mondiale

²⁷ Aucun projet n'avait été soutenu depuis 2020

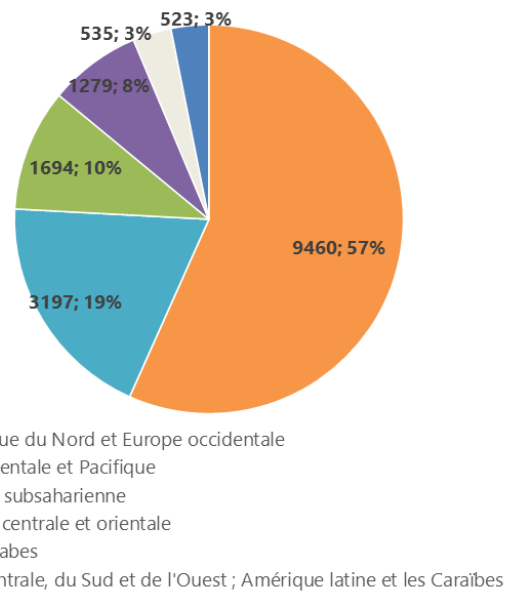
Graphique 1 : Comparaison des systèmes 8-4-4 vs CBC



Source : Rudan Junior Academy

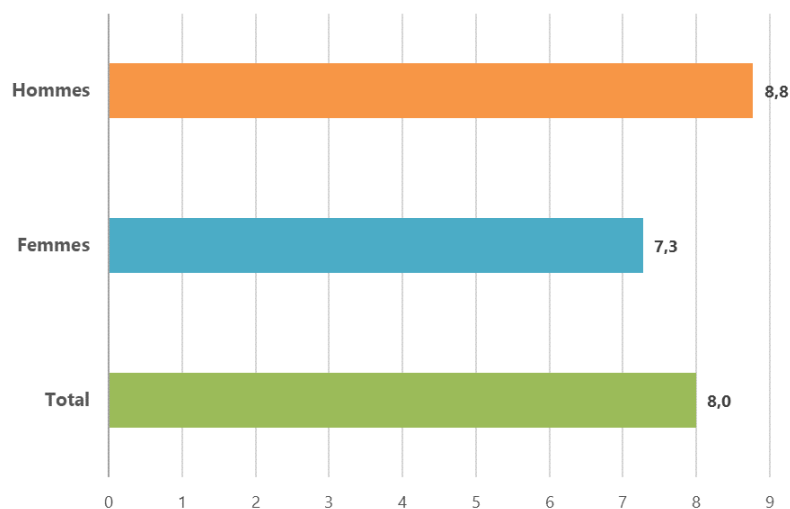
Légende : Le système 2-6-3-3-3 développé en 2017, sous la coupe du Competency Based Curriculum (CBC), vise le développement d'une réflexion critique, d'une capacité à résoudre des problèmes et d'une aisance à communiquer, tout en intégrant au maximum la technologie pour améliorer l'éducation et l'apprentissage.

Graphique 2 : Etudiants kenyans inscrits à l'étranger en 2021 (effectif ; % du total d'inscrits à l'étranger)



Source : UNESCO, IUS

Graphique 3 : Nombre moyen d'années de scolarisation en 2019, population 25 ans et plus (années)



Source : UNESCO, IUS

❖ Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda



Par le SE de Kampala

Regard sur le système éducatif ougandais : forces et faiblesses

Pour lutter contre la crise, l'Ouganda a maintenu ses écoles fermées pendant presque 2 ans, la plus longue fermeture au monde, entraînant un décrochage, voire une désertion pour de nombreux élèves et un creusement des inégalités entre les classes sociales. Dans ce contexte, l'indice de développement humain demeure relativement faible à seulement 38 %, en dessous de la moyenne en Afrique subsaharienne. Si le gouvernement entend réinvestir le système éducatif, les moyens restent encore limités pour former la jeunesse aux exigences d'un marché du travail en pleine mutation et pour accroître la compétitivité du pays.

Un système éducatif universel aux résultats contrastés

Le système éducatif ougandais, universel et gratuit depuis 1997 pour le primaire et 2007 pour le secondaire, est sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et des Sports, dirigé par la Première Dame. Son architecture est en place depuis le début des années 1960 et comporte quatre niveaux : le Primaire (7 ans), le Premier Cycle Secondaire (4 ans), le Deuxième Cycle Secondaire (2 ans) et l'Université. Les cours dispensés dans tous les établissements sont en anglais. Il convient de noter que dans le primaire, 60 % sont sous tutelle étatique (40 % privés), ce rapport s'inversant à partir du secondaire avec une majorité d'écoles (66 %) sous contrôle du secteur privé.

Si l'espérance de vie scolaire est de 6,8 ans, le nombre moyen d'années réelles d'apprentissage tombe à 4,5 ans, traduisant une faible capacité de rétention du système. Ainsi, le taux net de scolarisation scolaire dans le primaire est de 92 % (environ 8,8 M d'élèves) avec en moyenne des classes de 54 élèves pour 1 professeur. Les observateurs estiment qu'un élève sur 10 issu du cycle primaire poursuivra sa scolarité dans un établissement public du secondaire (environ 1,3 M d'élèves, dont 60 % de garçons) où les conditions de classes sont aussi difficiles (1 professeur en moyenne pour 53 élèves, voire souvent plus de 100 en fonction des régions).

Selon la Banque mondiale, le nombre d'élèves ayant accès à l'éducation a considérablement augmenté depuis 1997 mais leur niveau est en dessous des standards régionaux. Aussi, le taux d'alphabétisation chez les plus de 15 ans, 82 % chez les garçons et 70 % pour les filles, est inférieur à celui du Kenya (respectivement 85 % et 78 %) et les capacités de lecture ou à résoudre un problème mathématique pour les élèves en niveau P4 (9 ans) sont moins bonnes que celles de leurs pairs tanzaniens ou kenyans. Le manque de moyens alloués à l'éducation et le niveau de formation des professeurs expliquent ces résultats contrastés, empirés par la crise de Covid-19 qui entraîné la plus longue fermeture au monde des écoles (presque 2 ans) et le décrochage, voire la désertion des élèves et des professeurs.

Si le poste « développement du capital humain » est le 2^{ème} poste de dépenses du gouvernement (18 % du budget), les dépenses d'éducation se retrouvent diluées dans plusieurs composantes difficilement traçables. L'UNESCO reconnaît néanmoins une hausse en valeur réelle des investissements dans l'éducation financées majoritairement par les recettes domestiques. Ces dépenses ne représentent que 2,2 % du PIB et 8,4 % du budget 2023/24, bien loin des recommandations prévues par la déclaration de Incheon²⁸ de 2015. Par ailleurs, l'effort d'investissement est soutenu par la Banque mondiale qui s'emploie en faveur de l'éducation secondaire et pour déployer des centres d'excellence et mener des programmes dans les centres de réfugiés. Pas d'intervention des autres bailleurs dans le secteur de l'éducation.

L'enseignement supérieur bénéficie d'une bonne image

Le paysage de l'enseignement supérieur en Ouganda est composé de trois types d'institutions placées sous l'autorité du ministère de l'Éducation et des Sports et plus particulièrement du *National Council for*

²⁸ La Déclaration d'Incheon appelle les gouvernements à accroître les dépenses publiques en faveur de l'éducation avec les recommandations suivantes : consacrer au moins de 4 à 6 % du PIB à l'éducation ; et/ou consacrer au moins de 15 à 20 % des dépenses publiques.

Higher Education, l'organe ministériel en charge de l'enseignement supérieur : (i) les universités, publiques et privées, (ii) les institutions tertiaires, généralement spécialisées dans le commerce, la formation des enseignants, les sciences de la santé et les soins infirmiers ou les matières techniques, et (iii) les autres établissements conférant des diplômes qui proposent des formations dans des domaines variés (musique, théologie, droit, affaires, etc..).

L'Ouganda compte une cinquantaine d'universités dont neuf publiques²⁹. Parmi les universités publiques, *Makerere University*, située à Kampala est la plus importante, en termes de taille, de financements et de prestige. Elle figure chaque année dans les classements universitaires mondiaux. Les autres universités publiques sont *Kyambogo University* (également située à Kampala), *Mbarara University of Science and Technology*, *Gulu University*, *Kabale University*, *Busitema University*, *Soroty University*, *Lira University* et *Muni University*. Le pays compte également des universités privées réputées, dont beaucoup sont situées à Kampala³⁰.

La fréquentation des universités a très fortement augmenté (environ 250 000 étudiants), néanmoins le pourcentage d'élèves poursuivant leurs études à l'université reste très faible (environ 7 % de la population, contre 37 % dans le monde). Cela est dû en grande partie à une incapacité des universités publiques à accueillir les étudiants en grand nombre au sein de leurs infrastructures, d'où deux tendances : une augmentation du nombre de campus délocalisés, et une inscription de nombreux étudiants dans les universités privées.

Recrutement de compétences et actions de la France

Confrontés à une croissance démographique de 3,5 % par an, les Ougandais ont besoin de plus de 600k emplois par an pour offrir des débouchés professionnels à la jeunesse. S'agissant de la formation professionnelle, l'ambassade de France s'emploie par un FSPI 2023-2025 à « Promouvoir des méthodologies agiles et des formations innovantes en vue de permettre une employabilité décente, durable et génératrice de revenus pour les jeunes Ougandaises et Ougandais ». En parallèle, la France favorise la mise en relation des étudiants et de jeunes diplômés ougandais avec des entreprises ougandaises, françaises ou tierces à l'occasion par exemple de la « foire aux emplois » avec une prochaine édition en mars 2024 adossé à un événement « Choose France Uganda » auquel participeront une douzaine d'établissements d'enseignement supérieur français. Les entreprises françaises sont également actives dans le domaine de la formation professionnelle en particulier Total, Sogea Satom, Bureau Veritas et CFAO qui financent des bourses d'étude et/ou des milliers d'heures de formation.

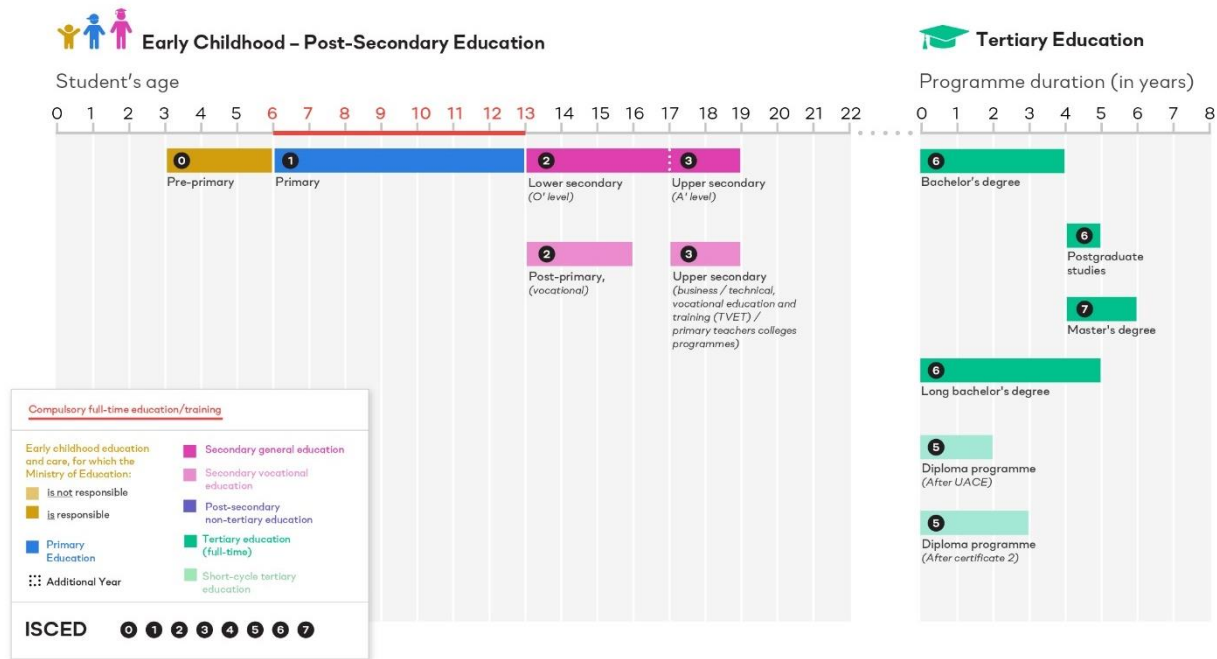
Regard d'Aurélie Duchateau, directrice Aldelia Ouganda (recrutement et sous-traitance de main d'œuvre) :

« Les employeurs présents en Ouganda sont confrontés à des difficultés lors du recrutement et de la structuration de leurs équipes en raison d'un déficit de compétences important. Même s'il se fait moins sentir dans les fonctions supports -les recruteurs rempliront assez facilement les postes RH, Administration, Comptabilité- le défi reste significatif pour les besoins en ingénieurs (tel est le cas pour les activités d'ingénierie civile et d'infrastructures, chimique, mécanique, électrique, et d'agriculture). La disponibilité de ces aptitudes techniques est faible, voire inexistante, et les entreprises doivent être prêtes à engager des coûts supplémentaires en main d'œuvre (importation des compétences) ainsi qu'en programmes de formation et d'encadrement. Les employeurs restent cependant positifs car les Ougandais ont une grande passion pour l'apprentissage et le développement personnel ».

²⁹ La liste des universités est recensée sur le site du [NCHE](#).

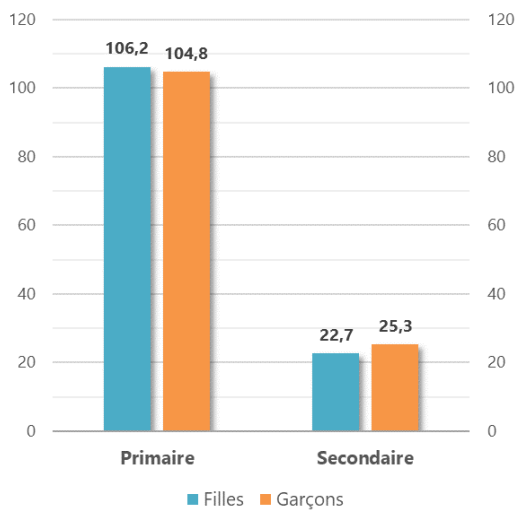
³⁰ *Kampala International University*, *Uganda Christian University*, *International University of East Africa* ou encore *Uganda Martyrs University*.

Graphique 1 : Système éducatif de l'Ouganda

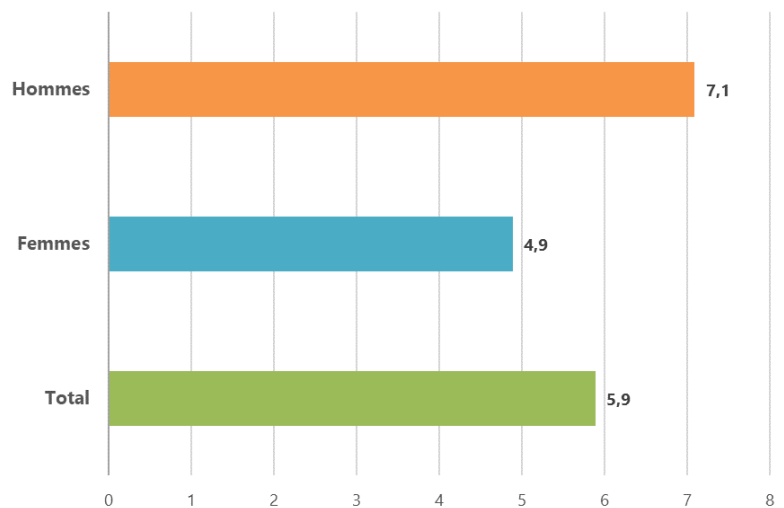


Source : UNESCO

Graphique 2 : Taux brut de scolarisation



Graphique 3 : Nombre moyen d'années de scolarisation en 2016, population 25 ans et plus (années)



Source : UNESCO, IUS

Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda



Par le SER de Nairobi

Le niveau éducatif, principale faiblesse du développement rwandais malgré des améliorations

Le renforcement du capital humain au Rwanda s'inscrit désormais en tant que priorité majeure au sein de la stratégie de développement national et figurant dans le premier pilier de la Vision 2050. Selon le recensement de 2022, 44,5 % de la population rwandaise a moins de 18 ans, offrant des opportunités substantielles pour la future main-d'œuvre. Malgré d'importants progrès, tels que l'instauration d'un accès quasi universel à l'enseignement primaire et l'accès renforcé des filles au cours de la dernière décennie, le système éducatif demeure confronté à divers défis persistants.

Un modèle éducatif universel qui a permis d'augmenter le taux de scolarisation, mais qui pâtit encore d'un manque d'infrastructures et de fortes disparités

Si l'école publique est gratuite depuis 2003, les frais de cantine restent à la charge des parents qui renoncent parfois à financer ces coûts entraînant une baisse de la productivité des enfants et des problèmes de santé. Selon le dernier recensement de la population en 2022, **22,3 % de la population rwandaise n'a jamais été à l'école**. Bien qu'important, ce chiffre est **en constante diminution depuis 2002** où il était de 33,5 %. Le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire est à un niveau élevé avec 89,3 %³¹ des élèves. Toutefois, le taux net de scolarisation dans le pré-primaire n'est que de 24 %, ce qui contribue à des taux de redoublement élevés à l'école primaire (29,8 % au CP). **Seuls 37,5 % des élèves de première année atteignent la sixième année en six ans, et la moitié des enfants terminent l'enseignement primaire sans avoir acquis de solides compétences de base.**

En 2022, 53,9 % de la population s'est arrêtée à l'école primaire, tandis que 15,1 % s'est arrêtée à l'école secondaire. **Seule 3,3 % de la population rwandaise a suivi des études supérieures** (en progression par rapport au 0,5 % en 2002 et 1,9 % en 2012). De plus, **ces disparités sont exacerbées par des critères géographiques**, où 18 % des urbains n'ont jamais été scolarisés, contre 24 % des ruraux. A cela s'ajoute un critère de genre puisque les femmes sont 23 % à n'avoir jamais été scolarisées, contre 21 % chez les hommes. Au niveau universitaire, cette disparité se retrouve également avec 3,8 % d'hommes ayant suivi un parcours supérieur contre 2,8 % de femmes. Enfin, seuls 70 % des enfants handicapés sont inscrits à l'école primaire car de nombreuses écoles ne sont pas accessibles à ces enfants ou que les écoles manquent de matériel scolaire adapté et de plans d'apprentissages différenciés.

A l'accès des enfants à l'école s'ajoute un problème d'infrastructures. En effet, au cours de l'année scolaire 2021/22, le nombre d'élèves dans les classes en primaire peut atteindre 60 alors que le nombre recommandé est de 45 par classe. En raison du **manque de salles de classe**, 64 % des écoles fonctionnent selon le système de la double vacation, ce qui réduit considérablement le temps d'apprentissage hebdomadaire par rapport aux écoles à vacation unique. Le gouvernement rwandais évalue à 11 068 le nombre de salles de classe supplémentaires nécessaires pour ne plus avoir ce système de double vacation.

Des résultats solaires trop faibles qui placent le Rwanda sous la moyenne de l'Afrique subsaharienne

Le niveau de l'enseignement reste le principal défi du pays. En effet, 33 % des élèves de P3 (équivalent CE2) ne savent pas lire ou comprendre un texte de niveau scolaire en kinyarwanda et près de 90 % ne savent pas le faire lorsque la phrase est en anglais, pourtant la langue officielle d'enseignement. **Le niveau scolaire des rwandais est en deçà de ses pays voisins**, y compris le Burundi pourtant bien plus pauvre que le Rwanda. Ce retard s'explique en partie par **le changement de langue d'enseignement brutal opéré en 2008 du français à l'anglais**, qui a profondément déstabilisé un système éducatif déjà peu performant et qui manque cruellement

³¹ Source : National Institute of Statistics Rwanda, 5th Population and Housing Census 2022. Le taux de scolarisation brut s'élève à 141 % s'expliquant par un nombre important de redoublants.

de professeurs qualifiés, le métier restant peu attractif et faiblement rémunéré. Ainsi, seuls 4 % des enseignants en poste ont des compétences intermédiaires ou avancées en anglais, et environ 13 000 enseignants nouvellement recrutés ne sont pas certifiés pour enseigner l'apprentissage fondamental.

Ces difficultés font du Rwanda le 159^{ème} pays en termes d'indice du capital humain³², avec un niveau ajusté des élèves rwandais équivalant à 3,9 années d'étude contre 4,9 dans le reste de l'Afrique subsaharienne³³. Aussi, un enfant né au Rwanda en 2020 pouvait espérer obtenir, à 18 ans, un capital humain atteignant 38 % de celui d'un enfant qui aurait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé. Ce niveau de capital humain est inférieur de 17 points de pourcentage (pp) à celui du Kenya et de **33 pp au niveau des pays aux revenus élevés**, créant un frein à la croissance potentielle du pays.

Un système qui dépend de l'étranger, tant pour la formation universitaire que pour les recruteurs

Le pays compte 31 institutions académiques supérieures, dont deux sont publiques mais représentent près de la moitié des étudiants universitaires du pays. Entre 2006 et 2019 environ 88 000 étudiants sont sortis du public, contre 92 000 des universités privées, principalement religieuses ou étrangères (USA, Kenya, Maurice). Aussi, 3 400 rwandais sont partis étudier à l'étranger entre 2006 et 2019 tandis que 2 600 étudiants étrangers étaient inscrits dans les universités rwandaises en 2019.

Par ailleurs, 34,2 % des jeunes (âgés de 16 à 30 ans) ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation (NEET)³⁴, les filles étant plus touchées (38 %) que les garçons (28 %). Alors que les filles âgées de 15 à 19 ans ont atteint la parité en termes de niveau d'éducation et terminent même plus d'années de scolarité que les garçons, elles ont tendance à entrer sur le marché du travail plus tard que leurs pairs masculins.

L'amélioration de l'éducation au Rwanda est clé, notamment pour le développement du secteur privé. Le Rwanda veut en effet orienter son économie vers les services qui requièrent des personnes bien formées : 53 % des personnes employées dans les services sont parmi les plus qualifiées du pays, alors que ces personnes qualifiées ne représentent que 10 % de la population³⁵, constituant une limite mécanique au développement du secteur. Par conséquent, à défaut de pouvoir recruter localement, le pays est confronté à la nécessité de recruter une main d'œuvre étrangère qualifiée à court terme.

L'éducation priorité nationale dans les budgets rwandais mais qui manque encore de financement de la part des bailleurs internationaux

Dans son budget pour l'année fiscale 2023/2024, le gouvernement rwandais a alloué la plus importante part des dépenses à l'éducation. En effet, l'allocation au secteur a augmenté de 12,5 % par rapport à l'année fiscale 2022/2023, atteignant 760 Mds RWF, soit environ 550 MEUR, contre 675 Mds RWF en FY2022/23), soit 6,5 %³⁶ du PIB (contre 6,1 % en FY2022/23) et **15 % des dépenses totales du gouvernement**. Pour l'exercice 2023/2024, le gouvernement rwandais a décidé de mettre l'accent sur 4 programmes à savoir i) les programmes d'alimentation scolaire, ii) les salaires des professeurs³⁷, iii) l'enseignement professionnel et iv) un programme de bourses universitaires.

Les principaux bailleurs actifs dans le domaine de l'éducation sont la Banque mondiale et l'UNICEF, leur action portant principalement sur la formation des professeurs au Rwanda et sur les programmes de cantines scolaires avec le PAM. **Côté français, l'AFD soutient principalement la réintroduction du français dans les programmes scolaires** et intervient dans le développement de différents IPRC (équivalent IUT) pour développer des **programmes de formations professionnelles pour la jeunesse rwandaise**.

³² Source : Banque mondiale

³³ Le nombre d'années d'étude attendues par élève est de 6,9 années, contre 8,3 en Afrique Subsaharienne et les résultats aux tests harmonisés sont de 358 sur 625, contre 374 sur le reste du continent.

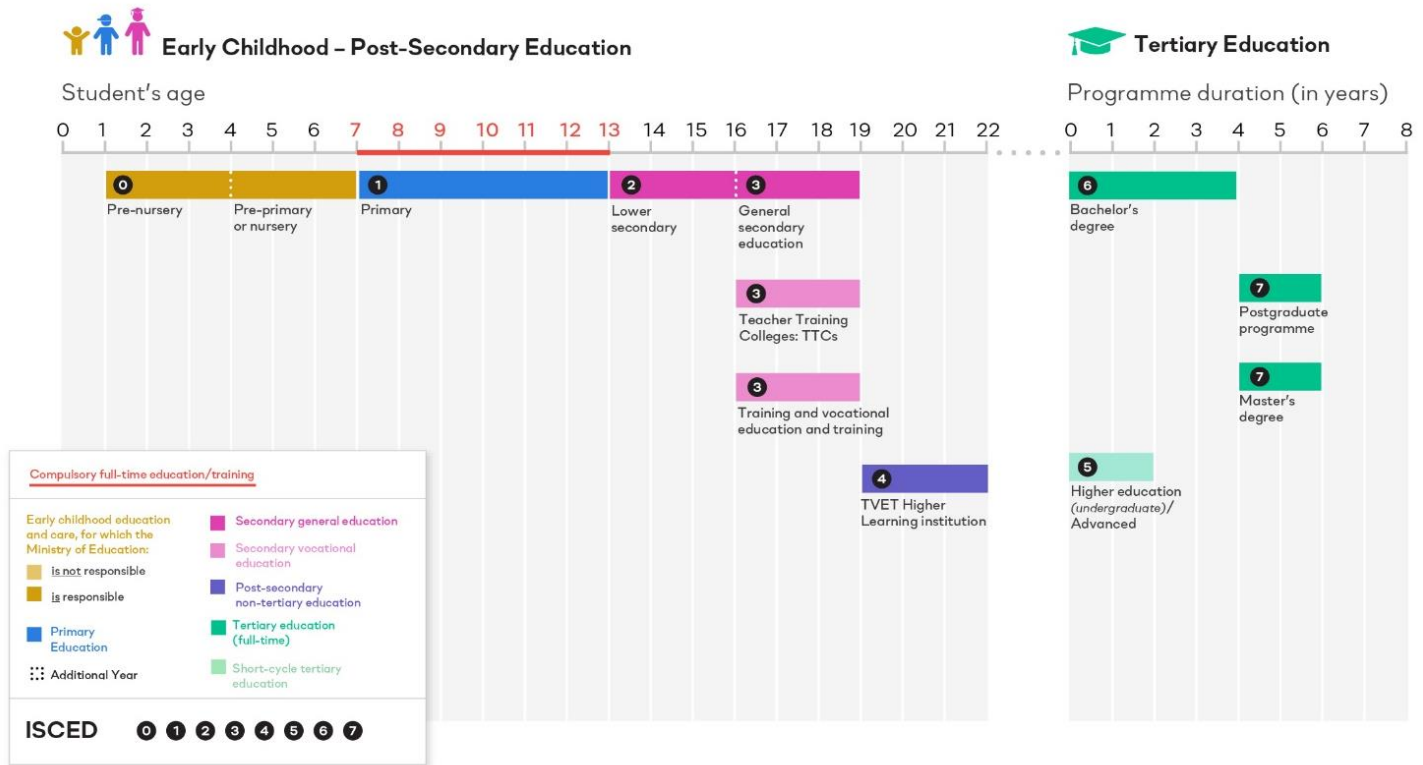
³⁴ Source : *National Institute of Statistics Rwanda, 5th Population and Housing Census 2022*

³⁵ Source : Banque mondiale

³⁶ Estimation pour l'exercice 2023/2024

³⁷ Afin d'améliorer les conditions des professeurs et attirer de nouveaux candidats, le gouvernement a annoncé en 2022 des augmentations de 88 % des salaires dans le primaire et 40 % dans le secondaire.

Graphique 1 : Système éducatif du Rwanda



Source : UNESCO

Tableau 1 : Projets des bailleurs

Bailleur	Intitulé	Montant (MUSD)	Date d'approbation
2023			
BAD	Centre d'excellence pour les compétences aéronautiques	23,7	Sep.-23
2022			
AID	Rwanda Quality Basic Education for Human Capital Development Project - Second Additional Financing	100,0	Jun.-22
UE	PAA - Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation et le développement de la petite enfance	50,0	Oct.-22
AFD	Appui à la Formation Technique et à l'Emploi au Rwanda « AFTER II » (CRW 1054)	41,5	Oct.-22
2021			
AID	Human capital and inclusive growth	175,0	Déc.-21

Source : Données de l'AFD ; Construction du SER

Communauté d'Afrique de l'Est – Soudan du Sud



Par le SE de Kampala

Un système éducatif aux défis immenses

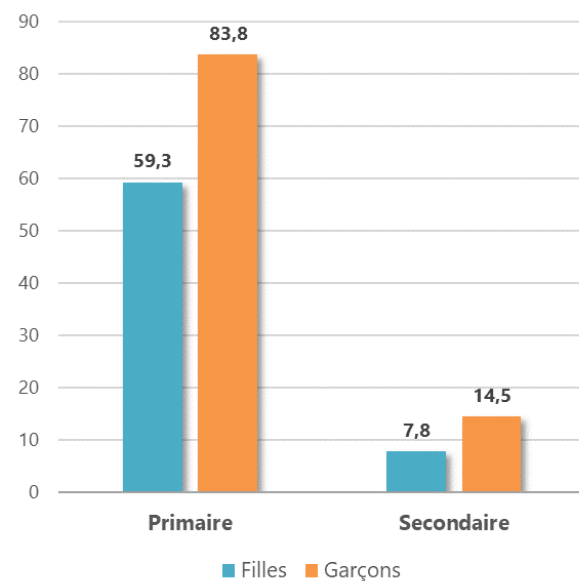
Le Soudan du Sud a réalisé des progrès dans le secteur de l'éducation depuis l'indépendance du pays. Cependant, son système éducatif est caractérisé par un faible taux d'accès à l'éducation, un taux élevé d'abandon et une qualité médiocre de l'enseignement. Les donateurs assurent une part importante du financement de l'éducation, les dépenses publiques dans le domaine étant parmi les plus basses dans la région.

Le Soudan du Sud présente des indicateurs d'accès à l'éducation en hausse mais parmi les plus bas en Afrique de l'Est

Le Soudan du Sud est doté d'un cadre institutionnel favorable au développement de l'éducation. Son système éducatif est structuré 8+4+4 mais son application est à géométrie variable à travers les différentes régions du pays et se traduit par un manque d'homogénéisation du niveau des élèves. La Constitution de 2011 (Art. 17 et 29) prévoit pourtant un accès universel gratuit et même obligatoire pour les enfants du cycle primaire, mais la crise de 2013 a eu pour effet de disperser environ 1,3 million d'enfants dans le pays et la sous-région. L'école maternelle qui devrait accueillir des enfants âgés entre 3 et 5 ans est presque inexistante en raison de de nombreuses contraintes socio-culturelles et du manque d'infrastructure.

Le Soudan du Sud a pourtant fait des progrès en matière d'accès à l'éducation au cours des dix dernières années. Le taux brut de scolarisation au primaire a atteint 58,6 % en 2021 (56,5 % en 2015), mais a chuté à 11,7 % au secondaire (6,5 % en 2015). Entre 2015 et 2030, le nombre d'élèves devrait passer de 5,8 à 7,7 millions (+32 %). **Le taux d'abandon très élevé représente un défi majeur pour le pays**, avec 1 élève sur 10 du primaire poursuivant sa scolarité dans le secondaire. Ce fait s'explique principalement par l'incapacité de paiement des frais scolaires par les ménages, au mariage et à l'éloignement des écoles. Les disparités de genre sont relativement faibles au primaire : le taux de scolarisation à la même année, a été de 61 % pour les garçons et de 57 % pour les filles en 2021³⁸. Cependant la différence est plus visible au secondaire où ce ratio a été de 13 % pour les garçons et de 10 % pour les filles.

Graphique 1 : Taux brut de scolarisation



Source : UNESCO, IUS, 2015

Le système éducatif du pays reste parmi les moins efficaces dans la région avec plus de 70 % d'enfants hors école (environ 2,8 millions en 2021, contre 2,3 millions en 2018 en raison du retour de familles de réfugiés). Plusieurs handicaps en sont les causes dont les contextes politique et économique difficiles du pays, les catastrophes naturelles mais aussi l'incapacité des familles à payer les frais de scolarité.

Malgré l'augmentation du nombre des écoles, le nombre d'enfants par écoles est très élevé. Il est de 1 400 enfants par école maternelle et 2 570 enfants par école secondaire. A noter que un tiers des écoles sont

³⁸ Source : UNESCO

endommagées, voire détruites obligeant les professeurs à dispenser des cours sous les arbres ou dans des structures provisoires.

Les disparités géographiques sont plus frappantes notamment en raison des conflits et catastrophes naturelles : les Etats de Jonglei et de Nord Bahr el Ghazal ont les taux de scolarisation les plus bas (1,6 % et 2,6 % respectivement).

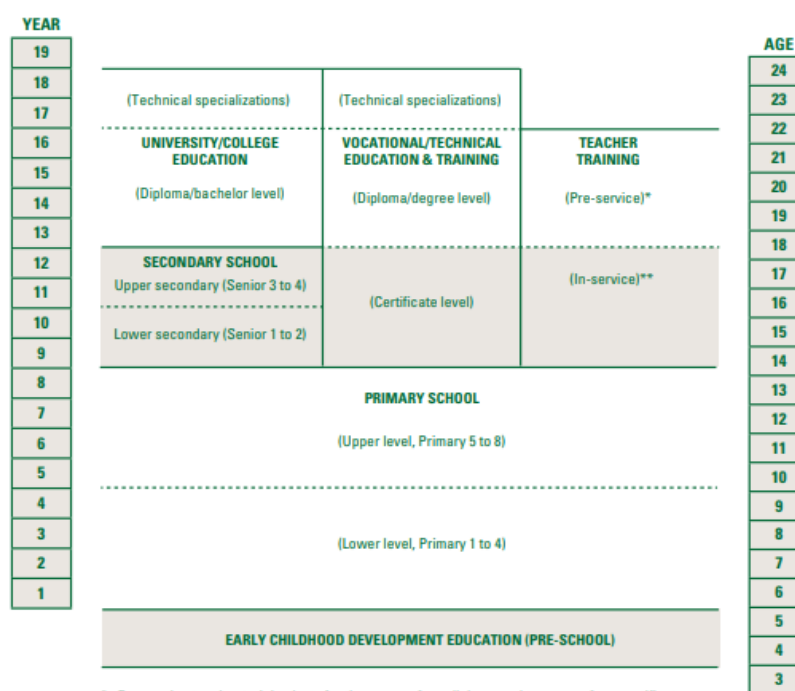
Le Soudan du Sud souffre d'une grave pénurie d'enseignants qualifiés, ce qui se traduit par une qualité très médiocre de l'enseignement. Plus de 80 % des enseignants du primaire et 70 % du secondaire ne possèdent pas le niveau minimum de formation nécessaire. De plus, le ratio élève enseignant est de 93 pour 1 au primaire et de 25 pour 1 au secondaire. Dans ce contexte défavorable, le Soudan du Sud a le taux d'alphabétisation le plus bas dans la région (43 % seulement chez les plus de 15 ans).

Avec des dépenses en éducation de moins de 1 % du PIB, le Soudan du Sud reste loin des objectifs assignés par la communauté internationale et reste tributaire de l'aide internationale

Les dépenses en éducation en valeur absolue sont tendanciellement en hausse dans les différents budgets successifs depuis 2015, et ont parfois quadruplé d'une année à l'autre. En termes de répartition, il convient de noter qu'en 2021, les dépenses en éducation supérieure ont représenté 62 % du total des dépenses, contre 35 % seulement pour l'éducation générale. Cela s'explique par la prédominance des salaires des professeurs d'université, dont la grille salariale est différente de celle des autres fonctionnaires.

Toutefois, les partenaires du développement, très présents au Soudan du Sud, fournissent un important soutien financier et technique à l'éducation. Le programme *Girls' Education South Soudan* (GESS), mis en place par un consortium de donateurs est opérationnel dans le pays depuis 2014, représentant l'effort d'investissement le plus important en matière d'éducation. En 2018, la contribution des donateurs de ce programme s'est élevée à 93 MUSD, soit 8 fois les dépenses budgétaires affectées à l'éducation. Par un don de 9,4 MUSD accordé en novembre dernier au gouvernement du Soudan du Sud, délégué à l'UNICEF en partenariat avec l'université de Juba, la BAD souhaite améliorer l'accès des jeunes du Soudan du Sud à une formation technique de niveau moyen, pour accroître leur participation au développement de la chaîne de valeur agricole et leur employabilité.

Graphique 2 : Structure du système éducatif



* Pre-service teacher training lasts for three years for a diploma and two years for a certificate.
 ** MoGEI policy stipulates that eligible candidates for in-service teacher training must hold a SSCE. In the past, however, P8 graduates were enrolled as in-service candidates based on need.

Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie



Par le SE de Dar es Salam

Le système éducatif tanzanien : un nouveau programme éducatif pour l'enseignement primaire en 2024

Le système éducatif tanzanien a évolué avec l'extension de l'enseignement gratuit et la politique d'éducation et de formation en cours. En conséquence, le taux d'alphabétisation s'est amélioré et la durée moyenne des études obligatoire a augmenté. Cependant, les disparités de genre et géographiques persistent, et les compétences acquises sont loin de répondre pleinement aux besoins du marché du travail. Le soutien des bailleurs à l'éducation est marginal. Le secteur est toujours confronté à des défis, notamment le manque d'enseignants compétents, la pénurie de matériel pédagogique et l'insuffisance des infrastructures.

Un système éducatif basé sur la scolarisation gratuite, en constante évolution depuis l'indépendance

Peu après l'indépendance de la Tanzanie en 1961, le gouvernement a souligné avec force l'importance de l'éducation avec la mise en œuvre de réformes éducatives visant à élargir l'accès à l'éducation pour tous et instituant l'enseignement primaire gratuit et obligatoire. **La politique d'éducation gratuite en Tanzanie a été étendue au secondaire dans les écoles publiques en 2016**, ce qui a permis une meilleure inclusion, en particulier des filles, et de la population rurale confrontée à des difficultés financières.

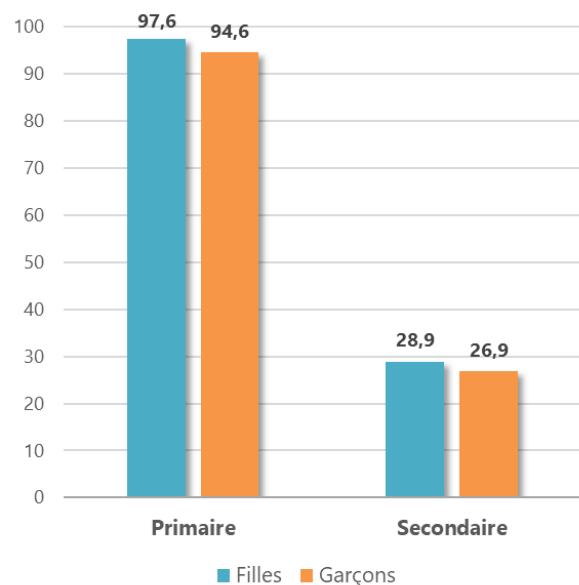
Le secteur éducatif se partage entre les secteurs public et privé pour tous les niveaux d'enseignement (pré-primaire et primaire, secondaire, tertiaire). **La majorité des écoles primaires et des collèges sont des établissements publics.** Le taux brut de scolarisation au primaire a fluctué entre 111 % en 2008 et 95,5 % en 2022³⁹ avec un taux de scolarisation des filles de 97,6 %, supérieur à celui des garçons (93,5 %). En ce qui concerne le secondaire, le taux brut de scolarisation est historiquement plus bas (2,7 % en 1970), 30,6 % en 2020 et 27,9 % en 2021.

Malgré les réformes, certains facteurs empêchent encore les enfants de recevoir l'éducation souhaitée. Ces facteurs comprennent le faible niveau d'éducation des parents, les besoins familiaux (en milieu rural les enfants gardent les troupeaux, aident aux travaux des champs...) et le manque de ressources pour répondre aux besoins des élèves en éducation spécialisée.

En 2021/22, environ 79 % des Tanzaniens sont alphabétisés contre 69,8 % en 2014/15, montrant des améliorations dans toutes les strates, en particulier dans les zones rurales du continent et à Zanzibar. Les

habitants de Dar es Salam, qui ont un meilleur accès aux services éducatifs, ont continué d'avoir les taux d'alphabétisation les plus élevés du pays, atteignant 94,5 % en 2021/22. La plus grande amélioration a été observée à Zanzibar, où le taux d'alphabétisation a augmenté de 11 points de pourcentage, passant de 74,3 % en 2014/15 à 87 % en 2021/22⁴⁰. Au plan régional, le taux d'alphabétisation de la population adulte de plus de 15 ans se situait en 2010, à 68 %, au-dessus de la moyenne de 65 % en Afrique subsaharienne.

Graphique 1 : Taux brut de scolarisation



Source : UNESCO, IUS, 2021

³⁹ Source : Banque mondiale

⁴⁰ Source : Tanzania Institute of Education (TIE)

Le lancement en cours de la nouvelle politique d'éducation et de formation apporte l'espoir d'une transformation du système éducatif

Une refonte majeure du système éducatif tanzanien devrait entrer en vigueur à partir de mi-janvier 2024.

La réforme, qui englobe l'enseignement pré-primaire, primaire et secondaire, répond à la volonté du gouvernement d'atteindre des objectifs de formation pratique, mais aussi de civisme, en vue d'une plus grande employabilité.

Le programme restructuré sera initialement introduit pour les élèves du pré primaire, de première, deuxième et troisième année de primaire. L'éducation de base s'étendra désormais sur six ans, contre sept ans jusqu'alors, avant que les écoliers ne passent à l'enseignement secondaire. Le programme actualisé pour l'enseignement secondaire du premier cycle débutera en janvier 2024. Les écoles spécialisées proposeront désormais des doubles certificats : un certificat du Conseil national pour l'enseignement technique et la formation professionnelle (NACTVET) et un autre du Conseil national des examens de Tanzanie (Necta). La filière secondaire générale accordera aux étudiants un seul certificat de Necta.

La nouvelle politique d'éducation adoptera une structure 1+6+4+2/3+3⁴¹, soit un an pour le préscolaire, six ans pour le primaire, quatre pour le premier cycle du secondaire, deux ou trois pour le deuxième cycle du secondaire professionnel et trois ou plus pour les études supérieures. L'enseignement primaire et secondaire obligatoire et gratuit nécessitera une période de scolarisation continue de dix ans, commençant à l'âge de cinq ans pour l'enseignement préscolaire et de six ans pour l'enseignement primaire.

De nouvelles matières, notamment l'histoire et l'éthique tanzaniennes, seront introduites, tandis que les études informatiques, la communication professionnelle et la formation commerciale constitueront de nouvelles priorités dans l'enseignement secondaire. L'enseignement de l'anglais commencera dès la première année dans les écoles publiques et privées, ce qui s'écarte de la norme précédente dans les écoles publiques où l'anglais était enseigné à partir de la troisième année. Le nouveau programme introduit également le français, le chinois, l'arabe en plus du swahili et de l'anglais comme langues d'apprentissage.

Actuellement le manque de compétences persiste face aux besoins des recruteurs. Même si les étudiants s'orientent vers des secteurs d'intérêt pour les entreprises du commerce, des sciences, de l'administration, du droit, de la technologie et de l'ingénierie, les recruteurs se plaignent du manque de qualifications. L'inadéquation des formations et diplômes au marché du travail est une source de préoccupations. Le secteur privé peine à recruter dans tous les domaines et signale la nécessité de mener une réflexion de fond et des réformes rapides pour élever le niveau de l'enseignement public et pour un meilleur contenu des formations du système éducatif. Selon le ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, Pr Adolph Mkenda, outre la révision de la politique d'éducation et de formation, le gouvernement envisage également, au cours du prochain exercice 2024/2025, de réviser et de modifier la loi nationale sur l'éducation.

Des investissements insuffisants face à la forte croissance de population

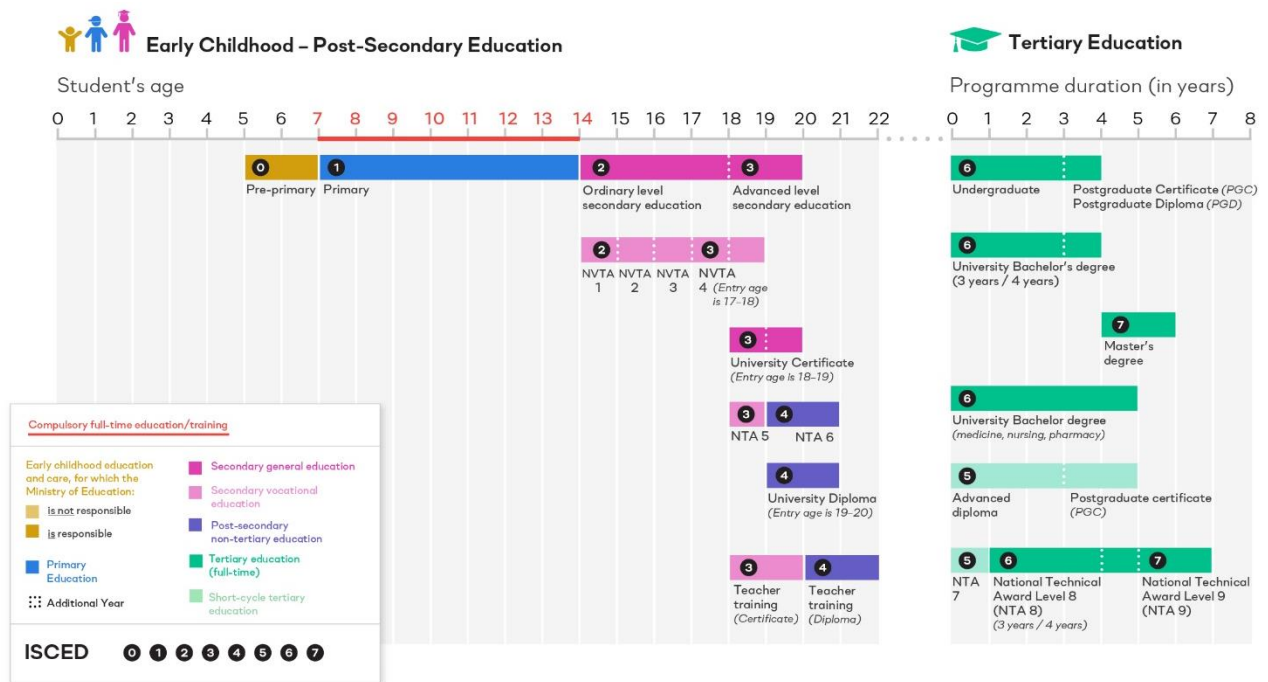
Le budget national pour 2023/2024 consacré à l'éducation est en augmentation de 3,9 % par rapport à l'exercice précédent, à 2,4 Mds USD⁴². Cet effort reste insuffisant pour répondre aux besoins d'un système éducatif aux prises avec la croissance démographique et une demande en constante augmentation. La population de la Tanzanie a augmenté de 37 % au cours des dix dernières années, entraînant une augmentation significative des inscriptions. **Le budget alloué à l'éducation ne suffit pas à remédier aux déficiences des infrastructures, à la pénurie d'enseignants malgré le recrutement en 2023 de 16 915 enseignants supplémentaires.**

L'intervention des bailleurs (BAD, BM) dans l'éducation est marginale. Ils encouragent néanmoins le gouvernement à plus de soutien dans les secteurs sociaux (santé et éducation), encore largement insuffisant, comme souligné par le FMI en novembre 2023 lors de sa 2^{ème} revue du programme de Facilité Elargie de Crédit et par la Banque mondiale qui pointe du doigt une économie laissant de côté l'éducation.

⁴¹ Source : Ministry of Education, Science and Technology. (2023)

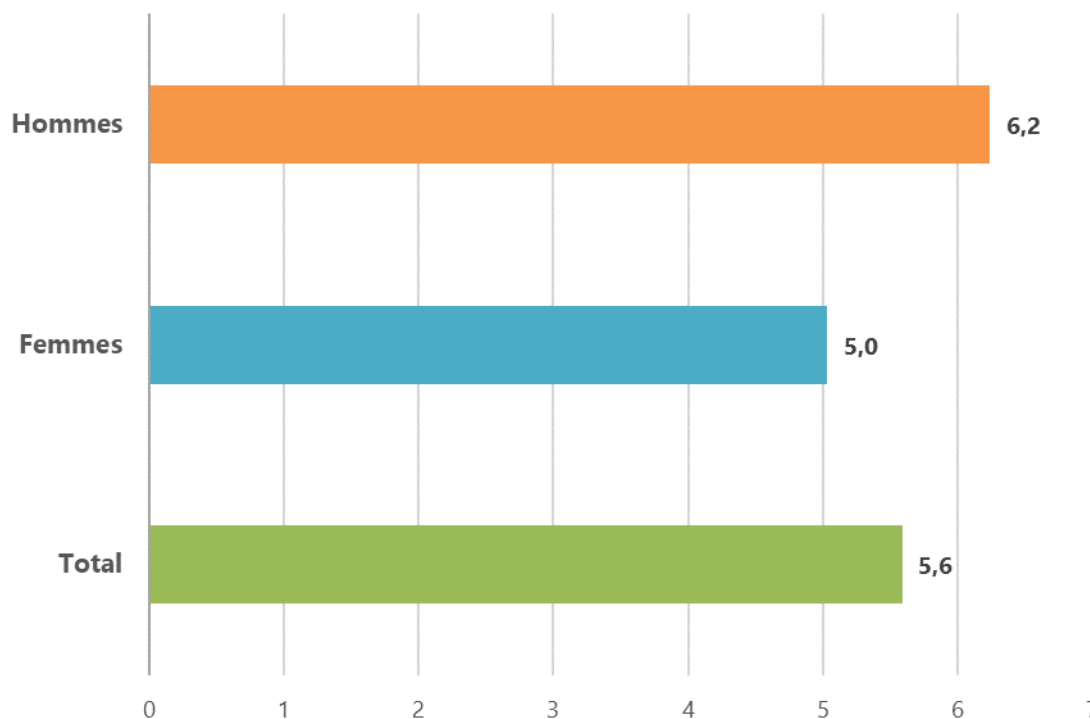
⁴² Source : Government Budget Management Division Ministry of Finance

Graphique 2 : Le système éducatif de la Tanzanie (avant réforme 2023)



Source : UNESCO

Graphique 3 : Nombre moyen d'années de scolarisation en 2018, population 25 ans et plus (années)



Source : UNESCO, IUS

Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
Population (M hab.) BM 2022	12,9	54,0	47,2	13,8	10,9	65,5
Croissance démographique (%) BM 2022	2,7	1,9	3,0	2,3	1,5	3,0
Doing Business (classement) 2020	166	56	116	38	185	141
Rang Indice de corruption - Transparency international 2022	171	123	142	54	178	94
Macroéconomie						
PIB (Mds USD) FMI 2023	3,2	112,7	52,4	13,9	6,3	84,0
PIB par habitant (USD) FMI 2023	246	2 188	1 163	1 032	417	1 327
Croissance du PIB réel (%) FMI 2023	3,3	5,0	4,6	6,2	3,5	5,2
Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2023	20,1	7,7	5,8	14,5	16,3	4,0
Finances Publiques						
Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2023	-5,0	-4,7	-4,2	-5,0	8,4	-3,3
Dette publique (%PIB) FMI 2023	72,7	70,2	48,3	63,3	60,4	42,6
Dette publique extérieure (%PIB) FMI - REO 2023	27,6	33,5	28,9	55,7	-	26,3
Echanges						
Balance des biens (%PIB) CNUCED 2022	-32,0	-12,4	-10,3	-10,5	-6,1	-8,8
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	9,6	174,5	59,7	32,2	3,6	71,3
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	1,5	142,7	24,8	6,2	0,2	35,8
Balance courante (%PIB) FMI 2023	-18,7	-4,9	-7,1	-12,7	2,3	-5,2
Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2022	1,6	3,6	2,5	3,6	1,3	0,8
Réserves de change (mois d'import) FMI - REO 2023	2,2	3,0	3,4	3,7	0,5	3,8
Développement						
IDH BM 2021	0,43	0,58	0,53	0,53	0,39	0,55
Espérance de vie à la naissance BM 2021	61,7	61,4	62,7	66,1	55,0	66,2
Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM*	65,1	29,4	42,2	52,0	67,3	44,9
Emissions de CO ² par habitant (kg) BM 2020	58	374	128	105	164	234
Notation Dette Souveraine						
S&P	-	B	B-	B+	-	-
Moody's	-	B3	B2	B2	-	B2
Fitch	-	B	B+	B+	-	B+
Politique Monétaire						
Taux directeur*	-	12,50	9,50	7,50	-	5,50

*Dernière donnée disponible

❖ Corne de l’Afrique – Djibouti

Par le SE d’Addis Abeba



Le système éducatif djiboutien : la portée limitée des progrès de l’instruction sur l’insertion professionnelle à Djibouti

La couverture scolaire a progressé à Djibouti au cours des deux dernières décennies sous l’impulsion de réformes clés (gratuité et caractère obligatoire de l’enseignement fondamental) introduites au début des années 2000. Néanmoins, des disparités géographiques, de genre ainsi que des problématiques d’accès à l’éducation pour les réfugiés se maintiennent et les compétences acquises au cours du parcours scolaires ne semblent ni traiter ni anticiper pleinement les besoins du marché de l’emploi. Le soutien des bailleurs reste central pour se saisir des problématiques éducatives, pour un gouvernement disposant de marges de manœuvre budgétaires de plus en plus contraintes.

Généralisation de l’enseignement de base malgré des disparités géographiques et de genre persistantes

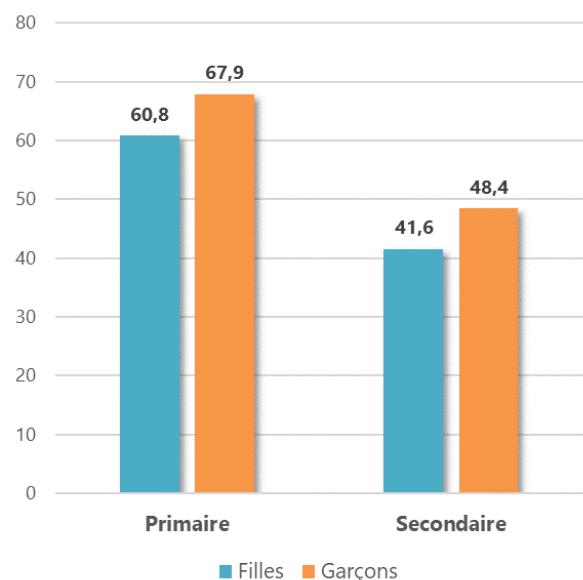
Le système éducatif djiboutien est majoritairement public et se caractérise par une forte (toutefois atténuée) parenté au système français, le français restant la langue d’enseignement pour les établissements publics. Le parcours éducatif suit le schéma français « 5+4+3 » avec 5 années d’enseignement primaire débutant à 6 ans, 4 années d’enseignement secondaire dit « moyen » et 3 années d’enseignement secondaire constitué de deux filières à savoir la filière générale et la filière technique et professionnelle.

La réforme du système éducatif amorcée en 1999 lors du premier mandat du président Ismail Omar Guelleh a permis une progression notable de l’accès à l’éducation de base dans le pays, grâce notamment à la consécration législative du caractère obligatoire et de la gratuité du cycle primaire et moyen (loi d’orientation du système éducatif djiboutien de 2000). L’enseignement préscolaire existe mais n’est pas obligatoire et donc peu répandu.

Le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire a nettement progressé au cours des deux dernières décennies, passant de 38,1 % en 2002 à 64,4 % en 2022, un rythme d’accroissement supérieur à la période vicennale précédente (TBS de 32 % en 1982, soit un écart de 6,1 pp par rapport à 2002). S’il a connu une progression plus importante, le taux de couverture de l’enseignement secondaire est historiquement plus bas (45 % en 2022), indiquant une transition limitée des élèves entre ces niveaux, voire des phénomènes d’abandon précoce avant l’achèvement du cycle primaire touchant d’abord les filles⁴³.

Les disparités d’accès entre les filles et les garçons persistent, avec des TBS au primaire de 52,4 % et 59,9 % respectivement, et de 37,3 % et 44,5 % pour le secondaire. **Les différences entre la capitale et les zones enclavées rurales sont par ailleurs importantes** puisque corrélées au taux d’extrême pauvreté, trois fois plus important en région que dans la capitale ; ces populations souvent plus traditionnelles et plus pauvres, manifesteraient à la fois un

[Graphique 1 : Taux brut de scolarisation](#)



Source : UNESCO, IUS, 2022

⁴³ Selon la Banque mondiale, seules 38 % des femmes déclarent avoir terminé au moins l’enseignement primaire, contre environ 57 % chez les hommes.

moindre intérêt général pour l'école et un besoin plus fréquent de la contribution des enfants au sein de l'économie familiale.

L'efficacité externe du système éducatif djiboutien mise à mal par l'articulation difficile des structures éducatives et professionnelles

Le taux d'activité (actifs/population en âge de travailler) est structurellement faible à Djibouti avec seulement 45 %⁴⁴ de la population âgée de 15 ans et plus participant au marché du travail. Plusieurs raisons expliquent cette faible participation : (i) **la qualification insuffisante et inadaptée de la main d'œuvre djiboutienne** amplifiée par le faible lien entre le système éducatif et les secteurs productifs de l'économie ; (ii) **un manque d'opportunités d'emploi** inhérent au marché du travail djiboutien, caractérisé par un secteur privé formel atrophié (10 % de la population active), un secteur public survalorisé captant la majorité des travailleurs qualifiés (43 % de la population active et 70 % des travailleurs ayant a minima un niveau d'étude secondaire) et un secteur privé informel important (47 % de la population active) qui rend difficile la prévision des compétences nécessaires pour soutenir l'activité économique du pays.

La formation technique et professionnelle souffre, au niveau secondaire, d'un manque de considération par les élèves qui voient cette orientation comme un choix par défaut⁴⁵. **Les formations post-secondaires, assurées par 14 établissements, n'incluent que peu le secteur privé** (un seul partenariat public-privé est établi pour un établissement de formation professionnelle) limitant les perspectives d'insertion professionnelle des diplômés : au terme de 18 mois après la fin de leur cursus, le taux d'insertion des diplômés de l'enseignement technique et formation professionnelle (ETFP) est de 14,6 %⁴⁶.

La filière universitaire se résume, elle, à l'Université de Djibouti créée en 2006 et qui accueille actuellement 11 000 étudiants en licence, master ou doctorat. Parallèlement, les Djiboutiens étudient de plus en plus à l'étranger, bien qu'ils représentent une part marginale de la population étudiante. Ils étaient 2 947 inscrits à l'étranger en 2021 (estimations)⁴⁷, dont 41 % étudiaient en Europe Centrale et Orientale (en premier lieu la Turquie), 26 % en Amérique du Nord et Europe Occidentale (France et, dans une moindre mesure, Canada) et 25 % dans les pays arabes (Maroc, Tunisie, Arabie Saoudite). En perte de vitesse (-30 % d'effectif sur 5 ans), la France compte parmi les principaux pays d'accueil pour la mobilité internationale ; le deuxième (819 djiboutiens étudiaient en France en 2021/2022) après la Turquie.

Un soutien clé des bailleurs aux objectifs gouvernementaux de développement pour l'éducation

Les dépenses d'éducation ont oscillé autour de 5 % du PIB sur la période 2012-2018 (dernières données publiques) et autour de 22 % à l'échelle des dépenses courantes de l'Etat sur la même période. Les tensions de trésorerie induites par un service de la dette qui a plus que triplé en 2022 mettent à mal le maintien de ces proportions⁴⁸. En 2010, le gouvernement djiboutien a mis en place un plan décennal pour l'éducation complété par un plan triennal (2017-2020) qui porte les objectifs d'accès à l'éducation et d'amélioration générale de la qualité des enseignants et des établissements scolaires.

L'éducation est un secteur d'intervention majeur pour les bailleurs, multilatéraux comme bilatéraux (BM, USAID, UE, AFD), qui visent, dans leur action, la réduction des disparités régionales (UNICEF), de genre (projet AFD de 8 MEUR en coordination avec l'UNICEF visant l'amélioration de l'accès à l'éducation et des perspectives de professionnalisation des femmes les plus vulnérables, en particulier dans les zones rurales) en matière d'éducation, la valorisation de l'ETFP (programme BM de 15 MUSD et programme UE de 4 MEUR) ainsi que l'amélioration de la scolarisation des réfugiés (BM, UNHCR, UNICEF) qui représentent entre 2,3 et 3,4 % de la population résidant à Djibouti. L'AFD a également mobilisé des financements pour renforcer la formation

⁴⁴ Ce ratio est resté inchangé au cours des 25 dernières années et ce malgré deux décennies de croissance (Banque mondiale, 2019).

⁴⁵ Source : Union Européenne, 2023

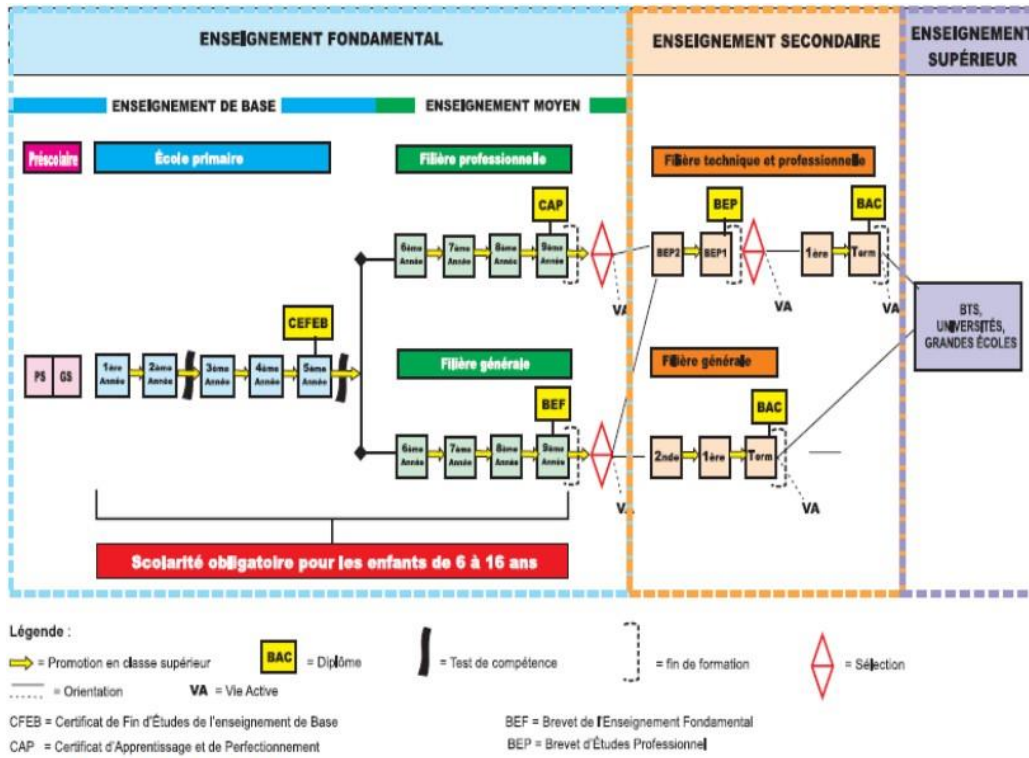
⁴⁶ Analyse du Système Éducatif de Djibouti. Évaluer les progrès réalisés et les difficultés rencontrées pour définir de nouvelles avancées, RESEN 2020.

⁴⁷ Dernière donnée UNESCO disponible

⁴⁸ Source : FMI, Article IV, 2023

professionnelle au travers de la création d'un Centre de Formation aux Métiers portuaires, du transport et de la logistique (10 MEUR sur Délégation du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE, 900 k€ de cofinancement de l'AFD et autofinancement de la Chambre de Commerce de Djibouti).

Graphique 2 : Le système éducatif djiboutien (Source : MENESUP 2010)



Graphique 3 : Répartition des étudiants djiboutiens étudiant en France par type d'établissement, niveau et discipline (Source : Campus France)

Type d'établissements	Effectifs	%
Universités	674	82%
Écoles de commerce	43	5%
Écoles d'ingénieurs	26	3%
Écoles d'art et d'architecture	5	1%
Lycées (BTS, CPGE)	40	5%
Autres établissements	31	4%
TOTAL	819	100%

Niveau de diplôme	Effectifs	%	Évolution (2016-2021)
Licence	246	36%	-34%
Master	354	53%	-43%
Doctorat	74	11%	-19%
TOTAL	674	100%	-38%



❖ Corne de l'Afrique – Erythrée

Par le SE d'Addis Abeba



L'éducation érythréenne, une priorité théorique

Depuis son indépendance en 1991, l'Erythrée vise à mettre en place un accès universel à l'éducation à travers l'adoption de politiques éducatives telles que la promotion de l'école gratuite et l'adoption des sept langues locales du pays comme langues d'éducation. Malgré ces efforts, les dépenses limitées dans l'éducation ainsi que les problèmes socio-économiques entraînent un retard massif du système.

Un système éducatif affaibli par une somme de difficultés socio-économiques

En Erythrée, l'école est laïque et gratuite à tous les niveaux de scolarisation. Le système scolaire est composé de 4 niveaux : la maternelle (enfants âgés de 4 à 5 ans), le primaire (enfants âgés de 6 à 10 ans), le collège/école intermédiaire (enfants âgés de 11 à 13 ans) et le lycée/école secondaire (enfants âgés de 14 à 17 ans). Tandis que l'enseignement de base (primaire et école intermédiaire) est obligatoire pour les enfants âgés entre 6 et 13 ans (entre 7 et 14 ans avant 2013), le reste des niveaux ne l'est pas.

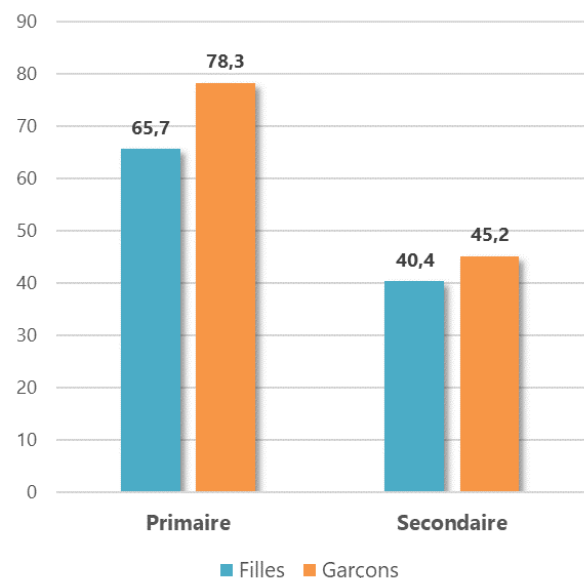
Le taux brut de scolarisation au primaire a connu une augmentation en continu à partir de l'indépendance, passant de 57,2 % en 1992 à 100,7 % en 2004. En 2013, une nouvelle politique rendant l'école primaire accessible aux enfants entre 6 et 10 ans et l'école intermédiaire aux enfants entre 11 et 13 ans fut adoptée, ainsi rendant l'école obligatoire pour les enfants entre 6 et 13 ans⁴⁹. Cette politique n'a pas eu d'effets positifs particulièrement marquants. Le taux brut de scolarisation est même en baisse continue depuis 2013 et atteignait 72 % en 2019. D'autre part, la différence entre les taux brut et net de scolarisation au primaire s'est réduite au fil du temps, preuve que le nombre d'enfants scolarisés au primaire n'ayant pas l'âge requis a diminué.

L'inégalité d'accès à l'école primaire entre les filles et les garçons reste vaste avec 9,6 points de pourcentage de différence en 1992, 21,5 en 2002, et 12,6 en 2019.

En Erythrée, la plupart des établissements (92,5 % en 2019/21⁵⁰) est détenue par le gouvernement. Pour l'année scolaire 2019/2021, 91,5 % des écoles élémentaires, 94 % des écoles intermédiaires, 96,3 % des écoles secondaires et 75 % des écoles techniques appartenaient à l'Etat.

Le pays comprend 6 régions administratives appelées 'zobas' avec une population à 80 % rurale. Ainsi, **une grande partie des écoles (77,9 % en 2019/21)** se trouvent dans des zones rurales qui accueillent 81,9 % des écoles élémentaires, 74,2 % des écoles intermédiaires et 53,2 % des écoles secondaires. Les établissements publics sont prépondérants dans les zones rurales (95,3 % en 2019/21) comme les zones urbaines (82,6 % en 2019/21).⁵¹ Depuis 2020, l'Erythrée a fermé peu à peu toutes les écoles internationales (y compris l'école

Graphique 1 : Taux brut de scolarisation



Source : UNESCO, IUS, 2019

⁴⁹ Avant 2013 l'école primaire était accessible pour les enfants entre 7 et 11 ans et le collège pour les enfants entre 12 et 14 ans. Ainsi l'école était obligatoire pour les enfants entre 7 et 14 ans.

⁵⁰ Année scolaire unique, rallongée en raison du covid.

⁵¹ Eritrea: Basic Education Statistics 2019/21

italienne, historique), puis les écoles confessionnelles, et a encadré les écoles privées dont les frais de scolarisation ont été revus à la baisse.

Après son indépendance, l'Érythrée a mis en place une importante campagne lui permettant de faire remonter le taux d'alphabétisation, affaibli par un accès restreint à l'éducation lors de son rattachement à l'Éthiopie. En 2018, le taux d'alphabétisation des adultes âgés de plus de 15 ans était de 76,6 %. Bien que ce taux ait connu une augmentation remarquable depuis 2002 (52 %⁵²), la disparité entre les femmes (69,0 % en 2018) et les hommes (84,4 % en 2018) persiste.

Les années suivant l'indépendance, la scolarisation des érythréens au secondaire était très faible (taux brut de scolarisation au secondaire de 22,7 % en 1993). Bien que le pays ait réussi à doubler les chiffres en 13 ans (50,4 % en 2006), la période entre 2006 et 2019 a ensuite été marquée par une fluctuation du taux avec une tendance générale à la baisse (42,8 % en 2019).

En 2003, l'État érythréen s'est engagé à élargir l'éducation tertiaire à travers la création d'établissements d'enseignement supérieur supplémentaires, portant le total à 7. Les étudiants pourront y accéder après avoir passé l'examen national. Auparavant, l'Université d'Asmara était l'unique université du pays. Malgré cette politique, le taux brut de scolarisation dans le tertiaire n'a pas connu beaucoup d'augmentation (1,6 % en 2004 contre 3,4 % en 2016).

Le gouvernement érythréen essaye de favoriser la scolarisation à travers la construction d'écoles de tous niveaux, l'utilisation de la langue maternelle (choisie parmi les sept langues locales du pays) comme langue d'éducation en école élémentaire, la mise en place de l'éducation élémentaire complémentaire (CEE) pour les étudiants n'ayant pas été inscrits à temps, la mise en place d'opportunités d'éducation nomades pour les communautés pastorales, la promulgation d'une loi interdisant le mariage des enfants, la construction de nouvelles routes, la mise en place de services de transport, et la gratuité de l'enseignement. Malgré ces efforts, la pauvreté qui pousse les familles à garder les enfants dans l'emploi, la non-existence des écoles à proximité de certains villages et le mariage des enfants font que le taux de scolarisation reste assez faible.

Pour l'année scolaire 2019/21, le taux de redoublement est le plus élevé dans la région Gash Barka, tant en école primaire (15,2 %) qu'en secondaire (13,2 %) et la région Debub en école intermédiaire (29,2 %). Les deux régions ont enregistré le plus grand nombre de mariages des enfants, entre 51 et 70 % des femmes ayant entre 20 et 24 ans ayant été mariées avant 18 ans⁵³. D'autre part, la région Gash Barka est principalement une région agricole, augmentant le risque de travail des enfants dans les champs. Le taux de redoublement est plus élevé pour les garçons que pour les filles dans la majorité des cas⁵⁴.

Des opportunités se développent malgré les failles du système éducatif

D'après les données de l'UNESCO datant de 2016, les étudiants érythréens ont une **plus grande préférence pour la filière des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques**, 29 % des diplômés étant de ce secteur. Le secteur de l'ingénierie, de l'industrie de transformation et de la construction constitue le deuxième secteur le plus populaire avec 23,5 % des étudiants ayant obtenu un diplôme dans le domaine. Enfin, les coopérations prolongées dans le secteur médical avec les médecins chinois et allemands se traduisant par une nécessité de formation, 17,4 % des diplômés de 2016 étaient issus de ce domaine.

Le service national à vie fait de **l'État le principal employeur des érythréens**, suivi par les agences onusiennes et les investisseurs engagés dans le secteur des mines.

Bien que la délivrance de passeports soit très encadrée et que tous les Érythréens soient de plus en plus contraints à demander un « exit visa », **une partie de la jeunesse érythréenne part se former à l'extérieur du pays**. Ce chiffre a augmenté exponentiellement depuis l'indépendance, passant de 551 en 1998 à 2 030 en 2013. Toutefois, un déclin peut être observé depuis 2013 avec seulement 1 404 étudiants érythréens inscrits dans les

⁵² [Érythrée : transformer les communautés par l'alphabétisation | AfriqueRenouveau](#)

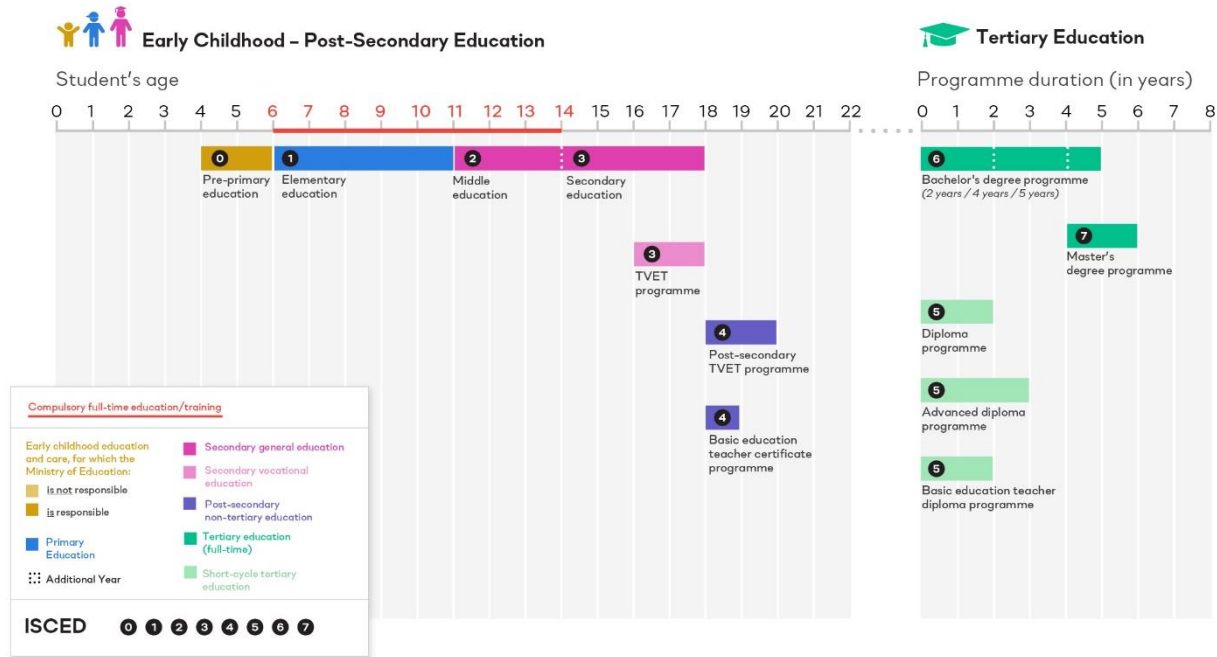
⁵³ UNICEF Data, *Child Marriage in Eritrea*, 2018

⁵⁴ *Eritrea: Basic Education Statistics 2019/21*, page 62

universités à l'étranger en 2021. Les principales destinations sont les Etats Arabes (40,2 %) et les pays de l'Amérique du nord et de l'Europe occidentale (34,6 %).

Malgré l'importance théorique donnée à l'éducation par l'Etat, les dépenses réelles restent faibles. En 2013, les dépenses totales de l'Etat pour l'éducation ne représentaient qu'entre 2,6 et 3,7 % du PIB⁵⁵. Les acteurs comme la Banque mondiale, l'Union Européenne et la BAD constituaient les principaux bailleurs dans le domaine de l'éducation avant les années 2010. Le *Global Partnership for Education* y est présent depuis 2013 et a accordé près de 45 MUSD de subventions à travers l'UNICEF depuis⁵⁶.

Graphique 1 : Système éducatif de l'Erythrée



Source : UNESCO

⁵⁵ [UNESCO](#)

⁵⁶ [Global Partnership](#)

❖ Corne de l'Afrique – Ethiopie

Par le SE d'Addis-Abeba



Un système éducatif caractérisé par des taux de scolarisation en progression, mais une qualité relativement faible

Grâce à la suppression des frais de scolarité dès 1994 et la construction massive d'écoles dans le pays, les taux bruts de scolarisation au primaire ont connu une nette progression pour atteindre 105,4 % en 2022/23. Malgré cela, de nombreux défis persistent : les disparités régionales et de genre sont importantes, tandis que le taux d'alphabétisation progresse peu (51,7 % en 2017). Les compétences acquises par les élèves dans le secondaire et le supérieur ne semblent par ailleurs pas répondre pleinement aux besoins du marché de l'emploi. Si le secteur reste une priorité pour le gouvernement (3^{ème} poste de dépense en 2023/24), la part et le montant alloués à l'éducation dans les dépenses publiques est en diminution depuis quelques années. Les bailleurs, et la Banque mondiale en particulier, demeurent actifs.

D'importants progrès constatés ces dernières années dans l'accès à l'éducation primaire et secondaire, mais des disparités régionales et de genre qui persistent

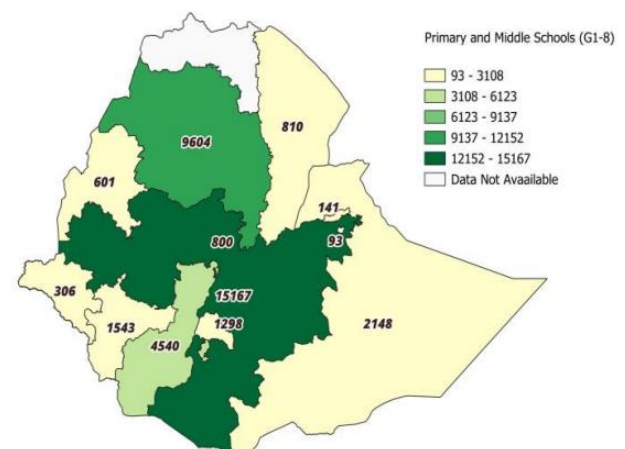
Le système éducatif éthiopien est majoritairement public et l'enseignement est laïc depuis le début du 20^{ème} siècle. Le parcours éducatif se déroule par l'accession à l'école primaire à partir de 7 ans qui est obligatoire (grade 1 – 6), collège (middle school grade 7 – 8), et le lycée (secondary grade 9 – 12). L'école est gratuite jusqu'au milieu du lycée (grade 10). De plus, en 2023, le gouvernement a révisé l'Education and Training Policy pour y introduire deux ans de scolarité gratuite et obligatoire supplémentaire pour les enfants de 5 et 6 ans. Le taux d'accès à l'école primaire a considérablement augmenté depuis les années 2000, sous l'effet notamment de la suppression des frais de scolarité dès 1994 et la construction massive d'écoles dans le pays.

Le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire a fortement progressé au cours des deux dernières décennies, passant de 76,4 % en 2005 à 105,4 % en 2022/2023. Un écart important est à relever entre les TBS primaire et secondaire (65,9 % en 22/23), indiquant une faible transition des élèves entre ces niveaux, liée à l'accès aux établissements d'enseignement secondaire, aux contraintes économiques des ménages les plus pauvres pour lesquels le coût d'opportunité d'envoyer les enfants à l'école est très élevé et aux barrières sociales, en particulier pour les filles.

Les disparités d'accès entre les filles et les garçons persistent, avec des TBS au primaire de 100,6 et 110,0 % respectivement, et de 65,1 et 66,6 % pour le collège. **Les différences régionales sont par ailleurs importantes**, les régions Afar et Amhara sont celles ayant les TBS primaires les plus faibles, respectivement de 69,2 % et 90,6 %. L'Ethiopie comptait en juin 2023 près de 37 000 écoles (+560 par rapport à l'année précédente), concentrées en région Oromia et dans l'ouest du pays. Si à l'échelle nationale, 91,7 % des écoles primaires sont publiques, les écoles privées sont majoritaires à Addis-Abeba (543 contre 257).

Les chocs récents qu'a connus le pays (conflit au Tigré, sécheresse) ont eu des impacts négatifs majeurs sur la scolarisation. Près de 4,2 millions d'enfants et 200 000 instituteurs auraient été affectés

Carte 1 : Répartition géographique des établissements scolaires primaire et secondaire



Source : Ministère de l'Education, 2023

par le conflit, et environ 9 000 écoles ont été intégralement ou partiellement détruites au Tigré et en Amhara⁵⁷.

Les défaillances du système éducatif ne permettent pas d'améliorer sensiblement le niveau d'éducation et l'adéquation avec les besoins du marché du travail

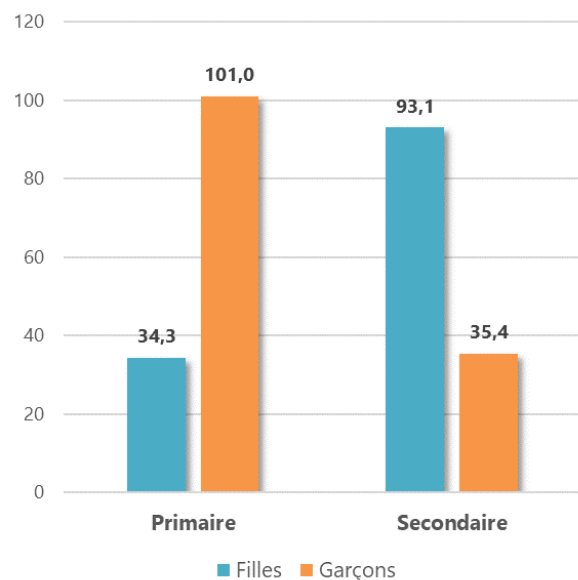
Si le taux de redoublement est relativement faible (2 % à l'école primaire, 3 % au collège et 1 % au lycée en 2021/2022), **le taux de décrochage scolaire est lui plus élevé, s'élevant à 16 % pour le primaire et 15 % pour le collège à l'échelle nationale**. Les garçons sont plus nombreux à quitter le système scolaire (14,1 %) que les filles (12,2 %). Ce taux est en augmentation depuis 2012/2013 (+7 points de pourcentage, ou pp). Les raisons expliquant ces décrochages scolaires sont multifactorielles : i) la participation aux activités rémunérées et travaux du foyer ; ii) la mauvaise qualité des établissements scolaires, tant en matière d'enseignement (professeurs absents ou en retard, peu ou pas qualifiés) que d'infrastructures (accès à l'eau potable et installations sanitaires, électricité) ; et iii) la malnutrition et les maladies des enfants et de leurs parents. Les retards ou le non-paiement des instituteurs et professeurs, communs depuis 2019, causent par ailleurs de nombreuses perturbations de l'enseignement.

En dépit d'un taux de scolarisation élevé au niveau national, l'UNESCO estime que 90 % des enfants de 10 ans ne savent pas lire et comprendre un texte approprié pour leur âge, reflétant les lacunes éducatives dans le pays⁵⁸. En 2017, le taux d'alphabétisation de la population adulte était de seulement 51,8 %, largement inférieur à la moyenne d'Afrique subsaharienne (65 %). Le taux d'alphabétisation des femmes (44,4 %) reste bien inférieur à celui des hommes (59,2 %), mais l'écart tend à se réduire (20,2 pp en 2007).

Aujourd'hui le pays compte 51 universités publiques et plus de 300 universités privées. Le passage de l'examen de fin de lycée est obligatoire pour accéder à l'université publique **mais peu d'élèves accèdent à l'éducation supérieure chaque année**. En 2023, seuls 3,2 % des élèves en fin de secondaire (soit 27 267) ont obtenu des résultats suffisants. La région du Tigré s'est démarquée par un taux de réussite très élevé (68 %). Au niveau national, ce taux très faible semble relever : i) d'une inadéquation forte entre les programmes et l'examen proposé, pourtant élaborés par le ministère de l'Éducation ; ii) d'un nombre de places limitées dans l'éducation supérieure, et iii) d'une qualité de l'éducation insuffisante.

En 2008, le gouvernement a imposé une répartition stricte des filières d'études pour les élèves intégrant le supérieur, 70 % devraient étudier les sciences et technologies et 30 % les sciences sociales. Face à l'échec de cette mesure à créer des emplois et réduire le chômage des jeunes, ce ratio a été révisé à 55/45 en 2019. Près de 150 000 étudiants obtiendraient un diplôme de licence chaque année, mais beaucoup disposeraient de compétences inadaptées pour accéder au marché du travail formel, trop restreint pour les absorber⁵⁹. Le développement d'établissements de formation professionnelle technique (TVET) pourrait être plus pertinent et plus adapté au marché du travail éthiopien. Le PNUD recommande à ce titre le développement de formations axées sur les compétences agricoles, manufacturières, et relatives à l'économie numérique. **Les étudiants éthiopiens sont de plus en plus nombreux à aller étudier à l'étranger** : ils étaient 8 873 inscrits

[Graphique 1 : Taux brut de scolarisation](#)



Source : UNESCO, IUS, 2015

⁵⁷ PNUD, 2022. *Crisis, Resilience and Opportunity: Poverty, Human Development and the Macro-Economy in Ethiopia, 2020-23*

⁵⁸ UNESCO, 2023. *Ethiopia: Education Country Brief*

⁵⁹ PNUD, 2022. *Ethiopia 2030 : A Country Transformed? Options for a Next Generation of Reforms*.

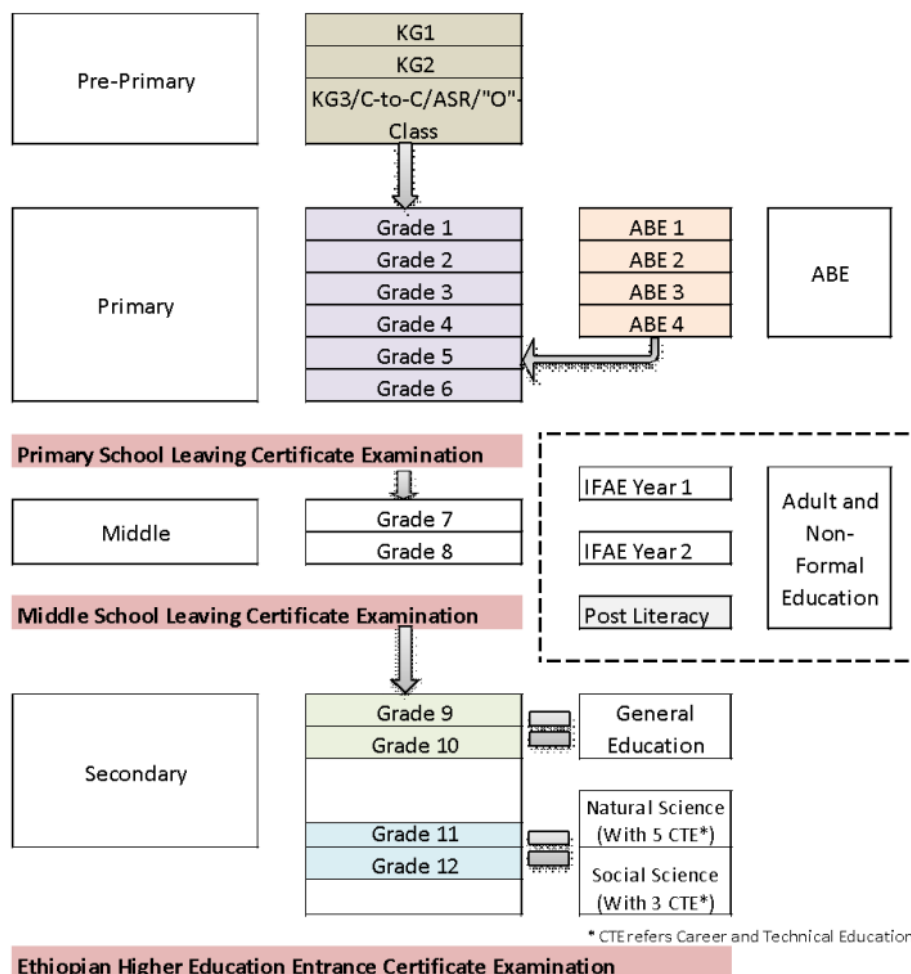
dans des universités étrangères en 2021 (contre 6 827 en 2011), principalement en Amérique du Nord et Europe occidentale (52,8 %) et Europe centrale et orientale (16,7 %) ⁶⁰.

Un secteur qui reste prioritaire pour le gouvernement et les partenaires au développement

L'éducation représente le 3^{ème} poste de dépenses publiques sur le budget 23/24, avec 9,7 % des dépenses (55,8 Mds ETB), derrière le remboursement du service de la dette (159,2 Mds ETB, 27,8 %) et les routes (68,4 Mds ETB ; 11,9 %). La part et le montant alloués au secteur de l'éducation dans les dépenses sont en baisse depuis quelques années (66,1 Mds ETB en 21/22 ; 64,8 Mds ETB en 22/23), la priorité étant donné aux remboursements du service de la dette. Depuis 1997, l'Éthiopie a mis en place une série de plans quinquennaux intitulés *Education sector development Programme* (ESDP), qui ont pour objectif d'améliorer l'accès à une éducation plus équitable, égalitaire et pertinente. La 6^{ème} version de ce plan est en vigueur (2020-2025) et porte les objectifs d'accès à l'éducation et d'amélioration générale de la qualité des enseignants et des établissements scolaires.

L'éducation est également un secteur d'intervention majeur pour les bailleurs, multilatéraux et bilatéraux (BM, BAD, USAID). La Banque mondiale est en première ligne avec douze projets ciblant intégralement ou partiellement le secteur de l'éducation, pour un montant de 932 MUSD. Deux importants programmes ont été approuvés en 2023, l'un destiné à améliorer l'apprentissage et la nutrition à l'école (2023/28 ; 405 MUSD) ; et un second pour l'amélioration de la formation des TVET (2023/28 ; 200 MUSD).

Graphique 2 : Système éducatif de l'Éthiopie



Source : Ministry of Education, 2023. *Education Statistics Annual Abstract 2022/2023*

⁶⁰ Données UNESCO

Corne de l'Afrique – Somalie



Par le SER de Nairobi

L'éducation en Somalie : une situation préoccupante après des décennies de guerre civile

Le niveau d'éducation et l'accès à l'école sont très faibles et ont largement reculé à cause des décennies de guerre civile. Depuis sa formation en 2012, le gouvernement fédéral a fait de l'éducation une priorité nationale. Près des deux tiers de la population somalienne n'ont pas d'éducation formelle et plus de 60 % des enfants de moins de quatre ans souffrent de carences nutritionnelles et sanitaires. La pauvreté, qui touche plus fortement les populations rurales et nomades, les filles et les enfants, est le principal frein à la scolarisation. De plus, le manque d'infrastructures (eau et assainissement, électrique, de santé), de matériels et d'enseignants continuent de peser sur l'amélioration de l'accès à une éducation équitable et inclusive.

Un accès à l'éducation limité par la pauvreté, notamment infantile et rurale, et un manque d'infrastructures

Depuis sa formation en 2012, le gouvernement fédéral somalien a fait de la reconstruction du système éducatif une priorité nationale. Des ministères de l'Éducation ont été créés dans tous les États fédéraux ainsi que des bureaux décentralisés aux niveaux régional et des districts. **Cependant, le secteur est confronté à des défis persistants, notamment un faible accès à l'éducation.** Selon l'UNESCO, près de la moitié de la population somalienne est en âge d'aller à l'école : l'âge médian était de 15,2 ans en 2022. **Toutefois, le taux de scolarisation brut des élèves a fortement chuté**, passant de 23,4 % au primaire et de 6,1 % au secondaire en 2007 à 8,4 % et 5,5 % respectivement en 2021. De plus, seulement 4,8 % de la population totale éligible était inscrite dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels et l'enseignement supérieur en 2020. La scolarisation des enfants évolue aussi selon les événements climatiques (par exemple, elle a reculé en 2018 après la forte sécheresse de 2017), et enregistre également de fortes disparités selon les niveaux d'enseignement et les États membres fédéraux. **En 2022, les plus de 25 ans avaient été scolarisés en moyenne 1,9 an, avec un désavantage considérable pour les femmes** (0,9 an contre 2,9 ans pour les hommes), les normes sociales favorisant plus l'éducation des garçons.

La Somalie s'efforce d'améliorer l'accès à l'éducation de manière équitable et inclusive, mais celui-ci reste limité par le fort niveau de pauvreté, en particulier pour les populations nomades et rurales. En 2022, plus de 54 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté national de 2,06 USD par jour⁶¹. L'incidence de la pauvreté est la plus prononcée chez les enfants âgés de 0 à 17 ans, en particulier pour les enfants vivant dans des zones nomades (80,7 % en 2018) et dans des familles comptant dix membres ou plus (63 % en 2018)⁶². Les enfants sont généralement confrontés à des privations importantes (eau, alimentaire) en raison de l'insuffisance des infrastructures, et notamment celles de santé, et d'installations d'eau et d'assainissement inadéquates⁶³. **Par conséquent, 67 % des enfants de moins de quatre ans et 59 % des enfants âgés de 5 à 17 ans souffrent de carences nutritionnelles et sanitaires.** De même, sur les 2,7 millions de personnes en Somalie confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en 2021, environ 839 000 sont des enfants⁶⁴. De plus, les distances à parcourir pour se rendre à l'école peuvent être longues et dangereuses, les salles de classe sont souvent surchargées, et il est difficile de trouver des enseignants qualifiés, notamment des enseignantes, et des manuels scolaires. Au niveau primaire, les ratios peuvent varier de 32 élèves pour 1 enseignant à 60 pour 1, mais ils augmentent considérablement atteignant un maximum de 542 élèves pour 1 enseignant qualifié dans les écoles primaires privées du Jubbaland, en raison des faibles taux de qualification

⁶¹ Source : Bureau National des Statistiques, Rapport 2023 sur la pauvreté en Somalie

⁶² Source : IIEP-UNESCO Dakar, *Somalia Education Sector Analysis, Assessing opportunities for rebuilding the country through education, Federal Government of Somalia, 2022*

⁶³ Selon l'UNESCO, il y a par exemple en moyenne une toilette pour 400 élèves dans les écoles privées de Jubbaland.

⁶⁴ Source : *The Food Security and Nutrition Analysis Unit - Somalia (FSNAU), 2021*

observés. Une tendance similaire est observée au niveau secondaire, avec des ratios globalement plus bas, s'expliquant en partie par des faibles taux de scolarisation dans le secondaire. Les femmes ne représentent qu'entre 12 et 18 % du nombre total d'enseignants au niveau primaire, et moins de 5 % au niveau secondaire⁶⁵. Outre la pauvreté, les parents n'étant souvent pas en mesure de financer l'éducation de leurs enfants, ce sont autant de raisons qui empêchent les parents d'inscrire leurs enfants à l'école, et en particulier les filles.

La moitié de la population somalienne est encore analphabète

Le taux d'alphabétisation des adultes en Somalie était de 5,4 % en 1972. En 2017, l'UNESCO a estimé que la moitié de la population était alphabétisée, avec des taux régionaux allant de 26 % dans la région de Gedo (Jubbaland) à 71 % à Banadir. De même, les taux les plus élevés ont été observés dans les zones urbaines, et les plus faibles chez les populations nomades. Les examens nationaux de fin de cycle ont été introduits en 2015 pour le niveau secondaire, et 2020 pour le niveau primaire, et permettent d'estimer le niveau scolaire des élèves et la qualité de l'enseignement. **Aussi, en 2020,**

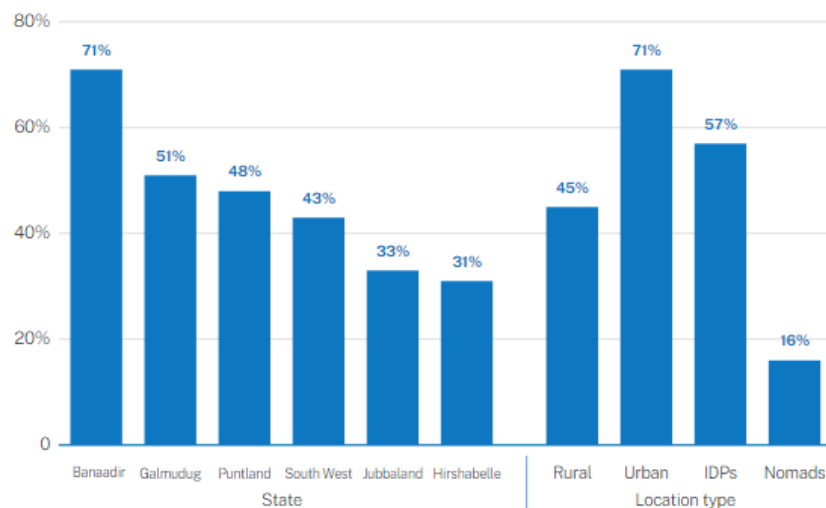
89 % des élèves ont réussi les examens de fin de cycle au niveau primaire, et 75 % ceux du secondaire. La couverture des examens de fin d'études secondaires a considérablement augmenté, avec 11 fois plus d'élèves passant l'examen en 2020 qu'en 2015. Bien que la tendance soit à la hausse, les femmes représentaient seulement 38 % des étudiants passant cet examen en 2020.

De nouvelles politiques publiques, soutenues par l'aide des ONG et des bailleurs

Pour améliorer la structure du système éducatif, le gouvernement a adopté une nouvelle loi sur l'éducation générale en février 2021, qui rationalise la structure de certains sous-secteurs comme l'éducation de base alternative, l'éducation de base des adultes, l'éducation religieuse, ou l'enseignement technique et professionnel. Toutefois, **le gouvernement allouait seulement 5 % de son budget fédéral à l'éducation en 2020,** bien en-deçà de la recommandation de l'UNESCO de 20 %. Les dépenses effectives étaient encore inférieures (17 MUSD sur les 29 MUSD prévus), avec 41,4 % des dépenses en éducation approuvées qui n'avaient pas été exécutées en 2020. Le gouvernement fédéral finance 80 % des dépenses publiques d'éducation, principalement des dépenses courantes, le reste provenant des partenaires de développement sous forme de soutien budgétaire, et à destination principalement des investissements en capital pour élargir l'infrastructure scolaire.

La Banque mondiale et l'Union Européenne ont mené en 2021 deux projets en éducation en Somalie pour des montants respectifs de 40 MUSD (subvention de l'AID) et de 25 MEUR (plan d'action annuel de l'UE). Le premier visait à renforcer l'accès à l'éducation primaire et sa qualité dans les zones reculées, notamment auprès des filles, tandis que le second se concentrait sur l'augmentation de la scolarisation dans le primaire, le secondaire et dans l'enseignement technique et professionnel, ainsi que sur le renforcement des capacités institutionnelles dans la gestion du système éducatif.

Graphique 1 : Taux d'alphabétisation des 6 ans et plus, 2017 (%)



Source : Enquête à haute fréquence (Banque mondiale, 2019a)

⁶⁵ Source : UNESCO

Tableau 1 : Population en âge d'aller à l'école (en milliers)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pré-primaire	1,48	1,52	1,55	1,59	1,63	1,67
Primaire	3,04	3,13	3,21	3,30	3,39	3,48
Secondaire	1,23	1,26	1,30	1,33	1,36	1,40
Post-secondaire	1,07	1,10	1,14	1,17	1,21	1,25
Population en âge d'aller à l'école	6,81	7,01	7,20	7,40	7,59	7,79
% de la population totale	49,4%	49,4%	49,4%	49,3%	49,2%	49,0%

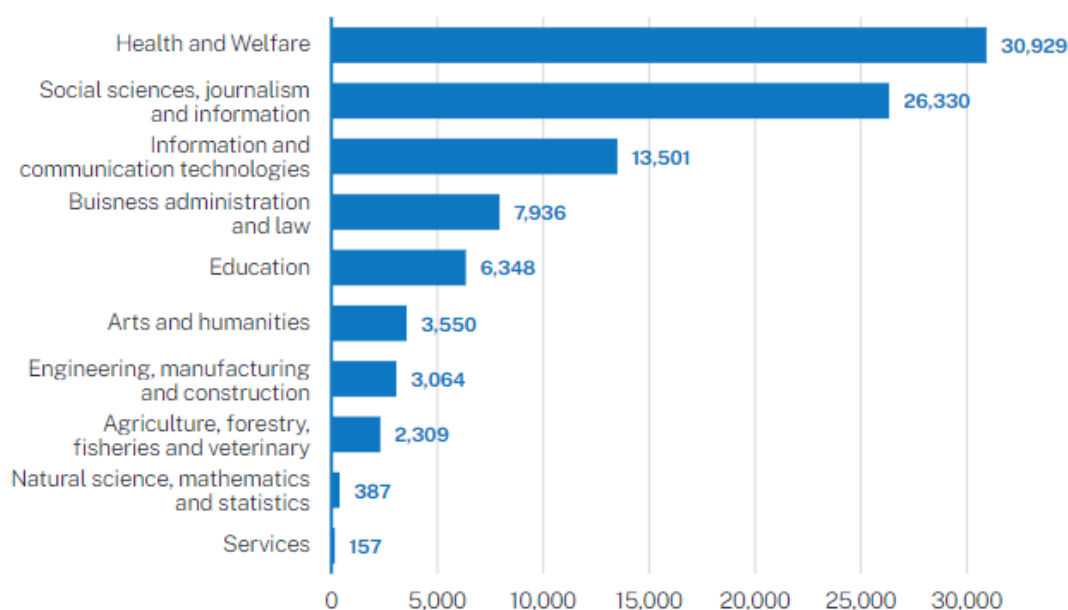
Source : IIEP-UNESCO Dakar, Somalia Education Sector Analysis, Assessing opportunities for rebuilding the country through education, Federal Government of Somalia, 2022

Tableau 2 : Structure du système éducatif formel en Somalie

Niveau d'enseignement	Caractère obligatoire	Tranche d'âge	Durée	Certificat de fin de cycle
Enseignement primaire inférieur	Obligatoire	6 à 9 ans	4 ans	Non
Enseignement primaire supérieur	Obligatoire	10 à 13 ans	4 ans	Oui
Enseignement secondaire	Non obligatoire	A partir de 14 ans	4 ans	Oui
Enseignement supérieur	Non obligatoire	Accessible aux étudiants qui ont terminé l'enseignement secondaire, ou qui ont obtenu un diplôme d'un institut islamique ou d'une école professionnelle	3 à 4 ans	Diplômes de licence

Source : IIEP-UNESCO Dakar, Somalia Education Sector Analysis, Assessing opportunities for rebuilding the country through education, Federal Government of Somalia, 2022

Graphique 2 : Scolarisation dans les universités par domaines d'études en 2019/20



Source : EMIS, 2020

Corne de l'Afrique – Soudan

Par le SE de Khartoum



Un système éducatif en crise grave

Avec 19 millions d'enfants privés d'éducation à cause de la guerre, le Soudan connaît une crise éducative sans précédent qui met fin aux progrès importants réalisés ces deux dernières décennies. Les réformes successives qui ont eu lieu depuis l'indépendance ont permis d'élargir l'accès à l'éducation, au détriment de la qualité de l'enseignement. Elles ont également conduit à l'accroissement du contenu religieux dans les programmes scolaires. La multiplication du nombre des universités durant la même période n'a pas été accompagnée d'une amélioration de l'accès à l'emploi. De plus, à cause d'une économie peu développée, une corrélation négative est constatée entre les opportunités d'emploi et le niveau d'éducation.

Le Soudan est sur le point de connaître la pire situation éducative au monde à cause de la guerre qui perdure depuis le 15 avril 2023

Le système éducatif soudanais se compose de 3 cycles : l'école maternelle, de deux niveaux (enfants âgés de 4 à 5 ans), l'école primaire (appelée officiellement « école de base »), de 8 niveaux (enfants âgés de 6 à 13 ans) et l'école secondaire de trois niveaux (enfants âgés de 14 à 16 ans). **Entre 2008 et 2018, le nombre total d'écoles primaires (publiques et privées) a augmenté de 2 800 écoles permettant à un million d'enfants supplémentaires d'accéder à l'éducation.** Le nombre d'élèves qui terminaient leurs études de base et accédaient à l'école secondaire est passé de 251 000 à 336 000 élèves par an au cours de la même période.

Au Soudan les cours d'éducation religieuse sont obligatoires dans les trois cycles d'éducation, mais aussi dans la plupart des universités. En plus, il existe au moins 30 000 *Khalwas* (écoles coraniques ou médersas) dans le pays. Ces dernières se concentrent dans les zones pauvres et de conflits où elles servent d'alternative au système éducatif public.

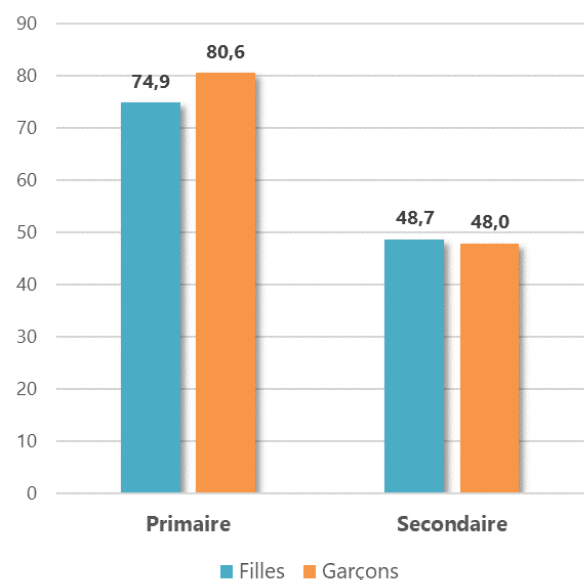
En 2018, le taux brut de scolarisation au primaire a été de 77,8 %, progressant de près de 12 points par rapport à 2005 (65,9 %). Le taux a été de 80,6 % pour les garçons, contre 74,9 % pour les filles. **Le taux brut de scolarisation au secondaire a été de 48,4 % en 2018** (contre 36,6 % en 2005). Les disparités de genre tendent à disparaître au secondaire puisque le taux des filles était de 48,7 % en 2018, contre 48,0 % pour les garçons.

Des disparités géographiques sont clairement constatées au Soudan, les Etats avec les taux de scolarisation les plus bas étant ceux touchés par les multiples conflits et les déplacements internes. Ceux-ci souffrent d'un nombre insuffisant d'écoles, d'une pénurie d'enseignants qualifiés, et d'installations scolaires inadéquates.

Cette situation s'est généralisée depuis le 15 avril, une grande partie du territoire soudanais étant désormais touchée par la guerre civile. **Selon l'UNICEF, 19 millions d'enfants sont actuellement privés d'éducation à cause du conflit.** Un tiers de ce nombre a perdu l'accès à la scolarisation suite à la fermeture de plus de 10 000 écoles.

Dans le même temps, plus de 5,5 millions d'élèves sont scolarisés dans un contexte extrêmement difficile marqué par un surpeuplement de classes, un manque d'effectif enseignant et de matériel scolaire.

Graphique 1 : Taux brut de scolarisation



Source : UNESCO, IUS, 2018

Malgré des progrès certains réalisés depuis l'indépendance du pays grâce aux profondes réformes, le Soudan est loin de garantir une éducation de qualité à tous

Les politiques éducatives adoptées par les régimes successifs au Soudan ont eu pour résultat une démocratisation de l'éducation mais une détérioration de la qualité d'enseignement. Le système éducatif de haute qualité légué par les colonisateurs britanniques, ayant pour principal objectif de répondre aux besoins de l'administration publique, était plutôt élitiste favorisant certaines régions au détriment d'autres.

Par conséquent, la qualité de l'éducation est généralement médiocre. Selon la dernière évaluation nationale des apprentissages (NLA)⁶⁶ réalisée en 2015 pour les enfants en troisième année de l'école de base, les résultats en lecture et en calcul sont faibles : 40% des enfants du niveau en question n'étaient pas capables de lire des mots familiers.

Le taux d'alphabétisation chez la population de plus de 15 ans pour les deux sexes a été de 60,7 % en 2018. Il est nettement inférieur à la moyenne subsaharienne qui est de 65 %.

De plus, un enfant né au Soudan en 2020 pouvait espérer obtenir, à l'âge adulte, un capital humain atteignant seulement 38 % de celui d'un enfant qui aurait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé. Ce niveau de capital humain est légèrement supérieur au niveau des pays aux revenus faibles (de 37 %), mais reste inférieur à celui des pays d'Afrique subsaharienne (de 40 %).

Au Soudan, la perspective d'embauche diminue plus que le niveau d'éducation augmente

Depuis le début des années 2000, le gouvernement a adopté une politique expansionniste en éducation supérieure. **Entre 2000 et 2018, le nombre d'établissements d'éducation supérieur est passé de 28 à 55 établissements dans les différents domaines d'études.** Le nombre d'étudiants qui y sont enregistrés a atteint 550 000 étudiants en 2018. Cependant, les perspectives d'emploi sont restées très faibles. D'après l'autorité de recrutement des jeunes diplômés, **90 % des diplômés se retrouvent au chômage à la sortie de l'université.**

D'après la dernière enquête sur la pauvreté effectuée par la Banque mondiale⁶⁷, la possibilité de trouver un emploi a baissé de 5 %, 10 % et 16 % à la sortie de l'école primaire, secondaire et post-secondaire respectivement. Cela pourrait s'expliquer partiellement par la réticence des diplômés à s'engager dans un travail salarié du fait du niveau très bas des salaires. **Après le recul de l'exploitation pétrolière, les principaux employeurs sont l'orpaillage artisanal et les services.**⁶⁸

Le nombre de diplômés recrutés par le secteur privé est minime compte tenu des nombreux handicaps que rencontre l'investissement privé (le Soudan occupait la 171^{ème} place au classement « Doing Business » en 2020).

Des dépenses publiques faibles et quasi inexistantes dans des zones vulnérables

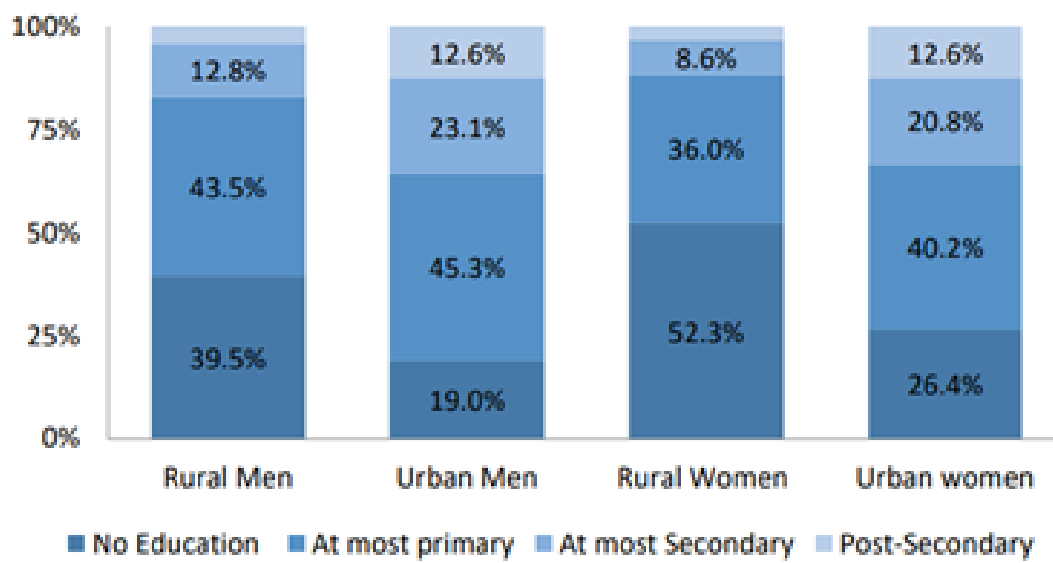
En 2017, le Soudan a consacré 1,3 % seulement de son PIB et environs 11 % de ses dépenses publiques totales à l'éducation. Il existe des disparités importantes de dépenses entre les différents Etats. Certaines zones vulnérables comptent presque entièrement sur l'action des donateurs pour assurer les fonds nécessaires au fonctionnement des établissements scolaires y compris pour les salaires des enseignants. **La Banque mondiale et l'Union Européenne sont les principaux bailleurs de l'éducation à travers l'UNICEF.** Le budget de « l'UNICEF Education Programme » s'est élevé à plus de 14 MUSD en 2021.

⁶⁶ Mis en place par financement de la Banque mondiale.

⁶⁷ *National Household Budget & Poverty Survey* (NHBPS), 2009/2014.

⁶⁸ Le service de taxi "Tirhal", version Soudanaise d'Uber, a enregistré 70 000 conducteurs en 2016.

Graphique 2 : Niveau d'éducation maximal atteint par genre et zone géographique



Source : Banque mondiale, 2015

Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique

Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée**	Ethiopie	Soudan	Somalie
Population (M hab.) BM 2022	1,1	3,7	123,4	46,9	17,6
Croissance démographique (%) BM 2022	1,4	1,7	2,5	2,6	3,1
Doing Business (classement) 2020	112	189	159	171	190
Rang Indice de corruption - Transparency international 2022	130	162	94	162	180
Macroéconomie					
PIB (Mds USD) FMI 2023	3,9	2,7	155,8	25,6	11,5
PIB par habitant (USD) FMI 2023	3 761	715	1 473	534	717
Croissance du PIB réel (%) FMI 2023	5,0	2,9	6,1	-18,3	2,8
Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2023	1,2	6,4	29,1	256,2	5,7
Finances Publiques					
Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2023	-3,6	-0,1	-2,7	-4,2	-0,4
Dette publique (%PIB) FMI 2023	41,8	146,3	37,9	256,0	0,0
Dette publique extérieure (%PIB) FMI - REO 2023	-	45,8	18,2	-	-
Echanges					
Balance des biens (%PIB) CNUCED 2022	-23,4	-26,4	-9,5	-22,9	-5,3
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	<i>85,8</i>	<i>5,0</i>	<i>321,7</i>	<i>52,8</i>	<i>15,6</i>
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>82,5</i>	<i>77,6</i>	<i>15,2</i>
Balance courante (%PIB) FMI 2023	-3,2	14,1	-2,4	-1,0	-9,6
Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2022	1,6	-	0,3	2,9	21,4
Réserves de change (mois d'import) FMI - REO 2023	n.c	-	0,6	n.c	-
Développement					
IDH BM 2021	0,51	0,49	0,50	0,51	n.c
Espérance de vie à la naissance BM 2021	62,3	66,5	65,0	65,3	55,3
Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM*	19,1	n.c.	27,0	15,3	n.c.
Emissions de CO ² par habitant (kg) BM 2020	392	199	154	468	40
Notation Dette Souveraine					
S&P	-	-	SD	-	-
Moody's	-	-	Caa3	-	-
Fitch	-	-	RD	-	-
Politique Monétaire					
Taux directeur*	-	-	-	-	-

*Dernière donnée disponible

**Données FMI du WEO d'avril 2023

Océan Indien – Comores

Par le SE de Tananarive



L'éducation aux Comores, un secteur qui fait face à des difficultés structurelles

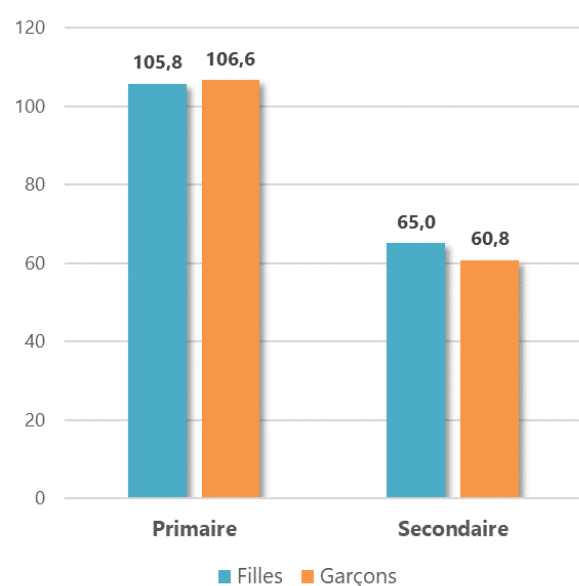
L'éducation aux Comores doit relever d'importants défis en matière de gouvernance du secteur et de mobilisation des ressources tant humaines, que financières. La scolarisation des enfants est obligatoire de 3 à 16 ans, pour autant le secteur privé (payant) occupe une place prépondérante, assurant la scolarisation de la majorité des élèves, à l'exception du primaire. La scolarisation dans le secteur public est gratuite. Si la scolarisation au niveau du primaire est quasi-universelle, elle reste encore partielle pour le secondaire. L'enseignement islamique est présent tout au long du cursus scolaire obligatoire. L'enseignement supérieur, pour sa part, n'est accessible qu'à une petite minorité d'étudiants malgré la création de l'Université des Comores en 2003. L'éducation publique fait face à d'importantes difficultés, qui limitent ses performances, dont l'insuffisance des moyens financiers mobilisés, équivalant à 1,4 % du PIB pour l'enseignement primaire et 0,7 % pour le secondaire en 2015, selon l'UNESCO. La France soutient activement le secteur éducatif comorien - 6 projets de l'AFD en cours d'exécution pour un engagement de 60,5 MEUR.

Un secteur éducatif qui fait face à d'importants défis : croissance démographique, faiblesse de la gouvernance du secteur et insuffisance des moyens mobilisés

Du fait d'une croissance démographique relativement élevée (1,8 % en 2022 selon la Banque mondiale), la population du pays est très jeune, avec 53 % de la population ayant moins de 20 ans. Par conséquent, les besoins du secteur éducatif aux Comores sont très élevés. La scolarisation est gratuite et obligatoire de 3 à 16 ans. L'enseignement préélémentaire concerne les enfants de 3 à 5 ans. En parallèle des écoles maternelles qui dispensent un enseignement de type moderne, il existe des écoles coraniques, axées sur l'éducation religieuse. La structure du système éducatif comorien se base sur le système français : le primaire (6 niveaux), le collège (4 niveaux) et le lycée (3 niveaux). L'éducation islamique est présente dans le curriculum du secondaire. L'enseignement supérieur se base sur le système Licence-Master-Doctorat. Le pays compte une seule université, l'Université des Comores créée en 2003. Elle comptait plus de 13 000 étudiants en 2021, dont 52,3 % de filles. 85 % des étudiants sont inscrits dans les filières des sciences humaines et sociales, de l'administration et du droit. L'Institut de formation des enseignants et de recherche en éducation a la charge de former les professeurs des 1^{er} et 2nd degrés. De nombreux comoriens partent étudier à l'étranger, particulièrement en France, où ils étaient 3 600 en 2022.

L'éducation est confrontée à des insuffisances en matière de gestion et de pilotage du secteur. Le ministère de l'Éducation dispose de moyens financiers limités. Les dépenses des administrations publiques dans le secteur de l'éducation étaient de 61,8 MUSD PPA en 2015, selon l'UNESCO. Les dépenses représentent 1,4 % du PIB pour l'enseignement primaire et 0,7 % pour le secondaire. En termes de ressources humaines pour le secteur public et privé, il y avait 1 enseignant pour 33,6 élèves dans le primaire (soit 3 669 enseignants) pour l'année scolaire 2020-21, un ratio de 13,7 dans le collège (soit 3 645 enseignants) et de 7,8 pour le lycée (soit 3 579 enseignants). Certaines zones rurales font face à un déficit d'enseignants. L'absentéisme est une problématique prégnante dans l'administration comorienne, y compris dans le secteur de l'éducation.

Graphique 1 : Taux brut de scolarisation



Source : UNESCO, IUS, 2018

L'éducation primaire est quasi-universelle. Pour autant, le taux brut de scolarisation au primaire a baissé de 101,6 % en 2017-18 à 92,9 % en 2020/21, notamment du fait de la pandémie de Covid-19. Le taux de redoublement au primaire (filles et garçons) est de 16,3 % en 2017, selon l'UNESCO. **Le taux de scolarisation a chuté pour le secondaire, à 57,3 % en 2020/21**, par rapport à 2017/18 (58,2 %). En 2021, 4 856 furent admis au baccalauréat, contre 5 792 en 2018. En 2023, 15 % des élèves seulement ont eu leur bac au premier tour. Pour l'année scolaire 2020/21 dans les établissements publics et privés⁶⁹, on comptait environ 16 300 enfants inscrits dans le pré-primaire (+7,2 % par rapport à 2018), dont 50,2 % de filles ; 123 100 inscrits (-0,9 %) dans les écoles primaires, dont 48,7 % de filles ; 50 000 dans les collèges (-1,5 %), dont 51 % de filles et 27 900 dans les lycées (+21,8 %), dont 45,5 % de filles. Sur cette année scolaire, plus de 217 300 élèves étaient ainsi scolarisés aux Comores.

En termes de régime linguistique dans le secteur public, le shikomori (comorien) et l'arabe sont les langues d'enseignement dans le préélémentaire. Du primaire à l'université, le français est la principale langue d'enseignement. L'arabe et l'anglais sont également enseignés. L'enseignement dans les écoles coraniques se fait en arabe.

Un système éducatif fortement soutenu par l'aide bilatérale de la France et dépendant du secteur privé

Malgré certains progrès, le système public comorien souffre de nombreuses difficultés, ce qui pousse les étudiants à se tourner vers les écoles privées. Celles-ci regroupent, pour l'année 2020/21, la majorité des élèves dans les écoles maternelles (56 % des effectifs), au collège (52 %) et au lycée (59 %), à l'exception du primaire (22 %). L'accès à l'enseignement est plutôt hétérogène entre les trois îles des Comores (**Figure 1**). Par ailleurs, environ 22 000 enfants sont non scolarisés ou déscolarisés.

En 2021 d'après l'UNESCO, **le taux d'alphabétisme était de seulement 58,8 %** pour les adultes de plus de 15 ans et il est plus faible chez les femmes (53 %) que chez les hommes (64,6 %). Ce taux a néanmoins augmenté dans la tranche d'âge 15-24 ans, passant de 72 % en 2012 à 82 % en 2022 selon la Banque mondiale.

[Tableau 1 : Nombre d'établissements publics et privés et taux brut de scolarisation par niveaux d'éducation](#)

Niveau d'enseignement (public et privé) :	Grande Comore (Ngazidja)	Mohéli (Mwali)	Anjouan (Ndzouani)	Comores
Nombre d'établissements (Primaire)	319	51	166	536
Taux brut de scolarisation (Primaire)	95,7 %	109,8 %	87,9 %	92,9 %
Nombre d'établissements (Collège)	184	31	71	286
Taux brut de scolarisation (Collège)	58,4 %	84,3 %	68,7 %	64,5 %
Nombre d'établissements (Lycée)	144	19	50	213
Taux brut de scolarisation (Lycée)	44,4 %	67,4 %	54,1 %	50,1 %

Source : Tableau de bord année scolaire 2020/21 – Ministère de l'Éducation nationale des Comores

La coopération française est particulièrement active dans le secteur éducatif. L'Ambassade de France soutient par exemple la réhabilitation des Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) ainsi que la création d'une école doctorale aux Comores. Depuis 2019, l'Agence française de développement a développé 6 projets (**Figure 2**), toujours en cours d'exécution, dans le domaine éducatif pour un engagement financé de plus de 60,5 MEUR. L'AFD a été choisie comme chef de file et agence de coordination des partenaires actifs dans le domaine éducatif en 2022.

Certains pays du Golfe, particulièrement l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, apportent ponctuellement un soutien aux écoles coraniques et à l'enseignement de la langue arabe.

⁶⁹ Données du ministère de l'éducation nationale

Tableau 2 : Tableau des projets de l'AFD

Projet	Montant	Date de début	Objectifs
Projet performance et gouvernance de l'éducation (PGEC)	6 MEUR	2019	Améliorer la qualité des enseignements notamment par un renforcement de la capacité des enseignants, la réhabilitation de 6 écoles et l'amélioration de la gestion du système éducatif national
Projet d'amélioration de l'environnement scolaire (PAES)	21,9 MEUR	2021	Réhabiliter 46 établissements publics d'enseignement
Projet de professionnalisation de l'offre de formation et insertion (PROFI)	16,5 MEUR	2022	Accroître l'offre de formation technique et professionnelle pour faciliter l'employabilité des jeunes tout en répondant aux besoins de l'économie comorienne. 5 filières sélectionnées : agriculture, construction, technologies industrielles, numérique et environnement
Projet de renforcement des compétences des enseignants en français (PREFEC)	3,5 MEUR	2023	Renforcer les compétences en français de 2 200 enseignants aux Comores (généralement faible). Mis en œuvre par les 3 alliances françaises du pays (une dans chaque île).
Promotion de l'Enseignement Physique et Sportif (PEPS)	1,6 MEUR	2021	Améliorer la qualité des activités physiques et sportives des élèves du primaire et du secondaire
Komor Initiative (KI)	11 MEUR	2020	Stimuler l'accès des jeunes à l'emploi en améliorant leurs compétences grâce au renforcement des dispositifs de formation professionnelle et d'insertion

Océan Indien – Madagascar

Par le SE de Tananarive



Les moyens mobilisés pour le système éducatif ne sont pas à la hauteur des enjeux de développement de Madagascar

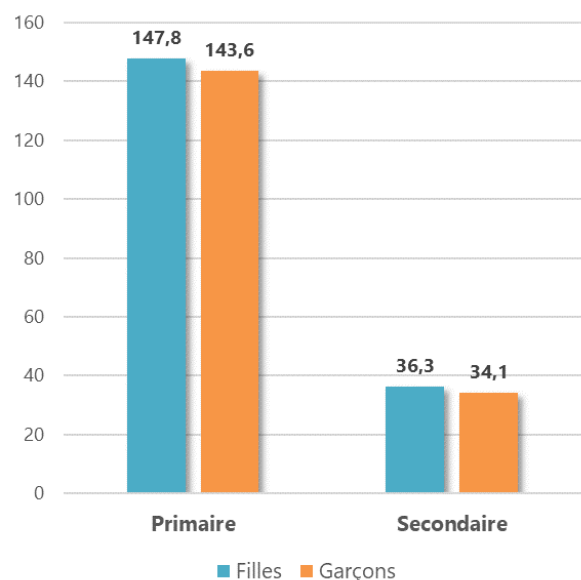
Le système éducatif malgache affiche un bilan mitigé, caractérisé par un accès à l'enseignement secondaire et supérieur faible. En effet, faute d'une priorité politique effective et structurante, les résultats ne sont pas à la hauteur des besoins du pays, que ce soit en matière d'accès, d'efficacité et de qualité de l'éducation, d'insertion dans la vie active, et de moyens financiers déployés. Si le niveau global d'accès à l'éducation est en hausse, de nombreuses disparités subsistent, principalement géographiques. Une proportion élevée des étudiants diplômés s'oriente vers le secteur informel. Afin de pallier le déficit d'investissement, le gouvernement a récemment défini des orientations sectorielles ambitieuses pour le secteur éducatif, soutenues principalement par la Banque mondiale et l'UNICEF.

Le système éducatif malgache, caractérisé par sa non gratuité et un accès aux niveaux secondaire et supérieur encore faible

L'éducation dans les établissements publics du primaire au lycée est officiellement gratuite, mais l'application tarde à se concrétiser. A Madagascar, la majorité des élèves relève du secteur public, mais dans des proportions variables (79,1 % en 2019 pour le primaire, 56,9 % dans le secondaire et 72,2 % dans le supérieur⁷⁰). La contribution financière des ménages à l'effort national d'éducation est importante, et estimée par les autorités à près de 40 % des dépenses courantes pour l'ensemble des niveaux d'enseignement⁷¹. Le taux d'encadrement des élèves par les professeurs est en baisse selon la Banque mondiale, avec un enseignant pour 40 élèves en 2018 en primaire (54 en 2005), et des ratios stables aux niveaux secondaire (18 en 2018, contre 20 en 2008) et supérieur (25 contre 27 en 2005). Cette situation s'inscrit dans le cadre d'une croissance démographique élevée (2,3 % en 2023). La population qui a atteint près de 29,9 millions d'habitants en 2023⁷², pourrait être de 51,1 millions en 2050.

Le taux brut de scolarisation au primaire a connu d'importantes fluctuations depuis les années 70, qui s'expliquent principalement par les crises économiques et politiques subies par le pays. Ce taux est passé de 81,9 % en 1971 à 138,2 % en 2022, fluctuant entre des points bas et haut atteints en 1995 (79,6 %) et 2009 (147,8 %), respectivement. **En ce qui concerne le secondaire, le taux brut de scolarisation est généralement plus bas, bien qu'en progression :** il est passé de 10,4 % en 1971 à 29 % en 2009, dépassant la barre des 30 % en 2011, pour se situer à 35,1 % en 2021. **Les disparités de scolarisation entre garçons et filles se sont resserrées**, passant de 3,4 points d'écart durant les années 1980-90, à 1,6 points entre 2000 et 2009, avant de s'égaliser en 2012. La disparité s'est ensuite creusée en défaveur des garçons (inférieur de 2 points à celui des filles en 2013 et 4 points en 2022).

Graphique 1 : Taux brut de scolarisation



Source : UNESCO, IUS, 2021

⁷⁰ Source : UNESCO

⁷¹ Données 2012, Plan sectoriel de l'éducation 2018-2022

⁷² Source : Nations Unies

Un niveau global d'accès à l'éducation en hausse, qui masque difficilement les disparités géographiques

Le taux d'alphabétisation atteignait 77 % de la population adulte de plus de 15 ans en 2022⁷³ (contre 72 % dix ans auparavant), supérieur à la moyenne de 68 % pour l'Afrique subsaharienne. Cependant, il convient de noter que le taux d'alphabétisation des femmes est inférieur de 4 points de pourcentage à celui des hommes en 2022 (contre 13 pp en Afrique Subsaharienne), et tend à se réduire depuis 2012 (7 pp d'écart).

Le niveau d'instruction de la population malgache est globalement faible : s'il est en 2018 de 44,4 % pour le primaire, il n'atteint que 2,8 % pour l'enseignement supérieur et 6,5 % pour le secondaire⁷⁴.

On observe une forte **disparité entre les zones urbaines et rurales** : près du tiers de la population rurale ne dispose d'aucune instruction en 2018 (32,2 %) contre 13,1 % en zone urbaine⁷⁵. Le niveau d'instruction primaire est plus élevé en zone rurale (47,3 %, contre 32,3 % en zone urbaine), et équivalent dans le secondaire (4,3 %, contre 4,7 %). La principale disparité réside au niveau supérieur : seulement 1,1 % des ruraux contre 9,8 % en zone urbaine. **Les inégalités interrégionales sont criantes, touchant plutôt le Sud et l'Ouest du pays.**

A 18 ans, un enfant malgache né en 2020 pouvait espérer obtenir un capital humain atteignant 39 % de celui d'un enfant qui aurait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé. Ce niveau est légèrement inférieur à celui des pays d'Afrique subsaharienne (-1 point), mais de 9 points inférieur à celui des pays à revenus intermédiaires, et de 32 points du niveau des pays aux revenus élevés.

Un intérêt marqué des étudiants diplômés pour le secteur informel et une orientation majoritaire vers les activités commerciales

Les étudiants malgaches s'orientent majoritairement vers les filières d'intérêt pour le secteur privé : commerce, administration et droit (33,2 % selon l'UNESCO en 2022) devant la santé et la protection sociale (13,6 %) ; les sciences sociales et le journalisme (10,9 %), les arts et lettres (9,6 %) et les mathématiques (8,1 %). Le taux de chômage de la population scolarisée au minimum au niveau secondaire demeure faible (inférieur à 1 %) en raison de l'importance du secteur informel (qui représente 95 % de l'emploi total en 2021⁷⁶). **Madagascar est peu attractif pour les étudiants venus de pays étrangers** (dont près 9 sur 10 sont Comoriens en 2020). On dénombrait ainsi 2,2 % d'étudiants internationaux dans le système éducatif malgache, contre 4,1 % en 2010. Dans le même temps, **les étudiants malgaches étudient également de moins en moins à l'étranger**, passant de 11,7 % du total des étudiants en 2003 à seulement 3,1 % en 2020. Une majorité écrasante part étudier en Amérique du Nord et Europe Occidentale (près de 76 %, surtout en France, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni), les autres préférant l'Afrique subsaharienne (10 %, principalement en Afrique du Sud) et les Etats arabes (8 %).

Des objectifs gouvernementaux ambitieux soutenus par les bailleurs, qui ne se traduisent cependant pas dans le niveau des investissements, encore largement insuffisant

Dans sa loi de finances initiale 2024, le gouvernement malgache a alloué la troisième plus importante part de ses dépenses à l'éducation nationale. En hausse de 3,2 % en 2024, elles sont fixées à 1 791 Mds MGA (près de 360 MEUR, soit 10 % des dépenses totales prévues par le gouvernement), dont 203 Mds MGA d'investissement (40 MEUR soit 2,6 % du budget total, encore éloigné de l'objectif de 15,3 % pour 2030⁷⁷). En 2023⁷⁸, le budget consacré à l'éducation représenterait 2,5 % du PIB.

⁷³ Source : Banque mondiale

⁷⁴ Données du Recensement général de la population (« RGPH-3 2018 », publié en 2022)

⁷⁵ Données du « RGPH-3 2018 », 2022

⁷⁶ Source : Rapport interne du ministère du travail malgache, 2021 ; RGPH-2018

⁷⁷ Le plan sectoriel de l'éducation (2018-2022) visait une hausse des dépenses d'investissement de l'Etat allouées à l'éducation de 7,9 % du budget en 2014 (soit 49 Mds MGA ou 10 MEUR) à 15,3 % en 2030 (soit 414 Mds MGA ou 82 MEUR).

⁷⁸ Source : Loi de finances initiale 2024

La politique éducative ne sera toutefois pas soutenable sans des efforts plus importants de maîtrise de la croissance démographique. Dans ce cadre, le gouvernement a adopté en septembre 2022 le Plan d'action national budgétisé en planification familiale (PAN-BF), qui devrait mobiliser près de 100 MEUR en quatre ans.

Entre 2010 et 2023, l'intervention des bailleurs multilatéraux dans le secteur malgache de l'éducation a atteint 232 MUSD, dont le principal partenaire est la Banque mondiale (168 MUSD, soit 72 % des financements) à travers divers projets visant l'élargissement de l'accès à l'école, notamment de base, et un soutien post crise de Covid-19. L'UNICEF a contribué à plus du quart des financements (64 MUSD, soit 28 % du total) à travers ses contributions financières au projet « éducation pour tous ». De son côté, l'AFD est surtout engagée dans le renforcement des capacités de la population active, dont certains jeunes étudiants diplômés.

Tableau 1 : Niveaux d'instruction par zone de résidence à Madagascar en 2018

Niveau d'instruction	Milieu de résidence								
	Urbain			Rural			Ensemble		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Aucun niveau	6,6	7,3	7	24,1	26,3	25,2	20,7	22,4	21,5
Primaire	33,6	34,7	34,2	52,5	51,4	51,9	48,8	47,9	48,4
Secondaire 1	30,7	32,7	31,8	16,7	16,7	16,7	19,5	20	19,8
Secondaire 2	17,3	15,9	16,6	5,2	4,5	4,8	7,6	6,9	7,2
Supérieur	11,8	9,4	10,5	1,4	1,1	1,3	3,4	2,8	3,1

Tableau 2 : Niveaux d'instruction par région à Madagascar en 2018

Région	Niveau d'instruction						Effectif total
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire 1	Secondaire 2	Supérieur	Ensemble	
Analamanga	2,6	41,5	29,5	15,7	10,8	100	3 120 423
Vakinankaratra	10,2	63,8	17,9	6,4	1,8	100	1 714 627
Itasy	7,9	67,1	17,6	6,1	1,2	100	748 276
Bongolava	14,9	62,4	16,2	5,7	0,8	100	546 591
Haute Matsiatra	10,4	60,1	19,9	6,3	3,3	100	1 212 424
Amoron'i Mania	11,7	62	18,9	6	1,4	100	686 951
Vatovavy Fitovinany	31,3	50,6	13,4	4	0,8	100	1 166 434
Ihorombe	36,8	44,3	13,3	4,5	1,1	100	334 866
Atsimo Atsinanana	44,6	39,9	11,8	3	0,7	100	816 169
Atsinanana	14,9	53,7	20,6	6,8	4	100	1 226 762
Analanjirofo	16,6	51,3	24,6	6,1	1,4	100	975 394
Alaotra Mangoro	10,2	55,8	24,8	7,7	1,5	100	1 038 757
Boeny	28,3	37,7	21,2	8,5	4,3	100	773 206
Sofia	18,7	52,6	21,5	6,1	1,1	100	1 245 107
Betsiboka	26,8	53,1	15,3	3,9	0,8	100	320 194
Melaky	53	34,4	9,1	2,9	0,6	100	247 380
Atsimo Andrefana	52,1	29,8	12,2	4	1,9	100	1 443 273
Androy	58,5	30,8	7,9	2,4	0,4	100	689 174
Anosy	54,9	30,1	10,5	3,5	1	100	647 945
Menabe	46,4	34,1	13,5	5	1,1	100	571 992
Diana	15,8	43,2	26,7	10,1	4,2	100	743 980
Sava	10,9	54,4	26,4	7,1	1,2	100	954 822

Océan Indien – Maurice



Par l'Ambassade de France à Maurice

Le secteur de l'éducation à l'île Maurice: un modèle d'éducation inclusive en développement

Entre la gratuité de l'enseignement et l'ambition d'une éducation accessible à tous, le système éducatif mauricien a connu des avancées notables ces dernières décennies. En conséquence, les taux d'alphabétisation et de scolarisation sont élevés à tous les niveaux. Néanmoins, des disparités persistent, et l'adéquation entre les compétences acquises et les besoins du marché du travail reste un défi.

Parcours du modèle éducatif mauricien, alliant gratuité et enjeux de répartition géographique

L'enseignement, obligatoire pour les enfants de 5 à 16 ans, est gratuit dans les écoles primaires et secondaires⁷⁹ publiques, soulignant une politique d'éducation inclusive. Cette gratuité s'étend également au niveau tertiaire depuis 2019, témoignant de l'ambition du pays d'offrir une éducation universelle.

Sur le plan de la distribution géographique, les écoles primaires et secondaires à Maurice sont réparties de manière relativement équilibrée entre zones urbaines et rurales, avec une prédominance légère dans des zones urbaines comme Port-Louis et Beau-Bassin. La cartographie des structures révèle également une hétérogénéité dans la répartition des établissements périscolaires, principalement concentrés à Port-Louis et dans le nord de l'île. Une légère prédominance des établissements primaires et secondaires sur les zones de Rose Hill et du Nord sont également identifiables. Aujourd'hui, 8 établissements privés sont reconnus par le ministère de l'Éducation nationale française et conventionnés avec l'Agence pour l'Enseignement français à l'étranger (AEFE).

Concernant la laïcité, les écoles gouvernementales à Maurice adhèrent au principe, en accord avec le statut de la République de Maurice en tant que nation démocratique et laïque. Les écoles privées, quant à elles, offrent une gamme d'orientations religieuses, avec par exemple le SeDEC (Service Diocésain de l'Éducation Catholique) gérant 46 écoles primaires et 18 collèges catholiques.

Un secteur qui occupe une place centrale dans les stratégies de développement national

Un plan stratégique pour l'éducation et les ressources humaines de 2009 visait à restructurer le système éducatif mauricien pour répondre aux besoins des nouveaux secteurs économiques, en mettant l'accent sur la formation tout au long du parcours des étudiants. La réforme NYS (*New Year School*) introduite en 2018 dans cette logique a apporté d'importants changements visant l'amélioration du système éducatif à travers une stratégie globale, établissant neuf années d'éducation de base continue.

Des efforts spécifiques sont consacrés à la mise en œuvre d'une éducation STEM (Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques) de qualité. Ces mesures ont été adoptées afin de pallier le manque de ressources, d'infrastructures et d'éducateurs qualifiés sur ces domaines d'études spécifiques. Pour cela, le gouvernement a adopté la politique *National Open Educational Resources* (OER) pour fournir un accès gratuit aux ressources éducatives numériques.

En 2021, le taux d'alphabétisation a légèrement diminué à 92,2 % par rapport à 93,2 % en 2016, reflétant des fluctuations mais restant relativement élevé. La scolarisation présente un tableau plus positif, avec un taux brut de 91,8 % pour l'enseignement périscolaire et dépassant les 100 % pour le primaire en 2023, témoignant d'une participation élevée à tous les niveaux d'enseignement. En effet, pour l'enseignement primaire en 2023, on comptabilise 89 001 élèves inscrits, dont 5 260 à Rodrigues, pour un total de 6 771 professeurs. Pour l'enseignement secondaire sur la même année, on comptabilise 98 900 élèves inscrits dont 4 983 à Rodrigues pour un total de 8 992 professeurs. Concernant la parité des élèves inscrits, c'est assez

⁷⁹ La gratuité de l'enseignement et son caractère obligatoire depuis 2005 illustrent les efforts constants du gouvernement mauricien.

équilibré sur l'ensemble des parcours d'enseignements (on enregistre par exemple sur l'enseignement primaire en 2023 un total de 45 081 garçons pour 43 920 filles). Concernant la question du genre, la durée moyenne de scolarisation en 2019 était de 9,7 ans pour les hommes et 9,4 ans pour les femmes, illustrant une certaine parité dans l'accès à l'éducation.

Les dépenses publiques pour l'éducation et la formation représentent 9,6 % des dépenses totales en 2022/23, soit le troisième budget public du gouvernement, représentant 4,8 % du PIB sur 2022. Les taux de réussite aux examens nationaux témoignent d'un impact positif des politiques éducatives, avec des taux d'achèvement qui ont connu des variations. Le *School Certificate*, l'examen final pour les étudiants de Grade 11, a connu une baisse de 85,7 % en 2020/21 à 78,5 % en 2022. Cependant, le *High School Certificate*, l'examen permettant aux étudiants de Grade 13 de clôturer leur cursus scolaire, a enregistré une augmentation de 90 % à 92,3 %. Le *Primary School Achievement Certificate* destiné aux écoliers du Grade 5 et 6 a quant à lui augmenté à 83,1 % après réévaluation en 2023.

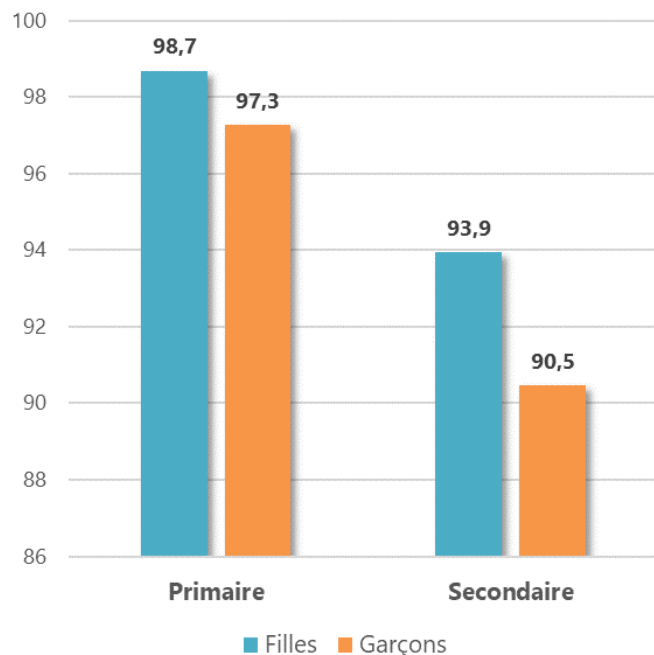
Cependant, plusieurs défis persistent, notamment en termes de taux de redoublement et de qualité de l'éducation. La pression des examens et une pédagogie centrée sur la mémorisation plutôt que la compréhension critique nécessitent, pour plusieurs spécialistes, des réformes, y compris une réduction des tailles de classes et une amélioration de l'enseignement en anglais. Aujourd'hui, l'anglais est la langue officielle de l'enseignement sur l'ensemble des cycles scolaires mais le français et le créole sont cependant utilisés de façon courante à titre de langue d'appui pour approfondir certains détails en cours.

Une qualité de l'éducation qui s'ajuste pour répondre aux besoins spécifiques du marché du travail

Les secteurs en demande de recrutement incluent le marketing digital, le développement IT et web, l'ingénierie, la santé, et la FinTech. L'État, en tant qu'employeur, a renforcé les droits des travailleurs et soutient activement la formation continue. En ce qui concerne l'enseignement technique et la qualification de la main-d'œuvre, le ministère de l'éducation et *Mauritius Polytechnics Limited*, avec le soutien de la *Mauritius Qualifications Authority*, garantissent la qualité et l'équivalence internationale des formations. L'accent est également mis sur le développement des compétences FinTech, avec un effort pour aligner l'offre de formation avec les besoins du secteur.

Sur le plan international, on note une diminution des inscriptions d'étudiants mauriciens à l'étranger, passant de 8 139 en 2019 à 7 350 en 2021. Ces étudiants privilégient principalement l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale pour leurs études. Pour la France, on relève également un ralentissement avec un nombre d'inscriptions passant de 1 554 en 2019 à 1 337 en 2021. Malgré ce constat, l'intérêt pour l'éducation internationale reste marqué, signifiant un attrait constant pour l'accès à des formations de renommée mondiale. Le gouvernement mauricien, reconnaissant l'importance de cette diaspora, encourage la capitalisation des compétences internationales pour dynamiser l'économie locale, comme en témoigne la tendance à un taux net de flux d'étudiants s'améliorant, passant de -12,6 % en 2019 à -10,5 % en 2021⁸⁰.

Graphique 1 : Taux brut de scolarisation



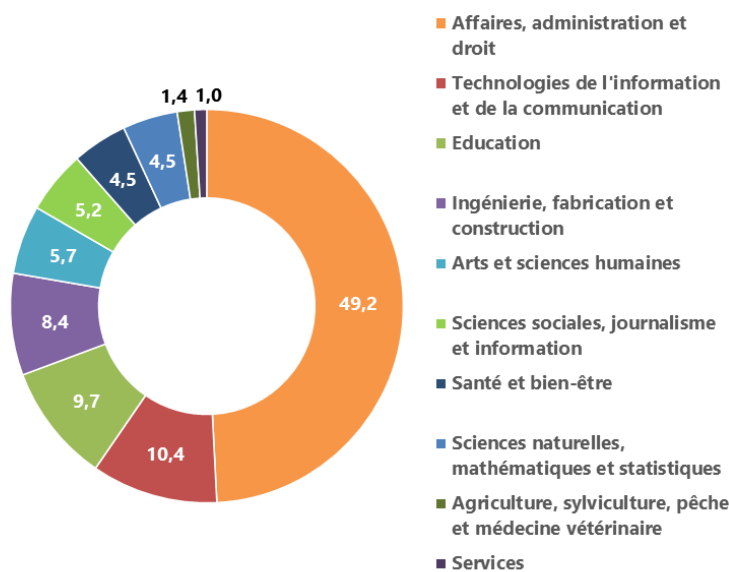
Source : UNESCO, IUS, 2020

⁸⁰ Différence entre les étudiants provenant de l'étranger dans le pays d'accueil et les étudiants du pays à l'étranger

Face à des défis persistants, une synergie avec les bailleurs de fonds internationaux et des acteurs publics a donné naissance à des programmes ciblés

Au-delà des mesures gouvernementales, plusieurs partenaires internationaux ont également apporté leur contribution dans le but d'accélérer le développement du secteur de l'éducation. Ces initiatives, soutenues par des organisations telles que la Banque mondiale, l'UNESCO et l'Agence française de développement, se manifestent à travers quatre projets distincts. Le premier, avec la Banque mondiale, se concentre sur l'amélioration globale de l'éducation primaire et secondaire à Maurice. Le projet Chengdu de l'UNESCO aborde le renforcement des infrastructures informatiques dans l'éducation. Quant à l'AFD, elle propose deux projets : le programme APPRENDRE pour la qualification des enseignants en Afrique subsaharienne, et l'Academy of Sport, centré sur l'éducation sportive et l'inclusion (**Tableau 2**).

Graphique 2 : Secteurs d'études supérieures à Maurice



Source : UNESCO, IUS, 2017

Tableau 2 : Projets des bailleurs

Partenaire	Objectif	Contenu
Banque Mondiale	Amélioration de l'éducation primaire et secondaire à Maurice	Programme d'éducation de base continu sur neuf ans visant à uniformiser et améliorer l'éducation primaire et secondaire. Comprend le renforcement du développement professionnel des enseignants, l'intégration de solutions numériques dans les salles de classe, l'extension de la connexion internet aux écoles secondaires. Budget estimé à 985 000 USD.
UNESCO (Projet Chengdu)	Renforcement des capacités techniques et des infrastructures informatiques dans l'éducation	Ce projet a pour but une intégration accrue des TIC dans les méthodes d'enseignement, en collaboration avec des experts internationaux et locaux. Il vise également à élaborer des stratégies nationales pour l'inclusion et l'équité en éducation, ciblant en particulier les jeunes de milieux défavorisés.
AFD (Programme APPRENDRE)	Pallier le manque d'enseignants qualifiés en Afrique subsaharienne	Coordonné par l'Agence universitaire de la francophonie, ce programme vise à améliorer la qualification des enseignants face à l'augmentation des effectifs scolaires. Il est doté d'un financement de 20 MEUR.
AFD (Academy of Sport)	Inclusion et égalité des chances dans l'éducation sportive	En collaboration avec le Lycée des Mascareignes, l'AOS propose un parcours éducatif inclusif et adapté, destiné à démocratiser l'accès au sport de haut niveau et aux études pour les jeunes sportifs. Le programme de 3 à 4 ans mène au baccalauréat et prépare les jeunes à l'excellence sportive et académique. Budget de 944 784 euros.

Océan Indien – Seychelles

Par le SE de Tananarive



Un système éducatif seychellois développé et performant, intégré à la politique de développement

Le système éducatif seychellois est globalement performant et se rapproche des standards des pays à revenus élevés. Le niveau global d'accès à l'éducation aux Seychelles est le plus élevé d'Afrique subsaharienne, avec des disparités limitées. Une proportion élevée des étudiants seychellois diplômés s'oriente vers le secteur formel, mais fait encore face à un taux de chômage élevé. Plus de la moitié d'entre eux poursuit leurs études à l'étranger, principalement en Europe et en Amérique du Nord. En cours de réalisation, le plan sectoriel stratégique de moyen terme de l'éducation prévoit d'augmenter les dépenses dans l'éducation de 4 à 6 % du PIB d'ici 2030. Cette politique ambitieuse est autofinancée par le gouvernement, dans un secteur où les bailleurs interviennent peu.

Un système éducatif seychellois performant, caractérisé par un accès élevé aux différents niveaux d'enseignement

Le pays achève sa transition démographique, la pyramide des âges montre en effet une population en processus de vieillissement. Si la population a plus que doublé de 1950 à 2022 (de 38 000 à 107 350 habitants), la croissance démographique a fortement ralenti, passant de 1,6 % en 2000 à 0,4 % en 2022. La population augmenterait légèrement à 116 620 habitants en 2050, avec une croissance démographique quasi nulle (0,04 %).

Le système éducatif seychellois est globalement performant et se rapproche des standards des pays à revenus élevés en matière d'accès, de qualité, de taux d'insertion dans la vie active, et de financements mobilisés par le gouvernement. L'éducation aux Seychelles est gratuite et obligatoire de 6 à 15 ans, elle consacre le créole comme langue d'instruction entre 6 et 10 ans (le niveau primaire s'étend de 6 à 12 ans), puis l'anglais progressivement introduit à partir de 10 ans, ainsi que le français en tant que langue étrangère.

Au sein de l'archipel, la majorité des élèves sont inscrits dans des établissements publics⁸¹ dans des proportions comparables pour le primaire et le secondaire (respectivement 85,4 % et 84,4 % en 2021). L'éducation représente une part croissante du budget des ménages, de 1,5 % des dépenses mensuelles moyennes en 2013 à 9,7 % en 2018⁸². Le nombre d'élèves par professeur est très satisfaisant bien qu'en légère hausse selon la Banque mondiale, avec 14 élèves en 2018 au primaire (contre 12 en 2007), 11 au secondaire (14 en 2005) et 18 au supérieur (9 en 2014). A noter que les femmes enseignantes sont majoritaires à tous les niveaux d'enseignement (87,5 % dans le primaire en 2022, 55,3 % au secondaire et 63 % au niveau supérieur).

Le taux brut de scolarisation dans le primaire a constamment dépassé 90 % depuis les années 1970. Il atteint son niveau le plus haut en 1994 (111,2 %), avant de connaître un déclin relatif au début des années 2000 : le niveau le plus bas est atteint en 2004 (92,3 %), mais a depuis connu une augmentation (97,6 % en 2022). **En ce qui concerne le secondaire, le taux brut de scolarisation est également élevé, et en progression :** il est passé de 73,5 % en 2012 à 76,9 % dix ans plus tard. Ce niveau représente une progression importante par rapport au début des années 1970, où il n'atteignait que 35,5% de la population. **Les disparités entre garçons et filles de scolarisation au primaire ont diminué en faveur des filles depuis les années 2000, et la tendance s'est inversée à partir de 2008** (-1,5 pp en moyenne entre 2008 et 2022). Cet écart est plus prononcé en faveur des filles au niveau secondaire (-5,9 pp entre 2008 et 2022).

Le taux d'alphabétisation aux Seychelles est le plus élevé d'Afrique subsaharienne

Selon la Banque mondiale, le taux d'alphabétisation atteignait 96 % de la population adulte de plus de 15 ans en 2020 (contre 94 % dix ans auparavant). C'est le taux le plus élevé d'Afrique subsaharienne – et

⁸¹ Les Seychelles comptaient en 2018 29 écoles primaires dont 24 publiques et 5 privées ; au niveau secondaire, 10 collèges régionaux et 3 collèges privés. L'université des Seychelles est l'unique université publique de l'archipel.

⁸² Dernières données disponibles : *Household Budget Survey 2018 Report*, publié en juillet 2023.

il est largement supérieur à la moyenne régionale de 68 %. Le taux d'alphabétisation des femmes est supérieur de 1 pp à celui des hommes en 2020 (écart stable depuis 2010).

A l'âge de 18 ans, un enfant né aux Seychelles en 2020 pourrait obtenir un capital humain représentant 63 % de celui d'un enfant qui aurait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé. Ce niveau est largement supérieur à celui des pays d'Afrique Subsaharienne (+23 pp), de 7 pp à celui des pays à revenus intermédiaires, mais reste inférieur de 8 pp à celui des pays à revenus élevés.

Le taux de chômage des jeunes diplômés demeure élevé dans le secteur formel, qui s'orientent pour plus d'un tiers vers les activités commerciales

Les étudiants seychellois s'orientent pour la plupart vers les filières d'intérêt pour le secteur privé : commerce, administration et droit (34, 8% en 2022) devant le secteur de l'enseignement supérieur et éducation (16,5 %); l'ingénierie, les industries de transformation et construction (12,3 %); les technologies de l'information et la communication (8,5 %), et les services (7,8 %). **Selon le bureau national des statistiques, le secteur de l'éducation était le 2^{ème} pourvoyeur d'emplois formels** au 2^{ème} trimestre 2023, soit près de 11 % du total (5 959 personnes, en hausse de 5,5 % par rapport à fin 2022). Le taux de chômage de la population ayant achevé des études secondaires demeure élevé quoiqu'en baisse (passant de 49,2 % de l'emploi total fin 2020 à 43,3 % au T2 2023), et concernait majoritairement le secteur formel. Ce taux de chômage touchait moins fortement les femmes par rapport aux hommes (38,4 % contre 47,4 % en 2023), tendance qui s'est inversée par rapport à 2020 (51,7 % contre 46,6 %). Le secteur informel ne représentait que 16,1 % de l'emploi total au T2 2023, une proportion en hausse par rapport à fin 2020 (15,3 %)⁸³. **Dans le même temps, les étudiants seychellois étudient de plus en plus à l'étranger**, passant de 40,2 % du total des étudiants en 2015 à 54,2 % en 2021 (à 582 étudiants). La proportion la plus importante part étudier en Amérique du Nord et Europe Occidentale (près de 38,3 %), devant l'Afrique Subsaharienne (13,6 %), l'Europe centrale et orientale, l'Asie du Sud et de l'ouest (6,9%) ou les Etats arabes (2,1%).

Le plan sectoriel de moyen terme de l'éducation, largement autofinancé par le gouvernement est en bonne voie de réalisation

La politique éducative seychelloise a été récemment définie par le plan sectoriel stratégique de moyen terme de l'éducation (2018-2022), qui prévoyait d'augmenter les dépenses dans l'éducation de 4 à 6 % du PIB d'ici 2030. La stratégie nationale s'articule autour de 15 composants stratégiques en matière d'éducation pré-primaire, primaire, secondaire, tertiaire, de formation, de maîtrise des NTIC, d'évaluation, de recrutement des enseignants et formateurs, de prévention des catastrophes, de gouvernance, ou de qualité des infrastructures éducatives. La soutenabilité de la politique éducative seychelloise n'est pas contingente de la croissance démographique, l'archipel ayant achevé sa transition démographique.

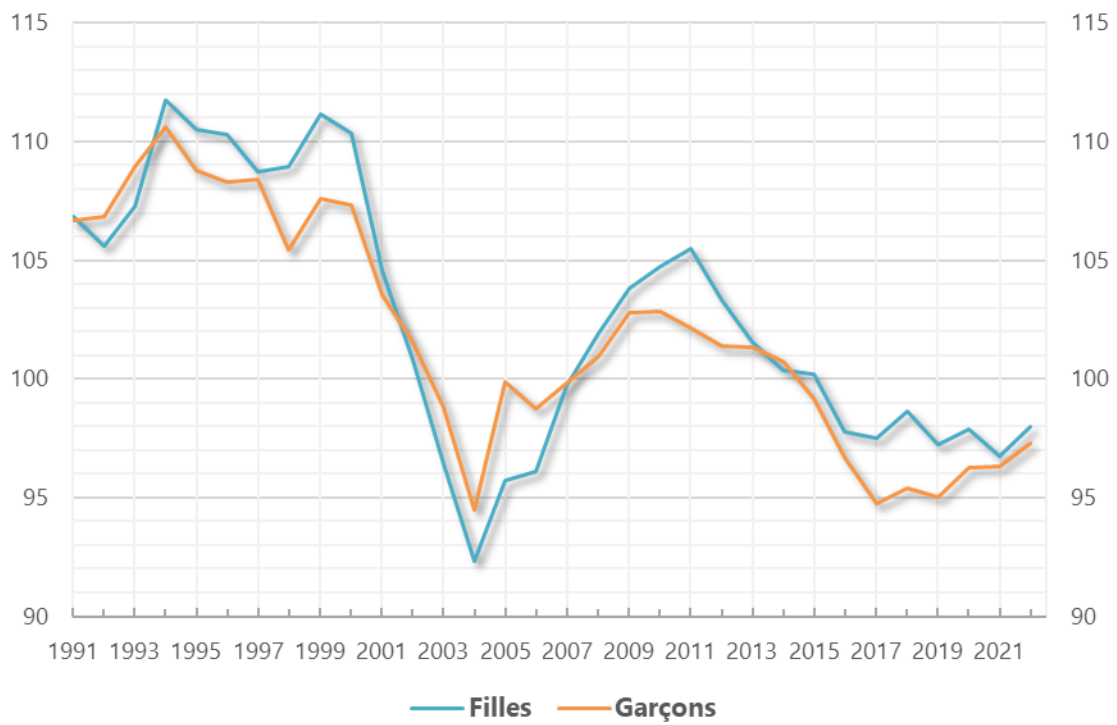
Dans le Budget de l'Etat de l'année 2024, le gouvernement seychellois a alloué la deuxième plus importante dotation au secteur de l'éducation. L'allocation au secteur a augmenté de 8,6 % en 2024 et atteint 1,4 Mds SCR (près de 91 MEUR, soit 13,1 % des dépenses totales prévues par le gouvernement), dont 142 MSCR au titre des projets d'investissement (9,2 MEUR, soit 10,2 % du budget total de l'éducation). **Le budget consacré à l'éducation est en ligne avec les objectifs du plan sectoriel stratégique :** s'il atteignait 2,7 % du PIB en 2016 selon l'UNESCO⁸⁴, il devrait augmenter selon les autorités à 4,6 % du PIB en 2024.

La contribution des bailleurs multilatéraux dans le secteur éducation demeure faible, dans la mesure où le gouvernement seychellois est largement en capacité d'autofinancer ses dépenses dans le secteur. Près de 11 MUSD ont été engagés entre 2010 et 2023, dont seulement 1,1 MUSD ont été décaissés. Le principal bailleur est la Banque mondiale (87 % des financements soit 1 MUSD) à travers une composante « éducation » de son projet de réformes pour une croissance inclusive. Le gouvernement canadien est le deuxième partenaire dans le secteur (96 kUSD, 8,4 %) devant l'Australie (37 kUSD, 3,3 %) et l'UNESCO (19 kUSD, 1,7 %).

⁸³ Source : Bureau national des statistiques Seychelles, Statistiques du chômage T2 2023

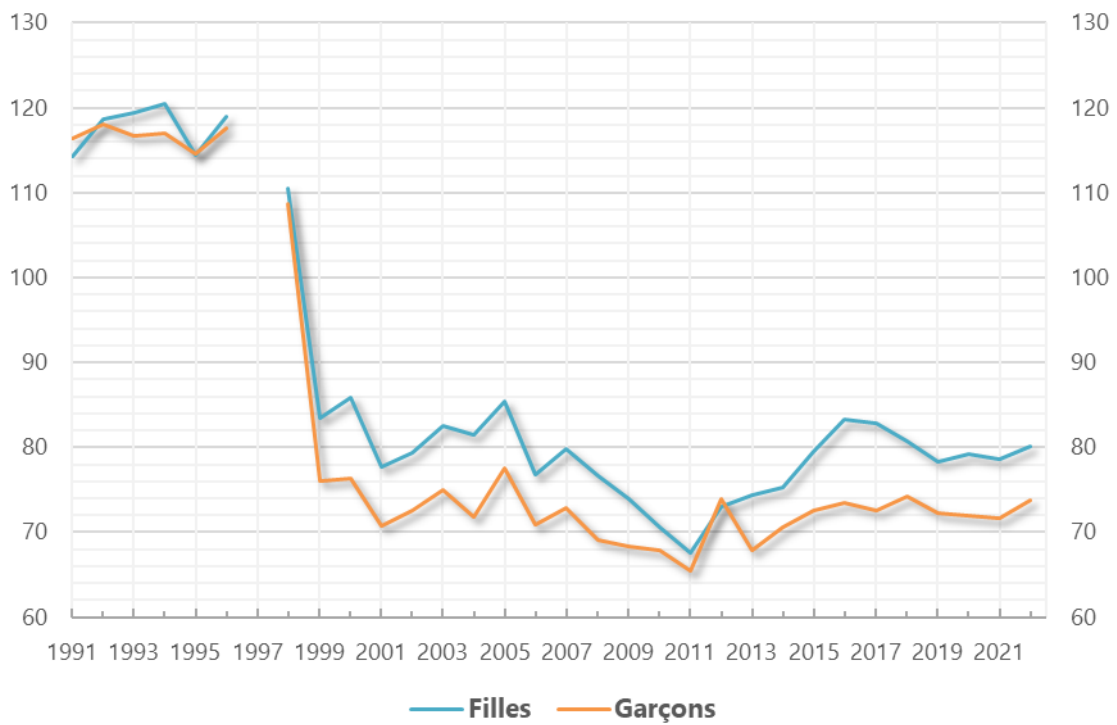
⁸⁴ Au niveau du primaire, il représentait 1,3 % du PIB (contre 1,7 % l'année précédente), 0,5 % dans le secondaire (contre 0,6 %) et 0,9 % dans le supérieur (contre 1 %).

Graphique 1 : Evolution du taux brut de scolarisation au primaire (%)



Source : UNESCO

Graphique 2 : Evolution du taux brut de scolarisation au secondaire (%)



Source : UNESCO

Indicateurs régionaux : Océan Indien

Indicateurs Pays	Comores	Madagascar	Maurice	Seychelles
Population (M hab.) BM 2022	0,8	29,6	1,3	0,1
Croissance démographique (%) BM 2022	1,8	2,4	-0,3	0,8
Doing Business (classement) 2020	160	161	13	100
Rang Indice de corruption - Transparency international 2022	167	142	57	23
Macroéconomie				
PIB (Mds USD) FMI 2023	1,4	15,8	14,8	2,1
PIB par habitant (USD) FMI 2023	1 377	530	11 752	20 890
Croissance du PIB réel (%) FMI 2023	3,0	4,0	5,1	4,2
Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI 2023	11,1	10,5	7,8	-0,8
Finances Publiques				
Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI 2023	-4,9	-3,9	-5,0	-1,1
Dette publique (%PIB) FMI 2023	33,3	54,0	79,7	60,8
Dette publique extérieure (%PIB) FMI - REO 2023	31,6	39,9	24,5	33,7
Echanges				
Balance des biens (%PIB) CNUCED 2022	-18,8	-11,8	-29,2	-37,5
<i>Exportation française vers (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	33,0	424,4	433,3	49,7
<i>Importation française depuis (MEUR) Douanes françaises 2022</i>	3,8	692,6	263,3	136,2
Balance courante (%PIB) FMI 2023	-5,6	-3,9	-6,2	-6,9
Transferts de la diaspora (%PIB) BM 2022	20,1	4,8	2,1	0,6
Réserves de change (mois d'import) FMI - REO 2023	7,5	3,7	10,0	3,5
Développement				
IDH BM 2021	0,56	0,50	0,80	0,79
Espérance de vie à la naissance BM 2021	63,4	64,5	73,7	73,4
Taux de pauvreté (<1,90 USD/jours, %) BM*	18,6	80,7	0,1	0,5
Emissions de CO ² par habitant (kg) BM 2020	407	97	2 939	6 081
Notation Dette Souveraine				
S&P	-	B-	BBB-	-
Moody's	-	-	Baa3	-
Fitch	-	-	-	BB-
Politique Monétaire				
Taux directeur*	-	-	-	2,00

*Dernière donnée disponible

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'[ambassade de France à Kigali](#) : Quentin DUSSART quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédaction : SER de Nairobi et SE de l'AEOI

Pour s'abonner : alice.beguier@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©DGTresor